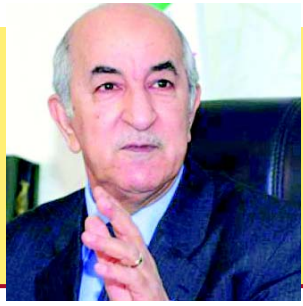


BLIDA : UNE FEMME SÉQUESTRÉE, DEPUIS PRÈS DE DEUX MOIS LIBÉRÉE

P. 4



**Logement social,
une politique
à revoir**

P. 4

Le Quotidien
Edition Nationale d'Information
D'ORAN

Les hôpitaux pris d'assaut à Alger

GRIPPE ET FOLLES RUMEURS

P. 2



**Accusé d'apologie
de terrorisme en France**

UN ÉLÈVE DE 8 ANS CONVOQUÉ DANS UN COMMISSARIAT

P. 5



Les hôpitaux pris d'assaut à Alger

Grippe et folles rumeurs

La rumeur court ces derniers jours dans la capitale, après le décès au niveau de l'hôpital Mustapha Pacha à Alger de 6 personnes, dont des jeunes qui ne dépassent pas la trentaine, ainsi que six autres au niveau de l'hôpital de Aïn Taya des suites de « complications respiratoires ».

Zahir Mehdaoui

Grippe saisonnière, virus AH1N1 ou Ebola ? Les rumeurs les plus folles circulent, y compris à l'intérieur des hôpitaux. Avant-hier, à titre d'exemple, une source sanitaire nous a affirmé qu'une vingtaine de cas d'Ebola sont recensés en Algérie dont 16 à Alger. Certains malades ont perdu la vie il y a quelques jours alors que d'autres sont pris en charge notamment au niveau de l'hôpital Mustapha Pacha, affirme la même source qui soutient que les autorités sanitaires n'ont pas voulu révéler les cas d'Ebola dans notre pays pour ne pas provoquer de panique au sein de la population. Devant notre insistance à confirmer cette grave information, notre source nous a conduits chez un médecin réanimateur dans un hôpital à Alger. Le réanimateur est catégorique. Il affirme qu'il a personnellement eu affaire à un cas d'Ebola dans une salle de déchoquage. Le malade n'est pas d'origine africaine mais bien un Algérien, soutient le réanimateur qui est muni d'un masque et d'une tenue spéciale de couleur verte. Il n'était pas d'ailleurs le seul à se prémunir. Tout le personnel de l'hôpital lors de notre visite, y compris les agents de sécurité sont munis de masques. Même les éléments de la Protection civile et certains policiers de garde portent également des masques. Cela dénote au moins une chose : il ne s'agit pas là de la prévention contre une simple grippe saisonnière mais bien d'un virus beaucoup plus dangereux.

Interrogé, un médecin urgentiste dans le même hôpital à Alger soutient qu'on ne peut pas pour l'heure parler d'épidémie tant que l'institut épidémiologique ne le proclame pas officiellement. Mais de quelle épidémie s'agit-il ? On n'en saura pas plus.

En réalité c'est le branle-bas de combat dans la capitale. Le personnel au niveau de tous les hôpitaux, cliniques, polycliniques et centres de santé ont reçu des instructions pour se prémunir et en respectant des consignes strictes afin de ne pas être éventuellement infectés par ce virus (?) que personne n'est en mesure pour l'heure d'identifier clairement par son nom.

Slim Belkacem, le responsable de la communication au sein du ministère de la Santé est lui aussi catégorique. « Il n'existe aucun cas d'Ebola, ni même un semblant de cas suspect en Algérie » nous affirme-t-il. Qualifiant de « fantaisistes » toutes ces rumeurs sur des cas d'Ebola dans notre pays alors que la maladie est en train de reculer en Afrique de l'Ouest, le responsable de communication nous invitera à nous rendre au niveau de tous les hôpitaux de notre choix. Une autorisation d'accès à l'intérieur des centres de références des maladies infectieuses des CHU Mustapha Pacha, Beni-Messous ainsi que l'hôpital El Kettar, nous a été délivrée par le ministère de la Santé en un temps record.

Nous avons donc choisi de nous rendre dans la nuit de jeudi à vendredi au niveau du CHU Mustapha Pacha pour le nombre important de patients qui y transitent.

Au niveau des urgences, la tension était palpable. Tout le monde portait un masque, y compris ceux qui accompagnent les malades. Il y a une sorte

« d'hystérie collective » chez nombre de citoyens et cela sautait clairement aux yeux. Le service des urgences est dépassé, frôlant même l'anarchie de l'avis de certains infirmiers qui pressaient le pas.

Après une attente d'une demi-heure environ, le chef de service de l'unité d'hospitalisation de courte durée, Salmi Amine, vient à notre rencontre. Le médecin urgentiste a été très coopératif avec nous. C'est lui en fait qui reçoit les malades dont les cas sont jugés sérieux par ses confrères au sein de l'hôpital ou ailleurs. Le Dr Salmi Amine est lui aussi pareillement catégorique. Il affirme qu'aucun cas d'Ebola n'a été détecté chez les malades qui sont hospitalisés au niveau des urgences de l'hôpital Mustapha Pacha. « Nous avons affaire à une grippe saisonnière dans sa forme la plus virulente » atteste-t-il en expliquant sur notre insistance qu'il pourrait s'agir du virus AH1N1 comme celui auquel était confronté l'Algérie en 2009. « C'est la forme la plus grave de la grippe » ajoute notre interlocuteur qui a enlevé entre-temps son masque, une manière de nous rassurer que la situation n'est pas aussi dangereuse que l'on prétend dehors. Pour conforter ces dires, le chef de l'unité d'hospitalisation de courte durée nous fera même visiter le pavillon où sont hospitalisés les malades souffrant de ce virus. Puis nous conduira dans son bureau pour exhiber les médicaments prescrits aux malades. « C'est de l'amoxicilline, un simple antibiotique dans sa forme injectable. S'il s'agissait de l'Ebola le traitement serait complètement différent et les malades seraient mis en quarantaine dans un pavillon situé au dernier étage et équipé d'un matériel spécifique » nous dira le médecin. Ce dernier, pour semble-t-il nous convaincre davantage, nous invitera à nous rendre au niveau de ce pavillon pour constater de visu que personne n'est mis en quarantaine. En effet, une fois sur les lieux, la salle immense, fermée certes à clé, était vide. « Vous voyez, il n'y a pas d'Ebola » nous dira-t-il en expliquant encore une fois qu'il ne s'agit que de rumeurs infondées qui circulent, y compris au sein du CHU Mustapha Pacha. « Croyez-moi, s'il y avait un cas d'Ebola je serai le premier à l'annoncer. Moi aussi j'ai des enfants et j'aurai peur pour eux. Que Dieu nous préserve de ce virus » conclut le médecin urgentiste. Nous nous quittons sur ces dernières paroles sur un goût d'inachevé puisque nous n'avons pas appris avec exactitude la nature de ce virus qui a tué plusieurs personnes à Alger si ce n'est que c'est une « grippe saisonnière » sous sa forme la plus dévastatrice qui peut terrasser en quelques jours, en particulier, les personnes dont le système immunitaire est faible.

Dehors, il fait froid, des familles apeurées, qui attendent selon toute vraisemblance des nouvelles de leurs proches hospitalisés, scrutent le moindre fait et geste de toute personne qui sort du service des urgences.

Comme à l'accoutumée, le manque de communication des autorités concernées et le peu d'informations distillées pour ce qui est des personnes décédées des suites de ce virus a amplifié la rumeur jusqu'à incruster le doute dans l'esprit des citoyens et même à faire douter le personnel médical de ce qui se passe à l'intérieur de l'hôpital.



ANALYSE

Kharroubi Habib

En faisant bombarder la manche dernier par leur armée une position dans le Golan sous contrôle syrien où se trouvaient des combattants du Hezbollah libanais dont cinq ont été tués ainsi qu'un général iranien qui les accompagnait, les dirigeants politiques et militaires de l'Etat sioniste étaient probablement convaincus que l'organisation de Hassan Nasrallah, dont l'essentiel du potentiel militaire est occupé à combattre en Syrie et au Liban même contre les ennemis qui lui sont communs avec le régime syrien, ne s'aviserait pas de prendre le risque d'une nouvelle confrontation militaire avec l'armée israélienne et se contenterait de formuler la promesse platonique d'une réplique à l'attaque dont ses combattants ont été la cible. Ce que tous les « experts » politiques et militaires, à qui les micros ont été complaisamment tendus, ont développé en boucle en affirmant, d'un ton péremptoire, que le Hezbollah serait dans une trop mauvaise passe sur les fronts où il est engagé pour se lancer dans un « casus belli » avec Israël, tout en faisant croire que c'est cet Etat qui a commencé l'escalade pouvant déboucher sur la confrontation Hezbollah - Israël. Il ne fait aucun doute que la réplique venue du Hezbollah en fin de semaine dernière, sous la forme d'une embuscade tendue par ses combattants à un convoi militaire israélien à la frontière libano - israélienne ayant coûté la vie à des soldats de l'armée sioniste, a sidéré les autorités de Tel-Aviv par la promptitude de mise par le Hezbollah à l'organiser et le fracassant résultat de son action. Le branle-bas militaire qui s'est fait entendre en Israël suite à cette réplique du Hezbollah a mal caché que les stratégies du pays se sont rendus à l'évidence que leurs renseignements et analyses sur les capacités réactives de l'organisation de Hassan Nasrallah leur

L'erreur d'analyse de Netanyahu

ont fait commettre une erreur qui est lourde de conséquence pour le « prestige » militaire de leur Etat, qu'elle avait déjà sérieusement terni en faisant échec de façon éclatante à son agression du Liban en 2006. Ce sont désormais celles d'Israël à s'en prendre au

Hezbollah dont il « découvre qu'il n'a rien perdu de son tranchant dans la réplique qui est en cause. Après s'être répandu en menace de représailles foudroyantes ou d'une opération militaire vouée à briser cette organisation, les dirigeants politiques et militaires israéliens observent une « retenue » dont ils ne sont pas coutumiers.

Ce n'est pas l'envie de casser du Hezbollah qui leur fait défaut. Une confrontation avec lui a probablement fait partie du calcul électoral de Benjamin Netanyahu qui cherche à remporter les prochaines élections législatives et conserver le pouvoir en Israël. Sauf que les militaires, échaudés par leur précédente aventure contre cette organisation, l'en ont sûrement dissuadé, certains qu'elle reste un trop « gros morceau » pour l'armée israélienne car disposant de moyens de lui faire échec et d'infliger « d'inacceptables » pertes humaines et matérielles à l'Etat sioniste que sa population ne supporterait pas.

C'est paradoxalement la pression des militaires qui a contraint Netanyahu à la « retenue » et c'est elle aussi qui a fait baisser le ton aux bellicistes qui ont dans un premier temps réclamé à cor et à cri l'engagement de l'armée contre le Hezbollah. A la confusion des « experts » évoqués plus haut, c'est bien Israël qui a reculé en ayant compris qu'avec le Hezbollah il est une frontière rouge qu'il ne peut plus franchir sans en payer un tribut trop lourd. Ce rétropédalage dans l'attitude israélienne ne sera pas sans conséquence, néfaste, pour Benjamin Netanyahu dans la compétition électorale en cours dans le pays.

L'acquisition de 51% du capital de «Djezzy» finalisée

Le Fonds national d'investissement (FNI) a finalisé, vendredi, l'acquisition de 51%, dans la société «Optimum Télécom Algérie» SPA (Djezzy) pour un montant de 2,6 milliards de dollars, a-t-on appris, auprès du ministère des Finances.

Le ministère des Finances a précisé, dans un communiqué que «le FNI est, désormais, en partenariat avec «Global Télécom Holding» (GTH)», une filiale, majoritairement, détenue par la société «VimpelCom», selon les modalités définies

par le pacte d'actionnaires qui a été conclu entre les parties. «En termes de gouvernance, ce pacte laisse à «VimpelCom» le management opérationnel d'OTA et confère au FNI des droits de veto, sur les grandes décisions stratégiques», ajoute-t-on.

Régions Nord

Vent, nuages et froid jusqu'à lundi

Un temps venteux et nuageux a marqué, ce vendredi, le nord du pays avec, localement, quelques pluies à l'Est, en fin de journée, indique l'Office national de la météorologie (ONM), sur son site Internet, notant une baisse des températures à partir de dimanche.

Un temps venteux et passagèrement nuageux, notamment, sur les régions côtières avec, localement, quelques pluies à l'Est, en fin de journée de jeudi et durant la soirée

du vendredi. Les vents seront assez forts, notamment, près des côtes et la mer sera très agitée, selon un bulletin météo de l'ONM.

Un temps venteux avec, localement, quelques pluies vers les régions côtières Centre et Est, persistera samedi, selon le même bulletin qui annonce un temps froid et nuageux avec, localement, des averses de pluie parfois orageuses, notamment, près des côtes Centre et Est, à partir de dimanche. Les

températures maximales varieront, samedi, de 17 à 20°C, près des côtes et de 10 à 13°C vers l'intérieur du pays et les Hauts Plateaux, suivies d'une baisse à partir de dimanche. Les vents seront modérés et parfois assez forts, notamment près des côtes. Pour les régions du Sud, le temps sera, entre vendredi et lundi, généralement ensoleillé et les vents faibles à modérés. Les températures maximales varieront entre 10 à 16°C, a ajouté le bulletin.

Tirage du N° 6136
119.597 exemp.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction
041.23.25.20
Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.
Ouargla : S.I.A.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57
Pub
Tél. : 021. 64.96.44

Rédaction Constantinoise
Tél. : 031.87.19.81 - Fax : 031.87.19.80
Diffusion : **Quest:** SEDOR Tél.: 041.58.85.52
Centre: SEDOR - **Est:** SO.DI. PRESSE - **Sud:** TDS

La protesta contre le gaz de schiste se poursuit

Le mouvement de protestation contre l'exploitation de gaz de schiste ne semble pas faiblir. Et les assurances des plus hautes autorités de l'Etat n'y ont rien changé.

O. M.

Ainsi au moment où la protesta se poursuivait à In Salah, un rassemblement a été organisé, jeudi, à Ouargla. Des dizaines de manifestants étaient rassemblés pour réclamer l'arrêt du projet «d'exploitation du gaz de schiste». Les contestataires, tout en soulignant le caractère pacifique de leur mouvement, ont insisté, selon l'APS, sur «les risques du projet sur l'environnement et la santé», réclamant des «décisions claires» des pouvoirs publics pour «un arrêt immédiat de toutes les opérations d'exploration». A In Salah, les opposants au projet ont organisé une marche à travers les artères de la ville. Au chef-lieu de wilaya de Tamanrasset, la protestation s'est limitée aux quelques banderoles avec des slogans «anti-exploitation du gaz de schiste», encore accrochées à l'entrée du quartier Tahaggart, a constaté l'APS. Pour sa part, le président de la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'homme (CNCPPDH), Farouk Ksentini, a préconisé de s'en remettre aux avis des experts nationaux et internationaux, concernant l'exploitation de gaz de schiste. «(...) Il apparaît essentiel de revenir au bon sens qui doit, avant tout, régir toutes les grandes décisions d'un pays démocratique et de s'en remettre aux experts nationaux et internationaux dont les avis qualifiés et approfondis, même contradictoires sont les seuls susceptibles de conduire à la bonne décision», a écrit M. Ksentini, dans un communiqué rendu public. Il a estimé que «la violente division des opinions» relatives au sujet du gaz de schiste «représente, à l'évidence, elle-même, un signe de bonne réactivité, chacun des camps étant, particulièrement soucieux, aussi bien

des ressources naturelles, avantageusement, exploitables que de l'écologie dont le respect absolu est appelé à être édicté par la Constitution elle-même». Il recommande d'«éviter les querelles au piège et à la stérilité desquelles, si l'on n'y prend garde, s'exposent ensemble les uns et les autres».

A partir de Boumerdès, où il a présidé une cérémonie de sortie de 4 promotions de 72 étudiants en Master (spécialité forage, hydrocarbures-gaz) à l'Institut algérien du pétrole (IAP), M. Youcef Yousfi, ministre de l'Energie, est revenu sur le sujet. Il dira en direction des journalistes : «c'est à vous (presse) d'être positifs, et d'éviter d'être le relais de certaines langues qui répandent les fausses rumeurs sur l'exploitation de gaz de schiste». Et d'ajouter : «nous avons engagé des contacts sur le terrain pour répondre à toutes les doléances des citoyens. Un travail d'explication se poursuit, en ce moment même, avec les protestataires pour les informer sur le bien-fondé de cette exploitation». Le ministre précisera que le gouvernement table sur le dialogue et que la priorité reste la santé du citoyen, la préservation de l'Environnement et des ressources hydriques.

Sonatrach, forte de ses experts et spécialistes, veille, sur ces points essentiels, affirme Yousfi. «Nous avons été sur place, à la rencontre des populations locales et nous n'avons jamais avancé que la population d'In Salah n'avait pas le droit d'être inquiète», souligne-t-il. Revenant à la chute du prix du pétrole et sur l'indexation du prix du gaz sur celui du pétrole, le ministre de l'Energie dira que «l'Algérie n'est pas le seul pays à avoir choisi cette méthode de calcul». Et d'avouer : «les pertes sont, aujourd'hui, hélas, aussi importantes que celle du pétrole en cette période de crise».

Sonatrach s'associe à GE pour la fabrication d'équipements pétroliers

Le groupe Sonatrach et la compagnie américaine General Electric (GE) ont signé, jeudi, à Alger, un protocole d'entente, portant sur la création d'une société conjointe pour la fabrication d'équipements, entrant dans l'industrie pétrolière et gazière. Détenue à hauteur de 51% par Sonatrach, à travers le holding Services para-pétroliers (SPP) et de 49% par GE, la nouvelle entité sera établie sous la forme d'une société par actions. Elle sera chargée de la fabrication et du développement, entre autres, d'équipements de forage et production, de solutions de performance des puits et solutions technologiques de l'aval, d'équipements de mesurage et de contrôle, ainsi que la prestation de services et formations afférents aux domaines pétroliers. Le personnel de la société conjointe sera, majoritairement, algérien et renforcé par des experts de la firme américaine.

Présent à la cérémonie, le ministre de l'Energie, Youcef Yousfi, a souligné la volonté du groupe Sonatrach «d'acquérir la technologie nécessaire pour accélérer son développement» dans un contexte international marqué par «un bouleversement de l'industrie pétrolière et gazière». Ce bouleversement est le résultat de l'évolution tech-

nologique et scientifique qu'a connue cette industrie et qui «n'a pas toujours été bénéfique», a poursuivi le ministre, ajoutant que la chute des prix du pétrole fait partie des effets de cette évolution. Néanmoins, «l'Algérie a atteint un niveau technologique qui lui permet d'aller de l'avant, dans son développement», a-t-il affirmé.

De même, la décision prise par GE de s'installer, définitivement, en Algérie et diversifier ses activités «réflète la confiance de cette compagnie en les capacités de Sonatrach de se développer davantage», a ajouté M. Yousfi. En outre, le partenariat conclu entre Sonatrach et GE s'inscrit, dans les efforts de diversification de l'Economie nationale puisqu'il constitue une opportunité pour les entreprises algériennes de se développer, à travers la sous-traitance, a noté le ministre.

De son côté, le directeur de la région MENA à GE, Rami Qasem, a observé que le groupe Sonatrach «est appelé à jouer un rôle important dans la région», ajoutant que la firme américaine est prête à l'accompagner, dans son développement. Les documents de l'accord ont été paraphés par le directeur exécutif des filiales et participations de Sonatrach, Akli Remini, et par M. Qasem.



Ph.: APS

Raïna Raïkoum

Kamel Daoud

Allah est Grand, l'Arabie est très petite, Michelle est belle

Cheveux contre Royaume. Titre d'un poème possible ou déjà épuisé. Ou de l'actualité. A l'enterrement d'un autre Roi d'Arabie, il y a eu le monde et le monde entier. Entre autres, Michelle Obama et son époux. Moment d'interrogations protocolaires : ira-elle cheveux nus ou voilée ? La première dame du monde a opté pour les cheveux nus, face à des monarques aux cheveux cachés et aux femmes enterrées. Le message était direct car, en Indonésie, la dame avait pris soin de se couvrir la tête. Donc il s'agissait d'un message et pas seulement d'une coiffure. Il s'agissait de rappeler que dans ce Royaume qui s'est accaparé la Mecque, l'Islam et le lever de soleil, les femmes étaient voilées, cachées, enterrées, frappées, interdites de conduire, de décider, de se promener dans l'univers seules, de voyages (sauf accompagnées ou avec un bracelet électronique comme du bétail tatoué. Sur le net, certains amateurs du déni ont insisté pour présenter le nouveau roi comme un héros musulman (il abandonne le couple américain pour aller faire sa prière) cela ne change rien : Michelle Obama est venue tête nue, a été reçue, on n'a pas osé la voiler comme on ose avec les Saoudiennes que l'on met dans les sachets noirs, on lui a souri, elle a dit et rappelé que

ce pays est absurde, tue, condamne la fabrication des bonhommes de neige, lapide, décapite en plein rue. Allah est Grand mais l'Arabie peut se faire toute petite pour ses protecteurs. C'est bien. Cela rappelle, malgré la «couverture» qu'apporte l'Occident à ce pays tueur de liberté, qu'il est la matrice du mal du siècle, fabrique du kamikaze et lieu de naissance des fatwas, des dérives et de cet Islam wahhabite qui veut étendre le désert et ses bédouins au reste des géographies. En ce sens, Michelle a fait mieux que son Amérique.

Car face à l'Arabie Saoudite, l'Occident a parlé par deux voix de femmes. D'un côté les cheveux de Michelle Obama et, de l'autre, la concubine Christine Lagarde. «De façon très discrète, c'était un fervent défenseur des femmes», dira-t-elle après la mort du roi saoudien Abdallah, vendredi dernier. Une Saoudienne fouettée n'aurait pas dit mieux sous la torture. Chérzade qui ne raconte rien justement pour ne pas être décapitée. «Mille et une nuits» insonores. Tapis écrasés, lampes à pétrole sans magie, quarante voleurs fréquentés et honorés. C'est ainsi. De cet enterrement, retenons les cheveux de Michelle, la prosternation de Christine, le silence de Aïcha et le dos de Raef Badawi.

Autoroute Est-Ouest

Les tarifs de péage en cours d'examen

Le ministre des Travaux publics, Abdelkader Kadi, a affirmé, jeudi à Alger, que les tarifs des péages pour le passage sur l'autoroute Est - Ouest, seraient fixés sur la base d'une étude et annoncés après approbation du gouvernement. Intervenant en marge d'une séance du Conseil de la Nation consacrée aux questions orales, M. Kadi a précisé que «l'étude sera réalisée par son département après parachèvement de tous les travaux sur l'autoroute Est - Ouest (1.216 Km), soulignant que «les détails de l'opération de péage, y compris les tarifications, seront soumis au gouvernement et annoncés après son approbation». La tarification au kilomètre pour le passage sur l'autoroute Est - Ouest sera fixée en fonction des catégo-

ries des véhicules (véhicules touristiques, utilitaires, poids lourds et motocycles), a-t-il expliqué. Le lancement du péage est prévu début 2016 après réception de toutes les infrastructures de l'autoroute Est - Ouest (installation des stations de péage, hôtels, locaux commerciaux et aires de repos). Par ailleurs, le ministre a affirmé que le gouvernement avait décidé de maintenir le programme tracé et de parachever les projets en cours en dépit du recul des cours du pétrole. A une question d'un membre du Conseil de la Nation sur les pertes occasionnées par les inondations ayant touché la wilaya de Bechar en décembre dernier, le ministre a indiqué que son département avait réalisé une étude pour procéder à l'évaluation des rou-

tes nationales et chemins de wilaya endommagés par cette catastrophe. Par ailleurs, le gouvernement a décidé de consacrer près de 4 milliards de DA dont plus de 3,1 milliards de DA aux routes nationales, 214 millions de DA aux chemins de wilaya et plus de 580 millions de DA aux routes communales, a-t-il indiqué. A une question d'un autre membre sur le projet de raccordement de la wilaya de Batna à l'autoroute Est - Ouest, le premier responsable du secteur a fait savoir que les entreprises chargées de la réalisation du projet avaient engagé les travaux en dépit de certaines entraves rencontrées sur le terrain, notamment des problèmes liés à l'expropriation, soulignant que le projet serait réceptionné dans les délais fixés.

Logement social, une politique à revoir

Abdelkrim Zerzouri

L'ampleur des dégâts entraînés par la gestion « hasardeuse » du parc immobilier de l'Etat atteint des proportions insoupçonnées. Les logements sociaux vendus au marché noir représentent 20% des logements sociaux occupés, a indiqué jeudi dernier le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelmadjid Tebboune, lors d'une séance du Conseil de la Nation consacrée aux questions orales.

Se basant sur un recensement des logements sociaux vendus par leurs bénéficiaires sous la formule publicitaire insidieuse « Vends P.P. », ou, tout court et clair, « logement social à vendre en pas-de-porte », M. Tebboune avancera sur ce registre le chiffre de 571.000 logement sociaux, distribués entre 1983 et janvier 2004, et qui se trouvent aujourd'hui occupés par de tiers locataires, inconnus (!) des Offices de promotion et de gestion immobilières (OPGI). Sans parler de milliers d'autres logements sociaux mis en sous-location par leurs bénéficiaires. Ce phénomène, qui revêt un caractère « moral et juridique », selon M. Tebboune, pose en amont plusieurs questionnements liés aux modes d'attribution du logement social, aux critères d'en bénéficié et au rôle des notaires. M. Tebboune pense à tous ces locataires, qui ne peuvent procéder à l'achat des logements qu'ils occupent d'une manière illégale, surtout côté manque à gagner qu'on fait, ainsi, subir aux caisses des OPGI. Car, « leur régularisation permettrait d'utiliser les fonds recouverts dans le financement d'autres nouveaux projets de logement », devait-il en convenir une semaine auparavant lors d'un passage devant les députés. Seulement, fallait-il le reconnaître, ce n'est guère chose aisée de régulariser l'illégitime. Avancé avec des pas mesurés sur ce terrain marécageux, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelmadjid Tebboune, a laissé entendre à ce sujet que le gouvernement « pourrait procéder à la régularisation des logements sociaux vendus au marché noir » afin d'empêcher les propriétaires de bénéficier des différents programmes de logements publics. « Nous sommes devant un fait accompli et, face à cette situation, nous sommes tenus d'agir avec pondération », répondra-t-il à une question orale au niveau de l'APN. Précisant dans ce contexte que les OPGI chargés des logements sociaux ont lancé récemment une opération d'inspection, avec des agents qui font du « porte-à-porte », à travers les différentes wilayas du pays pour recenser le nombre de logements occupés par les non-bénéficiaires, et que sur la base des résultats de cette enquête, un rapport sera soumis au gouvernement comportant toutes les solutions possibles, dont la proposition de « la régularisation de la situation à travers la lé-

galisation de la vente entre le vrai bénéficiaire et les occupants effectifs par actes notariés ». Chose qui rendrait possible une régularisation de la vente illicite de logements sociaux destinés principalement aux catégories à faible revenu. Assurant dans ce sens l'impunité pour les coupables qui ont enfreint la loi en vendant des biens de l'Etat, et un encouragement de ce commerce odieux qui fait d'un bénéficiaire de logement social un heureux gagnant d'un ticket de loto, M. Tebboune reconnaît que « de telles solutions restent toutefois difficiles, dès lors qu'il s'agit de légaliser une vente illégale, mais nécessité fait loi ». Non sans relever dans ce sillage que certains cas seront traités et réglés, notamment ceux qui concernent des désistements de logements à des membres de la famille, « tandis que d'autres cas seront examinés par le gouvernement ». Aussi, tiendra-t-il à rappeler, le problème se posera toujours pour les personnes ayant acheté des appartements auprès des bénéficiaires, dans le cadre de désistements et qui sont toujours inscrites au niveau du secteur comme personnes habilitées à obtenir un logement social, car ne figurant pas sur le fichier national du logement. « Après régularisation, cette décision permettra de radier tous les occupants des logements sociaux concernés du fichier national parmi les demandeurs de logement et par conséquent les exclure des programmes publics, ce qui atténuera la pression sur ces programmes et permettra de mieux maîtriser le marché foncier », a-t-il encore plaidé en direction d'une solution pour régler ce dossier. Du reste, la régularisation en question est attendue avec impatience par ces milliers d'acheteurs de pas-de-porte, qui vivent dans l'angoisse de se voir expulsés de leurs demeures. Des cas avérés de vendeurs qui se sont retournés contre les acheteurs, et ont fini par les expulser des logements, sont légion dans les nouvelles agglomérations. Des héritiers d'un bénéficiaire d'un logement social, un F3, vendu au début des années 2000 contre la modique somme de 90 millions de centimes, ont expulsé l'acheteur et lui ont versé ses 90 millions, tel que le mentionne « une reconnaissance de dette » signée par les deux parties devant le notaire.

Le logement en question sera revendu à raison de 400 millions ces derniers temps. C'est dire, même si l'on convient que la loi ne protège pas les ignorants », qu'aucun acheteur d'un logement pas-de-porte n'est à l'abri d'une telle mésaventure. Par crainte de tomber sur une boîte de Pandore, personne ne s'est risqué, jusque-là, d'ouvrir le dossier des occupants réels des logements sociaux attribués aux mal-logés durant ces vingt dernières années. M. Tebboune, en ces temps de disette, et pensant découvrir un filon pour le financement de ses projets, tente de se frotter à cet épineux dossier.

Mila

Incendie dans un bâtiment, 12 blessés

B. Bouselah

Un incendie de grande ampleur s'est déclaré, hier, à midi, dans un appartement, à la cité '50 logements' dans la ville de Tadjenant, wilaya de Mila, faisant 12 blessés parmi les habitants de l'immeuble apprend-on auprès de l'unité centrale de la Protection civile de Mila.

En effet, une grande panique s'est emparée des habitants de l'immeuble après le déclenchement du feu qui a détruit, entièrement, un appartemen-

ment situé au 2^{ème} étage. Incommodés par la forte fumée qui se dégageait 12 personnes, âgées de 12 à 78 ans ont été blessées, lors de leur tentative de fuir. Trois d'entre elles ont été transférées au service des Urgences de l'hôpital de Tadjenant. L'intervention de l'unité de la Protection civile de Tadjenant, appuyée par les éléments du poste avancé, implanté sur l'autoroute Est-Ouest et de l'unité de Chelghoum Laid, a permis de maîtriser le feu et l'empêcher d'atteindre les autres appartenants.

Le FLN participera à la conférence du FFS

R. N.

Le secrétaire général du parti du Front de libération nationale (FLN), Amar Saadani, a annoncé jeudi à Alger la « participation » de sa formation politique à la conférence du consensus national initiée par le Front des forces socialistes (FFS). M. Saadani a indiqué lors de la deuxième rencontre qui a regroupé les deux partis au siège du FLN que sa formation avait « accepté » de participer à cette conférence soulignant que cette participation devait être « efficace et s'inscrire dans l'intérêt du pays ». Cependant, le premier responsable du FLN pose ses conditions. La conférence « doit se tenir dans le respect de toutes les Institutions de l'Etat » qui constituent « une ligne rouge », affirme Saadani. Selon lui, le conseil national du FFS devra tenir compte de cette position, a-t-il insisté, affirmant que le peuple algérien « attend du nouveau aux plans politique, économique et social ». Cette conférence doit, affirme Saadani, « montrer que la classe politique est en mesure d'amorcer un dialogue autour des questions nationales ». Des principes fondamentaux « à ne pas transgresser » ont été convenus entre le FLN et le FFS. Il s'agit de l'unité nationale et la protection du territoire national, a ajouté M. Saadani. « La conférence du consensus ne doit pas être celle de la confrontation entre les partis politiques.

Elle doit s'inscrire dans le seul intérêt du pays », a-t-il soutenu, d'autant que, rappelle Saadani, cette rencontre « se tient dans un contexte politique et sécuritaire extrêmement sensibles ». De son côté, le premier secrétaire du FFS, Mohamed Nebou, s'est « réjoui » de la participation du FLN à la conférence nationale du consensus.

Cette « adhésion est importante », a-t-il précisé, soulignant qu'au regard du contexte national et international actuel, l'Algérie doit relever les défis qui mettent en jeu son avenir dans les domaines politique, économique, social, culturel et environnemental ». Considérant la conférence comme « une étape fondamentale dans le processus de reconstruction du consensus national », il a exprimé sa volonté d'y associer un plus grand nombre d'acteurs politiques et sociaux. « Nous voulons redonner confiance et espoir à notre société », a-t-il dit.

LE FLN FAVORABLE À L'EXPLOITATION DU GAZ DE SCHISTE

Sur un autre registre, le Secrétaire général du FLN, a affirmé que le 10^{ème} congrès du parti n'avait pas été reporté, ajoutant que sa tenue demeurerait tributaire de questions nationales « fondamentales » dont la révision constitutionnelle. Les statuts qui devront sanctionner le prochain congrès du FLN « doivent être adaptés

Blida

Une femme séquestrée depuis près de deux mois libérée

Tahar Mansour

C'est grâce à un appel reçu par le biais du numéro vert 1548 de la part d'une jeune femme, âgée de 29 ans, qui demandait des secours, en se disant séquestrée depuis près de deux mois, par un inconnu et qu'elle se trouvait, actuellement, dans un magasin près de la maison où elle était retenue, que les agents de la 3^{ème} Sûreté urbaine de Blida

se sont déplacés vers le quartier Ben Achour et délivrèrent la jeune femme.

Elle déclara, alors, qu'un individu l'avait enlevée, depuis près de deux mois et l'a séquestrée, dans sa maison, pas loin du magasin où elle se trouvait et d'où elle a pu lancer son appel.

Elle affirma, aussi que son kidnappeur l'avait maltraitée et avait, aussi, détruit son passeport biométrique. Les policiers tendirent, par

la suite, une souricière au mis en cause et l'arrêtèrent, lors de son retour, alors qu'il se trouvait à bord de son véhicule de marque Renault Symbol. Le suspect a été présenté, en fin de semaine écoulée, auprès du procureur de la République près le tribunal de Blida qui l'a placé en détention préventive sous les chefs d'inculpation de séquestration avec violence et destruction de documents administratifs.

Bouira

Un mort et 8 blessés dans un carambolage

Farid Haddouche

Une personne est morte et 8 autres ont été blessées dans un tragique accident de la route, survenu dans la nuit du jeudi à vendredi, sur l'autoroute Est-Ouest, à hauteur de la commune d'El Esnam, à une dizaine de kilomètres à l'est du chef-

lieu de wilaya Bouira. Il s'agit d'un carambolage qui a eu lieu entre 4 véhicules. Un homme, la cinquantaine, est décédé et 8 autres personnes ont été blessées. Ces dernières ont été secourues par les éléments de la Protection civile qui les ont évacuées vers les urgences du Centre hospitalier « Mohamed Boudiaf » de Bouira.

Au sud du pays

14 contrebandiers arrêtés et 7 véhicules saisis

Onze contrebandiers ont été arrêtés et 4 véhicules tout-terrain saisis, jeudi, à Djanet et El Oued, par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), a indiqué, vendredi, le ministère de la Défense nationale (MDN), dans un communiqué. « Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la contrebande et le crime organisé, des détachements de l'ANP, relevant des secteurs opérationnels de Djanet et d'El Oued (4^{ème} Région militaire), ont arrêté le 29 janvier 2015, dans des opérations distinctes, 11 contrebandiers, et saisi 4 véhicules tout-terrain, une quantité de 2.260 litres de carburant, une quantité de 1.855 bouteilles de boissons alcoolisées, 2 moteurs de véhicules touristiques et 4 téléphones portables », a précisé le MDN. Deux

détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), relevant des secteurs opérationnels de Bordj Badji Mokhtar et In Guezam ont arrêté, mercredi, 3 contrebandiers et saisi 3 véhicules tout-terrain, ainsi que des produits de contrebande, a indiqué, jeudi, le ministère de la Défense nationale (MDN).

« Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la contrebande et le crime organisé, 2 détachements de l'ANP, relevant des secteurs opérationnels de Bordj Badji Mokhtar et In Guezam (6^{ème} Région militaire), ont arrêté le 28 janvier 2015, dans 2 opérations distinctes, 3 contrebandiers et 3 véhicules tout-terrain, 3 téléphones portables, 2 tonnes de farine, 1.040 litres de carburant et 540 g d'or », a précisé la même source.

Accusé d'apologie de terrorisme en France

Un élève de 8 ans convoqué dans un commissariat

Moncef Wafi

L'audition libre, ce mercredi, par la police, d'un enfant de 8 ans, dénoncé par sa propre école d'avoir fait l'apologie du terrorisme, continue de susciter la polémique, en France. Une démarche condamnée, dans un communiqué de l'Observatoire national contre l'islamophobie, dépendant du Conseil français du culte musulman (CFCM), l'organe représentatif de l'Islam en France, et qualifiée «d'hystérie collective». L'Observatoire qui a dénoncé le silence de la classe politique française, devant la multiplication exagérée des actes anti-musulmans, s'est dit «indigné du traitement infligé à un enfant de huit ans».

Une affaire banale de cour de récréation qui a pris des tournures imprévisibles, lorsque le directeur d'une école de Nice, a signalé le comportement du petit Hamed qui avait proclamé : «Je ne suis pas Charlie, je suis avec les terroristes», dans l'enceinte de son école, le 8 janvier dernier. Au lendemain de l'attaque contre les locaux de 'Charlie Hebdo', les écoles françaises avaient été appelées à observer une minute de silence. Et quelque 200 incidents, liés à cette minute, ont été rapportés dans les établissements scolaires, en France, dont une quarantaine signalés à la police et la justice.

Selon la direction de l'école, l'élève avait refusé d'y participer. Auditionné pendant une demi-heure par la police de son quartier, où il a été convoqué avec son père, l'enfant a confirmé ses propos, tout en affirmant ne pas connaître leur sens, selon l'avocat de la famille. Me Sefen Guez Guez, «choqué» par cette convocation, a 'tweeté' des extraits de cette audition sur son compte personnel, accusant l'école de ne pas avoir mené son «rôle pédagogique». Devant le commissariat, le père, d'origine maghrébine, a fermement défendu son fils déclarant, notamment, qu'«il a répondu sur un coup de tête et qu'il s'excuse». Selon la police, l'enfant aurait dit dans l'enceinte de l'école qu'«il faut tuer les Français», entre autres déclarations, sans toutefois, préciser l'origine de ces propos. L'affaire risque de rebondir, dans les prochains jours, puisque le parquet de Nice doit, désormais, se prononcer sur les suites à donner à ce dossier alors que le directeur de l'école primaire a déposé une plainte contre le père de Hamed pour «intrusion» dans l'établissement

et «attitude menaçante», envers l'équipe pédagogique.

De son côté, le père a riposté en portant plainte contre le directeur qu'il accuse d'avoir tapé la tête du garçon contre un tableau et de l'avoir giflé.

Parmi les autres réactions à cette audience, la ministre française de l'Éducation, Najat Vallaud-Belkacem, a pris la défense de l'école, qualifiant son travail de suivi d'«œuvre utile». Des députés UMP ont salué cette démarche «absolument normale», notamment, le maire de Nice, Christian Estrosi qui mettent en avant les risques d'attentats terroristes qui guettent, selon eux, la France. Une inquiétude écartée, d'un revers de main, par le secrétaire d'État à la réforme de l'État et à la simplification, Thierry Mandon. Le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone, estime qu'il faut rester dans la légalité des textes.

Depuis le 7 janvier, il ne fait plus bon d'exprimer son opinion en France, surtout si elle va à contre-courant de la version officielle des faits. Une enseignante, dans un centre de formation professionnel de Bobigny, avait été mise à pied car elle a osé remettre en cause ce qui s'est dit sur l'attentat de 'Charlie Hebdo' lors d'un débat avec ses élèves. Un jeune de 20 ans a pris 6 mois de prison ferme, à Orléans, pour avoir crié «Vive la kalach!», en imitant le bruit et la gestuelle d'un tireur de kalachnikov devant des policiers. Dieudonné avait été interpellé, après avoir posté sur sa page Facebook un «Je suis Charlie Coulibaly» qu'il fallait prendre au deuxième degré tout comme les caricatures de Charlie Hebdo. Cette dérives totalitaire de la France a même surpris et inquiété les Américains, pourtant inventeurs du très controversé Patriot Act que les Français cherchent à copier. L'humoriste Jon Stewart s'est dit perdu face à l'arrestation et au renvoi en correctionnelle, pour «apologie du terrorisme», de Dieudonné pour son post Facebook. «Arrêter quelqu'un pour avoir dit quelque chose, quelques jours après une manifestation de soutien à la liberté d'expression -c'est un peu bizarre». Dans un éditorial, le journal canadien 'Globe and Mail' accuse le gouvernement français d'avoir été trop loin: «Est-ce que des adolescents provocateurs qui crient « Mort à Charlie » devraient, vraiment, être détenus et condamnés pour des délits de terrorisme? ».

Union européenne

Crise ukrainienne : la Grèce futur médiateur ?

Première réunion du nouveau gouvernement grec à Bruxelles et premier désaccord : « Non au régime des sanctions contre la Russie », a déclaré le ministre grec des Affaires étrangères. Et la Grèce n'est pas seule à le penser.

Bruxelles : M'hammedi Bouzina Med

C'est, donc, par le chapitre des Affaires étrangères que le nouveau gouvernement de gauche grec annonce ses intentions, au sein de l'UE : repenser la stratégie de l'Europe dans le conflit ukrainien. Réagissant aux derniers développements, marqués par une recrudescence des combats dans l'est de l'Ukraine, les ministres des Affaires étrangères de l'UE se sont réunis, jeudi, en urgence, à Bruxelles, pour décider d'un alourdissement des sanctions économiques contre la Russie. Athènes, par la voix de son ministre, Nikos Kotzias, a opposé un refus ferme, à la stratégie de la confrontation inspirée par les USA et privilégiée par l'UE. « L'Union européenne doit promouvoir les accords de paix de Minsk par le dialogue avec la Russie et pas par les sanctions », a déclaré le ministre grec à l'issue de la réunion. Du coup, les diplomates se sont donnés un délai supplémentaire, jusqu'à la réunion formelle du 9 février prochain, pour tenter de trouver une attitude commune, face à la Russie.

Objectivement, ce sera très compliqué, d'autant plus qu'il n'y a pas que la Grèce qui souhaite une autre approche de la crise avec la Russie. L'Allemagne et surtout l'Autriche, la Tchéquie et la Slovaquie estiment que la politique des sanctions éco-

nomiques et de l'isolement de la Russie, auront des conséquences négatives sur l'économie européenne et aggraveront, davantage, la situation en Ukraine. Les « meneurs » contre la Russie que sont la Grande-Bretagne, la France, la Pologne et les pays baltes n'arrivent plus à entraîner le reste de l'Union, dans l'escalade, face à Moscou. C'est un autre avantage tactique pour le nouveau gouvernement grec pour négocier son autre priorité : la levée des contraintes financières et économiques qui lui sont imposées par la Troïka (BCE, FMI et UE).

Le chef du gouvernement grec, Alexis Tsipras, va devoir rebattre les cartes de son pays au sein de l'UE en mixant les consensus de l'UE sur les questions internationales stratégiques avec d'éventuels changements de cap des politiques internes de l'Union, notamment la remise en cause du choix ultra-libéral des régimes d'austérité imposés par les marchés financiers. Du reste, il y a comme une étrange absurdité dans la marche des affaires internes de l'UE : le FMI, la Commission européenne, le Parlement européen et même la BCE reconnaissent que le choix, depuis 2008- 2009, de l'austérité financière et économique, n'a pas payé, a plongé l'Union dans un cycle de décroissance économique et surtout n'a pas allégé l'endettement public des Etats (à de rares exceptions) et pourtant les délibéra-

tions de l'Europe continuent à imposer rigueur et austérité. Le gouvernement grec affiche, en réalité, ce que plusieurs autres de ses homologues souhaitent. Sera-t-il le déclencheur de plus de souplesse budgétaire des Etats pour moins d'austérité ? Très possible, tant des pays comme l'Espagne, le Portugal, l'Italie ou l'Irlande sont étranglés par l'endettement public et l'obsédante obligation du respect de la limite des 3% de déficit imposée par le Traité européen.

Jeudi, les ministres européens des AE se sont séparés sans l'habituel communiqué commun, annonçant un consensus et encore moins un accord sur l'attitude envers la Russie. Le chef du gouvernement grec n'est, donc, plus seul à vouloir une autre vision des relations avec Moscou pour, entre autres, le retour des conséquences sur les économies internes de l'Union. Comme quoi, la politique étrangère et la politique interne des pays sont consubstantielles et étroitement liées.

Attendu sur les questions budgétaires internes, le nouveau gouvernement grec fait son entrée au sein de l'Union, par le biais d'une partie géostratégique qui se joue aux arrières-frontières de l'Europe.

Le Sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement, prévu pour le 12 février prochain, à Bruxelles promet de bonnes surprises.

Soupçonné de lien avec les djihadistes

Un Algérien extradé d'Athènes vers Bruxelles

Un Algérien de 33 ans, arrêté à Athènes et soupçonné d'avoir un lien avec la cellule djihadiste, démantelée 2 jours, plus tôt, en Belgique, a été extradé vers Bruxelles, où il a été inculpé et placé en détention, a annoncé, jeudi, le parquet fédéral belge. «Mercredi 28 janvier, le nommé Omar D, né en 1982 et de nationalité algérienne, a été extradé vers la Belgique par les autorités grecques», a indiqué le parquet dans un communiqué.

«Il a été inculpé, ce matin par le juge d'instruction, de participation aux activités d'un groupe terroriste et placé sous mandat d'arrêt», c'est-à-dire en détention provisoire, ajoute le parquet. Il avait été arrêté le 17 janvier, dans le centre d'Athènes, en

compagnie d'un autre homme qui a été relâché depuis.

Omar D., qui selon le journal belge la 'Dernière Heure' s'appelle Omar Damasch, avait déclaré à la justice grecque être «d'accord» pour être extradé, afin de «prouver son innocence», selon une source judiciaire à Athènes.

Selon cette source, il avait appelé «trois ou quatre fois» d'Athènes un djihadiste présumé emprisonné, en Belgique. Il est soupçonné d'avoir joué les intermédiaires entre le «cerveau présumé» de la cellule, le djihadiste belge Abdelhamid Abaaoud, qui aurait rejoint la Grèce, après avoir combattu en Syrie, et les membres de la cellule qui s'apprêtaient à tuer des policiers, en Belgique. Mais

Abdelhamid Abaaoud, soupçonné d'avoir passé des ordres, depuis la Grèce, reste jusqu'ici introuvable.

Deux semaines après l'intervention de la police belge, qui s'était soldée par la mort de 2 djihadistes présumés, à Verviers, 3 hommes, arrêtés, en Belgique, le 15 janvier et inculpés pour «appartenance à un groupe terroriste» sont toujours en détention provisoire, tandis que 2 autres inculpés ont été remis en liberté, sous conditions.

Un autre suspect, Abdelmounaim Haddad, 21 ans, a été inculpé et écroué le 21 janvier après s'être, lui-même, présenté à la police à Bruxelles. Enfin, 2 fugitifs ont été arrêtés en France, et la Belgique a demandé leur extradition.

Une commission rogatoire après l'arrestation, au Maroc, d'un Algérien pour « terrorisme »

Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Tayeb Louh, a annoncé, jeudi, à Alger, qu'une commission rogatoire a été émise à l'intention des autorités judiciaires marocaines, concernant l'arrestation d'un ressortissant algérien pour suspicion d'appartenance à une organisation terroriste. « Le parquet compétent a demandé au juge d'ins-

truction d'émettre une commission rogatoire, à l'intention des autorités judiciaires dans le royaume marocain frère, à l'effet d'identifier le prévenu et de fournir, aux autorités judiciaires algériennes, les informations nécessaires le concernant », a fait savoir M. Louh, dans une déclaration à la presse, en marge du vote du projet de loi relatif à la préven-

tion du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme. Cette commission s'inscrit dans le cadre de la coopération entre les autorités judiciaires algériennes et marocaines, a indiqué le ministre. Les autorités marocaines ont annoncé, récemment, avoir arrêté un ressortissant algérien pour suspicion d'appartenance à une organisation terroriste.

Gaz de schiste : Sonatrach tente de noyer le poisson dans l'eau

Reghis Rabah*

Une première fois à la radio nationale, chaîne 3 et une deuxième fois dans l'interview qu'il a accordée à l'Algérie Presse Service. Ces propos ont été en total contradiction avec son offensive médiatique sur le sujet lors de sa conférence de presse à l'occasion de la rencontre internationale sur le gaz au Centre des Conventions d'Oran. En descendant de l'arène de la sorte s'agit-il d'un désaveu pour satisfaire un rappel à l'ordre d'en haut ou réellement une intention sincère pour rassurer une opinion publique en effervescence. S'il vise la population d'In Salah s'est raté, car ses propos sur la maîtrise de l'hydro-fracturation montrent qu'il ne se déplace pas sur le terrain. Tandis que les citoyens de cette localité paisible voient tous les jours qui passe dans les chantiers pour faire de la fracturation hydraulique. A part l'appareil de forage qui appartient au groupe et qui assure une force motrice pour faire tourner et manœuvrer le train de sonde, toutes les opérations se font par des compagnies parapétrolières étrangères : watheford pour la clé du tubage, Dowell Schlumberger pour la cimentation, SPE Schlumberger pour le contrôle et les opérations de logging et enfin pour couronner le tout Haliburton pour assurer la frac. La preuve, dans leur revendication les campeurs d'In Salah exigent l'arrêt des opérations avant l'arrivée de la compagnie américaine qui procède à la fracturation des couches schisteuses. Pour ce responsable, en décembre dernier, il soutenait qu'il n'y avait rien à évaluer, l'Algérie dispose d'un potentiel national récupérable de 21.000 milliards de m3 de gaz de gaz de Schiste, soit 740 tonnes mètres cubes, de quoi valoriser ces ressources futures et permettre au pays de capitaliser un autre savoir-faire en matière de leur exploitation et de leur production.

N'étant plus au stade de l'hésitation, l'Algérie entre dans la phase de mise en œuvre de la feuille de route. Ces ressources nécessitent des moyens. En termes de création d'emplois, il faut multiplier le potentiel par 4 voire 5 dans les prochaines années.

Des actions sont donc menées, notera ce responsable pour prendre en charge ces ressources à travers un plan de recrutement et de formation que la direction exécutive de Sonatrach a mis en place. Quelque 1.000 à 1.500 agents seront donc formés par an, afin d'adhérer aux perspectives tracées par le gouvernement. Sonatrach prévoit aussi, dans le cadre de son plan, le recrutement de milliers d'ingénieurs et de techniciens. En effet, la volonté affichée par les pouvoirs publics quant au développement de ce secteur met en exergue les premières prévisions de la production qui, selon le PDG, sera lancée à partir de 2022 et pourra atteindre d'ici 2025 les 10 milliards de m3 de gaz de schiste. Ceci en présence du ministre de l'énergie qui représente le gouvernement. Dans son interview à l'APS la semaine dernière, il déclare « Aucune décision d'exploitation de gaz de schiste n'a été prise par Sonatrach! ». « La faisabilité technique et commerciale du projet n'a pas encore été confirmée ». Quant aux deux puits forés sur le bassin d'Ahnet, alors que dans sa conférence, il parlait de 17, à une trentaine de km de la ville d'In Salah, il est rassurant: il ne s'agit que de deux forages à titre de tests d'évaluation de leur potentiel, et Sonatrach « ne va pas lésiner sur les mesures de protection de l'environnement ». Ces deux puits serviront à la centrale électrique d'In Salah. Si tel était le cas, la région regorge de gaz conventionnel pourquoi ne pas en utiliser ? Qu'est ce qui peut justifier un tel revirement à 180 degrés et qui croire maintenant ? Il faut dire que les affaires de corruption de Sonatrach une et deux ont montré que cette entreprise se soucie peu de sa responsabilité citoyenne et patriotique et encore moins de l'en-

vironnement mais plutôt des déplacements à l'étranger et l'ouverture des poches de ses cadres dirigeants. En effet, des révélations, publiées par le quotidien milanais Corriere Della Sera, dans son édition de la semaine dernière, vont dans le sens de la conviction du pool de magistrats anticorruption du parquet de Milan qui veulent établir clairement la responsabilité de Scaroni dans cette opération de méga-corruption. Rappelant que cet homme, aux côtés de six autres responsables de Saipem, société dont l'ENI détient 43% du capital, et de l'Algérien Farid Bedjaoui, a été mis en examen. Au ministre Corrado Passera, chargé du Développement économique dans le gouvernement Mario Monti, qui lui demandait des explications sur l'affaire Saipem-Sonatrach, l'administrateur délégué de l'Ente Nazionale Idrocarburi (ENI) avouait que, selon lui, les 197 millions d'euros étaient destinés à corrompre des responsables algériens : « Je suis d'accord que ces commissions sont en quelque sorte des pots-de-vin versés à des responsables politiques algériens ».

Nous ne savons pas à qui, mais à un certain Algérien, précisait-il. (01) Pour rappel deux anciens PDG de Sonatrach et trois vices présidents ont été soit mis en détention soit en examen pour des affaires de corruption. En ce qui concerne la maîtrise voire l'expertise de la fracturation hydraulique, qui la capitalisait et qui a pu la consolider ? La plus part des cadres ont déserté l'entreprise pour les conquérants étrangers. La Sonatrach ne fait plus de recherche, car l'ex laboratoire des hydrocarbures a subi un tripartite organisationnel qui l'a mis sérieusement en difficulté voire un musée de carottes géologiques. Il appartenait à ce centre de s'exprimer sur le sujet et non au premier responsable de faire un cours de gisement à la télévision. L'Institut Algérien du Pétrole, qui devait suivant l'ambition des pouvoirs publics devenir un pôle d'excellence pour fertiliser l'expertise dont parle ce PDG, est devenu un centre de formation professionnel, d'induction et de séminaire de détente. Pour le programme que le PDG vient de remettre d'un revers de la main en cause, plus de 50 000 candidats soit en moyenne 200 000 familles ont été entraînés à travers une propagande toute azimute

pour postuler à des postes de recrutement après une formation discutable.

Plus de la moitié soit près de 28000 ont été éliminés sur examen de dossier et le reste a été admis à concourir pour ne retenir en définitif que 5000 sur plusieurs années. Que vait-on leur dire maintenant ? les prix du baril chutent, de nombreux projets non prioritaires vont certainement être gelés.

Ensuite pourquoi une formation de deux ans ? Une induction de 3 mois suffirait pour injecter ces jeunes sur le terrain qui les rendront plus opérationnels. Dans quel intérêt joue t-on de l'amertume des citoyens de la sorte ? L'expertise, s'il fallait la développer, la capitaliser et la consolider, c'était en menant une stratégie de formation de tout le groupe Sonatrach et non au profit de l'entreprise mère et en utilisant le budget « ARP » dont le compte devait servir pour cela. A qui, il a servi en réalité ? Il faut signaler par ailleurs qu'il n'appartient pas à qui il veut pour prévaloir sa qualité d'expert et venir raconté des salades à la télévision, la plus part du temps pour faire une place sur l'échiquier national pour des raisons, souvent lucratives. Le gaz naturel est issu de la transformation tectonique naturelle, pendant des millions d'années, de matières organiques comme les végétaux et les animaux. Ces résidus organiques se décomposent et sont enterrés sous des couches de sédiments. Avec le temps et sous l'effet de la pression et de la chaleur, ces couches sédimentaires se transforment en hydrocarbures comme le pétrole ou le gaz naturel à l'intérieur d'une couche rocheuse. Il est difficile de les équationner et paramétrer parce qu'il reste soumis à des hypothèses et plein de suppositions souvent irrationnelles.

Il est vrai que certaines laboratoires universitaires tentent de comprendre le processus schisteux mais d'une manière modeste et ils le font très bien. Mais d'autres qui n'ont rien à voir avec la recherche utilisent un langage tangentiel pour dévier le débat. La vraie question n'est pas le gaz de schiste et son processus de formation et sa composition qui sont contestées mais sa manière d'être extrait de la poche de sa mère qui pose problème. Ne peuvent se prévaloir experts dans cette tech-

nique et non une théorie que ceux qui l'ont expérimentée depuis plus d'un siècle. Ce sont principalement les petites sociétés parapétrolières américaines et dans une moindre mesure canadiennes. Comme la fin de la ruée vers l'or du gaz de schiste comme vecteur de croissance approche, elles tentent de placer leur expertise ailleurs surtout après la crise économique de 2008. Il est normal donc que l'US Energy information Administration (EIA) publie une carte pour placer les détenteurs de réserves de gaz de schiste et qui place l'Algérie en 3ème position mondiale. Les autres pays y compris la chine ont décliné l'offre pour le moment. L'Algérie par contre en a fait une salade. Comment peut-on admettre qu'une entreprise comme Total, un peu étatique, renvoyée de son propre pays vient en Algérie pour proposer son expertise si ce n'est de faire de notre pays un dépotoir européen ? La plus part des pays européens qui ont interdit la fracturation hydraulique sur leur sol ont un besoin de gaz plus pressant que l'Algérie alors pourquoi doit-on débattre sur une question inopportune pour le moment ?

La socio-dynamique des conflits a montré que les revendications qui durent peuvent s'infecter de bactéries qui les pourrissent pour les rendre incontrôlables. Ces bactéries peuvent être de vieilles blessures historiques ou une accumulation de problèmes qui trouveront l'étincelle nécessaire pour menacer l'unité nationale. Il est grand temps que les pouvoirs publics prennent sérieusement les choses en main. C'est simple, il faudrait remettre à l'ordre Sonatrach pour ne plus s'exprimer sur le sujet et pour se limiter à la recherche de débouchés pour vendre d'abord le gaz conventionnel. Lui ordonner de faire trois bouchons de ciment pour abandonner Ahnet-1 sans délai, équiper le premier puits de Dar Lahmar pour éteindre les torches et diriger le gaz vers la ville d'In Salah. Entamer un dialogue de haut niveau avec la population locale pour justement évaluer les conséquences du deuxième puits et les convaincre que ce gaz qui a permis de délimiter le gisement peut servir la ville sans danger en prenant des garanties, en voilà une sage décision en ces moments difficiles.

*Consultant, Economiste pétrolier



Pour cacher son amateurisme communicatif sur le dossier du gaz de schiste et à travers des contradictions qui ont enfumé la population du Sud et son soutien à travers tout le pays, le Président-Directeur Général du mastodonte de l'Algérie s'étale sur des considérations techniques dans les deux occasions qui lui ont été données pour corriger le tir.

GHARDAIA

Sécurité : 3.000 gendarmes mobilisés
et des caméras de surveillance

La sécurité est une «responsabilité collective» et ne peut se concrétiser qu'avec «le civisme et le concours de tous les citoyens», a estimé jeudi à Ghardaia le commandant du Groupement de la Gendarmerie nationale (GN) de la wilaya. Présentant un bilan annuel des services de la GN dans cette wilaya, le colonel Ali Rouani a affirmé que la «sécurité publique a été rétablie dans la vallée du M'zab (regroupant quatre communes), à la faveur des efforts déployés pour la sécurisation de la région, mais aussi des sages et autres notables de la région». Il a, à ce titre, rassuré que les services de sécurité «maîtrisent la situation» et assurent la sécurité des citoyens, de leur liberté et de leurs biens des actes de violences. Plus de 3.000 gendarmes sont mobilisés nuit et jour, dotés d'équipements de pointe, en plus de l'installation de centaines de caméras de surveillance disposant d'une technologie de vision nocturne et des hélicoptères pour appuyer les forces de maintien de l'ordre, afin d'assurer la sécurité, a-t-il détaillé. «Toutes les mesures ont été prises pour rétablir l'ordre et la sécurité publics», a affirmé le chef du Groupement de la GN de Ghardaia, invitant les citoyens de Ghardaia à «se réconcilier et à oeuvrer au maintien de l'ordre, pour éviter l'instrumentalisation de la situation de la région pour déstabiliser le pays». L'utilisation des nouvelles technologies de l'information et des réseaux sociaux a contribué «considérablement» à la propagation des émeutes dans la région de Ghardaia et à la diffusion de rumeurs et fausses



informations, a signalé le colonel Rouani, soutenant que le rythme de propagation des émeutes violentes a «surpris les services de sécurité, confrontés à des groupes de jeunes mobiles capables de coordonner leurs actions grâce aux nouvelles technologies de l'information».

Une enquête diligentée dans ce sens par les services de la gendarmerie a permis, par exemple, l'arrestation à Hassi Messaoud (Ouargla) de quatre personnes originaires de Ghardaia en flagrant délit d'incitation à la violence et d'appel à la propagation des émeutes à travers les réseaux sociaux, et la saisie du matériel informatique, a-t-il indiqué. Les enquêtes pour déterminer les responsabilités dans les crimes et délits lors des échauffourées de Ghardaia se poursuivent jusqu'à la présentation devant les instances judiciaires des coup-

bles, a souligné le responsable de la GN de Ghardaia.

Concernant l'activité de maintien de l'ordre dans la région, le même officier supérieur a affirmé que 170 interventions ont été effectuées durant l'année écoulée, dont 156 interventions avec des moyens anti-émeute lors des échauffourées qu'a connues la région de Ghardaia. Ces interventions ont permis l'arrestation en flagrant délit, et conformément aux lois de la République, de 34 personnes, dont 16 ont été écrouées et quatre placées sous contrôle judiciaire, tandis que 13 ont bénéficié de citation directe le jour du procès et une autre personne a été disculpée. Pas moins de 3.589 appels sur le numéro vert de la GN (10-55) ont été enregistrés, dont 1.176 de nuit, durant l'année 2014 à travers la wilaya de Ghardaia et ont permis 118 interventions, a-t-il précisé.

BEJAIA

Six mois pour transférer la gestion
de l'eau à l'ADE

Le ministre des Ressources en Eau, Hocine Necib, a souligné, jeudi à Bejaia, qu'il n'y aura pas d'austérité dans son secteur et que le plan quinquennal prochain sera entièrement concrétisé malgré la baisse des revenus du pays.

«Il n'y a aucune inquiétude à se faire, notamment pour les projets à dimension sociale», a-t-il rassuré, soulignant que pour ce faire, il sera procédé à une «gestion rationnelle et une plus grande modération de la dépense publique». Le ministre, qui était en visite de travail dans la wilaya, a indi-

qué, à ce titre, que «certains projets non prioritaires pourraient être différés. Globalement, l'ensemble du programme quinquennal sera concrétisé», a-t-il affirmé, réitérant la volonté de l'Etat «de ne pas augmenter les tarifs de l'eau, malgré l'importance des investissements injectés ou prévus pour faire parvenir la ressource dans tous les foyers».

Il a annoncé qu'un vaste «programme de réhabilitation des réseaux urbains d'AEP et d'assainissement et de création de stations d'épuration est en cours de réalisation, avec l'objectif

d'atteindre, à l'horizon 2020, zéro pollution concernant les rejets en mer». «Un effort sera fait de sorte à confier la gestion de l'eau aux organismes spécialisés, notamment l'Algérienne des Eaux, dans le but d'alléger les collectivités locales d'une mission coûteuse, pour laquelle elles ne sont pas armées, et de gérer rationnellement la ressource», a-t-il précisé. Dans ce cadre, un délai de six mois a été arrêté pour les communes de Bejaia, en vue de faire balancer les services de l'eau dans l'escarcelle de l'Algérienne des Eaux, a-t-on indiqué.

DRÉAN

Des équipements retardent le lancement
des travaux d'un lycée

A. Ouelaa

Les travaux du nouveau lycée de Ain Allem, censés démarrer le 12 décembre passé, attendent toujours l'évacuation de l'assiette occupée jusque-là par des équipements, câblages et roulottes de l'entreprise Khanagaz. État de fait, loin de plaire aux habitants de cette localité dont les enfants poursuivent leurs études secondaires dans les lycées de Dréan, distante de 04 km. Quant à l'entre-

prise, elle a déjà installé son matériel, comme cette grue flambant neuf que des gardiens doivent surveiller en attendant le démarrage des travaux. Lors du récent conseil de wilaya, le wali avait insisté pour procéder à une réquisition pour libérer le site, dans la mesure où il s'agit d'une infrastructure sensible et stratégique. Selon le maire de Dréan, un espace a été désigné à cette entreprise. Mais la zone en question, comme par enchantement, a été clôturée par une tierce personne

qui affirme que c'est sa propriété. C'est alors qu'un autre terrain a été affecté à Khanagaz qui tergiverse à l'occuper pour l'instant sachant qu'une réquisition se trouve auprès de l'APC pour permettre le démarrage des travaux. Pour les habitants de cette localité de plus de 30.000 âmes, ce lycée évitera à l'avenir les déplacements quotidiens de leurs enfants vers Dréan, synonyme de frais et de fatigue et allègera le problème de la surcharge des classes des lycées de Dréan.

Ph.: A. O.

BLIDA

Il subtilise la carte
magnétique d'un vieillard
et lui vole 18 millions

Tahar Mansour

Un vieillard, fatigué par l'âge et la maladie, se dirigeait, le 10 du mois de janvier, vers le distributeur automatique de billets (DAB) du bureau de poste de Bougara et, ne pouvant l'utiliser lui-même, il demanda à un individu qui se trouvait là de lui retirer de l'argent. Il lui donna le mot de passe et l'homme en question l'aidera à retirer la somme de 5.000 DA. Mais lorsqu'il rendit la carte au vieillard il l'échangea contre une autre qu'il avait sur lui et dont le nom avait été complètement effacé. Une semaine après, le même vieillard se rendit encore une fois au DAB et demanda à l'un de ses amis de lui retirer de l'argent mais il s'avé-

ra que la carte était inutilisable. Le pauvre vieux se rendit compte alors que sa carte avait été échangée et il s'empressa de déposer plainte. Au courant de la semaine écoulée, les policiers de la Sûreté de daïra de L'Arba arrêteront un individu qui s'apprêtait à retirer de l'argent du distributeur de billets du bureau de poste de cette ville à l'aide de la carte magnétique volée au vieillard à Bougara. Les vérifications entreprises déterminèrent que le mis en cause avait déjà retiré la somme de 18 millions de centimes du compte postal du vieillard. Présenté auprès du procureur de la République près le tribunal de L'Arba, le suspect a été placé en détention préventive sous le chef d'inculpation d'escroquerie.

L'ARBA

Il vole l'argent des CCP
de ses collègues

Tahar Mansour

Les employés du bureau de poste de L'Arba ont passé, au courant de la semaine écoulée, une après-midi plutôt mouvementée après que les policiers ont arrêté un individu qui s'apprêtait à retirer de l'argent d'un compte CCP qui ne lui appartenait pas en utilisant le permis de conduire falsifié du propriétaire du compte. C'est suite à une information donnée par un employé qui s'était rendu compte de la supercherie, que les policiers ont pu appréhender le mis en cause qui avait mis sa photo sur le permis de conduire appartenant au propriétaire du compte et qui voulait retirer, en utilisant un chèque-securours, la somme de 20 000 DA. L'enquête initiée aussitôt a permis de découvrir que le suspect avait déjà retiré, une semaine auparavant, les sommes de 20 000 DA à deux reprises du bureau de poste de Meftah, une autre somme de 20.000 DA à Bentahla (Baraki) puis, encore une fois, la somme de 13.000 DA à

Meftah, soit, au total, la somme de 73.000 DA. Le jour de son arrestation, il essayait de retirer une autre somme de 20.000 DA de la poste de L'Arba.

Poursuivant leurs recherches, les inspecteurs dépendant de la BNPJ de L'Arba, identifieront le principal instigateur de ce vol, employé comme agent de sécurité dans une entreprise à Sidi-Moussa. Cet individu avait subtilisé les permis de conduire de deux de ses camarades de travail que ces derniers avaient laissés dans les poches de leurs vêtements au vestiaire.

Il se débrouilla pour avoir le numéro de CCP de l'un d'eux et mit la photo de son acolyte, chargé, lui, de retirer de l'argent du compte CCP du véritable propriétaire du permis de conduire.

Les deux mis en cause ont été présentés à la fin de l'enquête auprès du procureur de la République près le tribunal de L'Arba qui les a placés en détention préventive sous les chefs d'inculpation de vol avec faux, usage de faux et usurpation d'identité.

ANNABA

Incendie sur
un porte-conteneurs au port

Un incendie s'est déclaré dans la nuit de mercredi à jeudi sur un navire porte-conteneurs battant pavillon chypriote, mouillant au port d'Annaba, a-t-on appris, jeudi, auprès de la Protection civile.

Le feu a pris naissance jeudi vers une heure du matin dans la salle des machines avant de se propager aux conduites alimentant la cheminée principale du navire, a précisé la même source.

Pas moins de treize véhicules anti-incendie et un camion doté de pro-

jecteurs ont été mis à contribution pour venir à bout du sinistre et éviter qu'il ne se propage au reste du bâtiment, ont indiqué les services de la Protection civile qui ont également mis en place un canot rapide de type «Zodiac» et quatre ambulances.

Aucun des seize membres de l'équipage du navire, restés à bord durant les quatre heures d'efforts déployés par les éléments de la Protection civile pour éteindre l'incendie, n'a été blessé, a assuré la source.

Un homme
meurt électrocuté

Tayeb Zgaoula

La cité Sidi Achour a été secouée jeudi après-midi par l'annonce du drame, survenu vers 17 h, dont fut victime un père de famille âgé d'environ 40 ans. En effet, la victime, un employé à la maintenance de l'Agence AADL, était en train de pomper l'eau de

la cave de l'immeuble, malheureusement une forte décharge l'a foudroyée. Alertés, les médecins de la Protection civile ont essayé de le réanimer mais en vain. Le médecin pompier ne put que constater le décès par électrocution. Les éléments de la Sûreté urbaine ont ouvert une enquête sur les circonstances de cet accident.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

10 rabie ethani 1436

El Fedjr 06h23	Dohr 13h02	Assar 15h51	Maghreb 18h15	Icha 19h36
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



«Pagaille» dans le transport interurbain

A. Mallem

Des bus de transport interurbain qui ne respectent pas la réglementation, qui empiètent sur les lignes des autres et leur prennent leur clientèle, provoquant leur colère, cela se passe dans des villes comme Zighoud Youcef, Didouche Mourad, Béni-Hamidène et Hamma Bouziane. Les propriétaires de bus qui activent régulièrement sur ces lignes et qui sont structurés au sein du syndicat des commerçants, l'Ugcaa, sont montés au créneau, jeudi dernier 28 janvier, pour dénoncer cette concurrence déloyale en interpellant la direction du transport, la police et les responsables des dairate pour leur demander de prendre les mesures nécessaires afin de faire respecter la loi et mettre fin à ces irrégularités.

Rencontrés jeudi matin au siège du bureau de wilaya de l'Ugcaa de Constantine, ces transporteurs plaignants nous ont expliqué qu'ils activent sur les lignes de transport interurbain, à l'intérieur de la wilaya, et assurent le transport entre les communes citées et le chef-lieu de la wilaya de Constantine. «Les bus qui font la ligne Constantine- Zighoud Youcef et retour sont au nombre de 23, commença M. Djeddar, le président du bureau communal de transport affilié à l'Ugcaa de Zighoud Youcef. En plus de cela, il faut compter les 18 bus qui assurent la ligne Zighoud Youcef-Didouche Mourad qui sont aussi touchés par ce problème. Nous voulons attirer leur attention sur les implications que pourrait avoir une telle situation». Ce responsable syndical a signalé que les transporteurs vivent sur les nerfs avec les fraudeurs. «Nous souffrons de cette situation depuis bientôt une année, ajoute M. Mahcène, vice-président du bureau du syndicat des transporteurs, et nous arrivons difficilement à retenir les transporteurs touchés qui veulent en découdre avec eux. Nos collègues ont menacé plusieurs fois de déclencher une grève générale et

de chasser les intrus à coup de pierres», a-t-il déclaré. Les problèmes évoqués par nos interlocuteurs se situent à trois niveaux. Il y a d'abord «les bus en provenance de la wilaya de Skikda qui dévient de leur ligne pour entrer dans la ville de Zighoud Youcef pour racoler la clientèle des transporteurs locaux». Le second problème est constaté, selon les plaignants, par «les bus domicilié à Zighoud Youcef et activant en dehors de la wilaya (El-Harrouch, Skikda, El-Milia, etc.). Au départ de Zighoud Youcef le matin, ces bus ne se privent pas de prendre des voyageurs. Et c'est la même chose au retour». Le troisième problème, enfin, concerne toujours «les mêmes bus qui activent hors de la wilaya. Lorsqu'ils sortent de la gare routière de Bousouf, ils passent par la gare de chemin de fer de Bab-El-Kantara et ralfent la clientèle des autres». D'autre part, ajoute M. Djeddar, les transporteurs interurbains de Béni-Hamidène et de Didouche Mourad se sont plaints d'être confrontés au problème des fraudeurs qui les ont carrément chassés de leurs stations en l'occupant en permanence. «Ces gens agissent dans une impunité totale et se comportent en conquérants, a-t-il affirmé. Nous avons déposé des plaintes auprès des présidents des APC et des services urbains de la sécurité concernés, ainsi que la gendarmerie de Béni-Hamidène et saisi aussi la direction des transports. Mais cette dernière nous a répondu que le problème relève de la compétence des services de la sécurité publique». Revenant sur la situation tendue qui prévaut dans son secteur, le responsable du syndicat des transporteurs n'a exclu aucune option, notamment celle «d'une grève qui pourrait surprendre et pénaliser les usagers de ces lignes, car franchement, les transporteurs sont à bout de nerfs. Ils s'estiment lésés et souhaitent aller à la grève pour contraindre les diverses autorités locales à intervenir pour mettre fin à cette situation», dira-t-il à la fin.

Sidi Mabrouk

Des promesses pour une cité «oubliée»

A. El Abci

La cité Mentouri, à Sidi Mabrouk, est un quartier déshérité malgré sa position à l'intérieur d'un site réputé huppé. Ce sont ses habitants qui en font le triste constat, se plaignant «de manquer quasiment de tout et de n'avoir bénéficié d'aucun aménagement digne d'être relevé et ce, depuis 1979». Selon des habitants, la cité Mentouri, qui n'est distante pourtant que de quelques encablures du centre-ville de Constantine, a été carrément oubliée des autorités locales et font état «d'absence de l'éclairage public, d'inexistence d'espaces verts et surtout de dégradation avancée des routes, et les trottoirs qui n'existent plus», affirmeront-ils. Et de poursuivre qu'en raison du mauvais temps qui domine actuellement, avec des pluies abondantes et un froid vif, «le moindre déplacement dans la cité pour faire les courses devient une véritable épreuve». La situation est rendue encore plus pénible, diront-ils, «du fait que les rues et les ruelles sont envahies par la boue, des pans entiers de la route principale de la cité, ou ce qui en fait office, se sont transformés en marécages difficiles à traverser».

Questionné sur ce sujet, le chef du secteur urbain de Sidi Mabrouk, Abdelkrim Lounis, reconnaîtra l'état de «privation» dans lequel se débattent toujours les habitants de la cité Mentouri, mais rassure en même temps

que «cette année 2015 sera marquée par une prise en charge en matière de bien de points figurant parmi leurs préoccupations». Et d'annoncer, dans ce sillage, qu'il y a «un ensemble de projets afférents au cadre de vie, à la voirie et à l'éclairage public, qui sont déjà programmés au titre du budget 2015 de la mairie». Lesdits projets ont été ficelés au niveau du secteur urbain Sidi Mabrouk et transmis à l'APC, qui les a retenus, «prévoyant leur financement dans le cadre des PCD (programmes communaux de développement) pour l'exercice en cours», affirme le même responsable. Et d'indiquer notamment que le projet concernant «les trois bacs à ordures enterrés, qui sont en cours de réalisation, sera achevé dans 20 à 25 jours, précisera-t-il, il s'agit également de l'aménagement de deux espaces verts, d'un terrain matéco et d'aires de jeu pour enfants, qui seront créés sur le parc de voitures actuel, qui sera rasé, et sur le vaste espace qui lui est contiguë et situé derrière le commissariat de police».

Notre interlocuteur fera savoir aussi que ce qui a trait au problème de la voirie, des trottoirs et de la chaussée, «des fiches techniques ont été ficelées» et nous n'attendons que le déblocage des financements pour entamer les travaux. Il en est de même, ajoutera-t-il, de l'éclairage public qui sera «refait à neuf» et tous les poteaux électriques seront remplacés par «des candélabres plus stylisés et plus modernes», conclura-t-il.

Deux jeunes femmes agressées

Deux jeunes femmes ont été agressées par des inconnus, avant-hier, au centre-ville du vieux rocher, pour la première, et à la cité des 500 logements Cnep dans la localité de Hricha Amar dans la commune d'Aïn S'mara, apprend-on de la permanence de la Protection civile. En effet et selon l'officier de permanence de ce corps constitué, une jeune fille identifiée par les initiales B. C., âgée de 17 ans et lycéenne à l'établissement Rédha Houhou, a été agressée vers 13 heures de la journée de jeudi dernier par un inconnu. Selon des témoins oculaires, l'agresseur a pris la fuite dans les dédales des petites ruelles de la région juste après l'accomplissement de son forfait vers une direction indéterminée. La victime qui a été atteinte de plusieurs coups de poing au visage, a été blessée également aux yeux et perdait du sang de la bouche. Elle a été secourue sur place et évacuée au CHU Benbadis pour des soins complémentaires. Selon la même source, vers 15 heures 15 minutes, une jeune femme de 29 ans a été agressée à la cité des 500 logements Cnep de Hricha Amar dans la commune d'Aïn S'mara. Là aussi, l'agresseur demeure inconnu et la victime a été transportée au même CHU de Constantine.

Un couple victime d'un début d'asphyxie

Un vieux couple habitant l'unité de voisinage (UV) 07 îlot A, au niveau de la nouvelle ville d'Ali Mendjeli, a été victime ce jeudi d'un début d'asphyxie au gaz naturel, selon la Protection civile. Il s'agit d'un homme âgé de 64 ans et de son épouse âgée de 48 ans qui ont été victimes d'un début d'asphyxie par inhalation du monoxyde de carbone dégagé par l'appareillage du chauffage domestique, précise-t-on auprès de ce corps de sapeurs-pompiers. Et de poursuivre que les victimes, qui souffraient de difficultés respiratoires, vomissaient et avaient mal à la tête, ont bénéficié des premiers secours avant d'être transportées à l'hôpital «Abdelkader Bencharif», de la nouvelle ville d'Ali Mendjeli pour des soins complémentaires.

Douze compteurs électriques détruits par le feu

Dans l'après-midi de mercredi dernier et selon la Société de distribution de l'électricité et du gaz (SDE), direction d'Ali Mendjeli, une douzaine de compteurs électriques ont pris feu dans la cage d'escaliers d'un immeuble de la nouvelle ville de Massinissa, dans la commune d'El-Khroub. Heureusement que l'incendie en question, qui a réduit en cendre les 12 compteurs électriques, n'a pas entraîné outre ce fait des dégâts humains à part une grande panique parmi les habitants de l'immeuble. Les éléments de la Protection civile ont intervenu pour maîtriser le sinistre et couper le courant électrique. L'origine du sinistre ne pourra être connue qu'après les conclusions d'enquêtes de la SDE et de la police.

A. E. A.

La réception du stade «Benabdelmalek» pas avant la prochaine saison

A. M.

Selon le président de l'Assemblée populaire communale de Constantine, il est peu probable que le stade Benabdelmalek Ramdane soit livré à la compétition durant cette saison, ni même à la fin de l'été prochain. «Il le sera, probablement, au début de la saison prochaine», nous a-t-il avoué, jeudi dernier, 28 janvier. Et le maire d'expliquer que la commission technique, relevant des services techniques de la mairie, avait fait plusieurs sorties sur le terrain, au cours de ces derniers mois et un procès-verbal de réception provisoire a été signé, mais la commission a soulevé plusieurs réserves qu'il faut lever, dans les meilleurs délais, afin de préparer cette enceinte sportive, tant attendue par la population sportive de la ville, à sa réception définitive. Interrogé sur la nature des réserves soulevées, le maire a cité, notamment les dimensions du terrain, sans l'aire de jeu, proprement dite, qui ne répondent pas aux normes sécuritaires, l'entrée et les dimensions des vestiaires qui ne peuvent accueillir plus d'une équipe à la fois, en y ajoutant l'absence totale de système d'éclairage et l'alimentation en eau potable.

«L'aspect sécuritaire a, également, été l'objet de réserves émises par la Protection civile, dans les tribunes couvertes. Et toutes ces réserves doivent être levées, avant l'homologation du stade», a souligné le P/APC. Malheureusement les choses ont traîné, en longueur, a poursuivi notre interlocuteur, et même la réalisation d'un poste de tension, par l'APC n'a pas encore démarré, à cause, justement, de ces retards. Et

Hamma Bouziane

Projet de dédoublement de la RN3

Le nouveau Plan quinquennal national 2015/2019 apporte de nouveaux projets pour la commune de Zighoud Youcef, notamment, dans les domaines des infrastructures routières. Et le chef de cette daira, M. Mohamed Bousbia, en l'occurrence, nous a appris, jeudi dernier, que le plus important de ces projets est, incontestablement, celui portant sur le dédoublement du tronçon de la RN3, qui traverse le territoire de la commune pour relier les wilayas de Skikda et Annaba au nord. En effet, selon ce fonctionnaire, ce projet de dédoublement est conçu sur une distance de 13 km et prendra le départ, pratiquement aux pieds de la cimenterie de Hamma-Bouziane, pour aboutir au col d'El-Kantour, à la limite administrative des deux wilayas de Skikda et Constantine.

Le chef de la daira complétera la liste des nouvelles infrastructures routières qui seront réalisées, cette année, dans sa circonscription administrative, en citant, également, un autre projet destiné à désengorger la circulation, sur cet axe, qui connaît, régulièrement, des accidents mortels de la circulation et de grands bouchons, notamment durant la période estivale, au moment du départ et du retour des estivants qui passent leurs vacances à la mer, dans les wilayas suscitées.

Il s'agit, dira-t-il, d'une bretelle routière qui sera réalisée sur une distance de 11 km pour relier la ville de Zighoud-Youcef à l'autorou-

te Est-Ouest dont le tracé passe non loin de la ville. «Les études techniques sont terminées, les entreprises auxquelles a été confiée la réalisation des ouvrages d'art, tels que les ponts et les viaducs, situés sur le tracé de ces deux projets, ont été déjà désignées et les chantiers vont être lancés au courant du second semestre de l'année 2015», a assuré M. Bousbia, en indiquant que la valeur globale de ces projets a été estimée à 350 milliards de centimes. Profitant de l'occasion, le chef de la daira a évoqué d'autres projets, dans d'autres domaines, mais il a préféré se fixer, spécialement sur le sujet de la réhabilitation du stade communal qui retient toute l'attention de la jeunesse locale, sévree depuis longtemps de terrains de sports et de loisirs.

«Ce projet qui a pris beaucoup de retard à cause du glissement de terrain qui s'y était produit, va voir le jour durant cette année, a expliqué M. Bousbia et la réalisation sera prise en charge par le budget communal». Et d'indiquer que l'APC lui a réservé une enveloppe de 5 milliards de centimes pour couvrir les travaux de réhabilitation et l'extension de cette enceinte sportive dont les gradins seront, entièrement refaits et le terrain revêtu en gazon synthétique. Il va être réalisé, cette année, avec le concours de la direction de l'Urbanisme qui a finalisé la nouvelle étude qui prévoit l'augmentation de la capacité du stade, actuellement de 5.000 à 20.000 places.

A. M.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

10 rabie ethani 1436

El Fedjr
06h09

Dohr
12h48

Assar
15h38

Maghreb
18h02

Icha
19h23



Des renforts pour la gendarmerie



S. C.

Lors d'une conférence de presse animée mercredi et consacrée à la présentation du bilan de l'année 2014, le général Tahar Othmani, le commandant du 2^e Commandement régional de la Gendarmerie nationale, est revenu longuement sur la nécessité de renforcer le dispositif sécuritaire au niveau de la bande frontalière Ouest. Dans cette optique, l'officier supérieur de ce corps constitué a estimé que la lutte contre le crime organisé impose des moyens conséquents et adaptés et annonce que durant l'année en cours, pas moins de 6 nouvelles unités seront opérationnelles, respectivement dans la commune de Yousoufia, dans la wilaya de Tissemsilt et à Maghnia, dans la wilaya de Tlemcen en plus de 4 postes frontalières avancés. Selon M. Othmani, cette démarche, visant à occuper au maximum le terrain et notamment les zones sensibles, permettra de réduire

re l'activité des réseaux de contrebandiers et autres narcotrafiquants. En plus de ce redéploiement, la Gendarmerie nationale opéra pour les dernières technologies de communications, selon l'intervenant, à travers un projet de réalisation de plusieurs centres de liaisons dans le but de localiser les appels téléphoniques de citoyens ou de victimes d'actes de violence. Ces centres permettront également de quadriller les zones à risques en vue d'une meilleure efficacité d'intervention des différentes unités. Argumentant cette démarche interactive entre la Gendarmerie nationale et les citoyens du fait que la question est une affaire de tous, le général Othmani a rappelé que l'expérience du numéro vert a été positive et démontre l'adhésion des citoyens à cette lutte. Dans ce contexte, il révèle que durant l'année écoulée, plus de 122.000 appels ont été enregistrés au niveau des 12 wilayas de l'Ouest dépendant du 2^e Commandement régional. Ces appels sont de l'ordre de

près de 10.000 pour les accidents de la circulation, plus de 20.000 pour assistance et enfin plus de 8.500 pour des informations liées à des enquêtes judiciaires. Toujours concernant le bilan, M. Othmani note que durant le précédent exercice, le nombre d'affaires liées au trafic de stupéfiants a été de l'ordre de 931, des affaires qui ont permis la mise hors de nuire de 1.385 individus activant pour le compte de 51 réseaux. Au registre des saisies, l'officier supérieur relève 84.770 t de résine de cannabis, 989,3 g de cocaïne ainsi que 13.910 comprimés de psychotropes. Enfin et en matière de contrebande, le bilan fait état de 602 personnes impliquées, notamment dans le trafic des carburants sur tout le long de la bande frontalière Ouest, à l'instar de Bab El Assa, Maghnia et plus au Sud dans la wilaya de Naama. La contrebande a aussi touché le cuivre, avec une quantité de plus de 44 tonnes saisies, suivi de l'arrestation de 35 individus.

Centre de transfusion sanguine du CHUO Appel urgent pour le don du sang

J. Boukraâ

Se procurer une pochette de sang est devenue un véritable parcours de combattant quand tous les efforts n'apportent pas leurs fruits, c'est le drame pour les parents et la famille du malade. Même si la situation n'est pas très alarmante au niveau du Centre hospitalo-universitaire d'Oran, cette période hivernale est traditionnellement difficile pour le don du sang. Les conditions climatiques qui perturbent la collecte (difficultés de déplacements, accès aux lieux de collecte...), conjuguées à la déficience des donneurs aggravent encore la situation. Devant cet état de fait, le Centre de transfusion sanguine du CHUO lance un appel urgent pour le don du sang. Tous les groupes sont concernés par la pénurie. Face à la baisse inquiétante des stocks, le Centre de transfusion sanguine du CHUO invite les âmes charitables à se déplacer au centre pour perpétrer ce geste vital, car il n'existe pas aujourd'hui de produit capable de se substituer au sang humain. Cet appel «pressant», motivé par l'amenuisement des stocks du CTS, vise à récolter des poches de sang pour reconstituer rapidement le stock de sécurité et couvrir les besoins les plus urgents. Le CTS déplore la pénurie de sang au niveau des hôpitaux en raison du manque de donneurs. Pour les malades, en général, et les malades chroniques, en particulier, la maladie n'a pas de repos. En ce moment, de nombreux malades thalassémiques sont dans une situation alarmante car leur seul traitement reste un apport de sang périodique et permanent, toutes les deux à trois semaines. Les produits sanguins per-

mettent chaque année de soigner plus d'un million de personnes et de sauver la vie de nombreux patients atteints de pathologies graves.

Le CTS demande ainsi aux personnes âgées entre 18 et 65 ans et en bonne santé de répondre à cet appel du cœur, en faisant ce petit geste mais si précieux et si vital. En s'adressant au Centre de transfusion sanguine le plus proche, on peut offrir un peu de son sang et sauver des vies. «Lorsqu'il y a urgence, nous sommes souvent confrontés à une véritable course contre la montre pour avoir le sang compatible au groupage du malade», dira un médecin. Perdre un malade, c'est toujours pénible pour un médecin, mais le voir mourir par manque de donneur de sang compatible est tragique.

C'est la situation que redoutent le plus le personnel médical, ainsi que les parents et les proches des malades. Malgré les campagnes de sensibilisation menées pour la collecte de sang, les donneurs ne se bousculent pas devant les Centres de transfusion sanguine ou les clinomobiles pour la collecte de sang. Pour les médecins, la sensibilisation du citoyen reste le meilleur moyen de faire prendre conscience à celui-ci de l'importance consistant en le don du sang surtout lorsque l'on sait que personne n'est à l'abri d'un accident, quelle qu'en soit la nature. Les médecins mettent souvent à contribution les amis et les familles des patients pour pouvoir opérer. Un seul donneur peut faire bénéficier trois malades. Signalements, par ailleurs, que beaucoup reste à faire dans une wilaya qui, malgré une population importante et des moyens conséquents, accuse toujours un déficit en sang. Malgré les

campagnes de sensibilisation, les donneurs se font de plus en plus rares. La majorité de donneurs le font parce qu'ils ont un membre de la famille ou un ami qui a besoin d'une poche de sang. Tous les moyens sont bons pour lancer des appels au don du sang. A travers la radio locale, le porte-à-porte ou même à travers le Facebook actuellement. Les donneurs réguliers ne représentent qu'un faible pourcentage du nombre global des donneurs. Selon un médecin rencontré au niveau du CTS de l'hôpital d'Oran, «le don du sang n'est pas encore ancré dans les mœurs des citoyens, alors que tous pourraient, un jour ou l'autre, en avoir besoin. La réticence de la majorité de la population réside dans la peur de contracter le virus du sida ou de l'hépatite». «Les campagnes de sensibilisation doivent se faire de manière permanente» afin d'«ancrer» au sein de la société, la culture du don du sang, car certaines personnes ont de fausses idées sur le don du sang. Le problème du manque de sang se pose avec acuité pour les gens qui ont un rhésus négatif. Le Centre de transfusion sanguine du Centre hospitalo-universitaire d'Oran accueille des donneurs dans les conditions et les normes les plus strictes.

Une fois les prélèvements de sang effectués, l'équipe s'apprête à séparer le sang et préparer les dérivés sanguins. Les contrôles et la recherche des virus HIV, hépatites B et C sont lancés au fur et à mesure. Le CTS d'Oran a aussi lancé une opération d'élaboration d'un fichier identifiant les donneurs de sang de rhésus négatif. Ce fichier a pour but de faciliter l'accès, en cas d'urgence, aux individus de rhésus négatif.

Sûreté de wilaya d'Oran Une délégation du ministère de l'Intérieur français en visite

D. B.

Dans le cadre de la coopération bilatérale entre l'Algérie et la France, une délégation du Centre des hautes études du ministère de l'Intérieur français (CHEMI), conduite par son directeur Jean-Martin Jaspers, a été reçue jeudi au niveau de la Sûreté de wilaya d'Oran, indique un communiqué de la DGSN. Cette délégation qui est en visite en Algérie est composée d'ex-directeurs de la Direction générale de la police nationale française, d'officiers supérieurs de la Gendarmerie française et de hauts cadres du ministère de l'Intérieur français et de la police française. Avant son escale à Oran, la délégation française avait été reçue par le directeur général de la Sûreté nationale, le général major Abdelghani Hamel. Cette visite s'inscrit dans le cadre d'échange d'expériences de formation et d'expériences professionnel-

les et de promotion de la coopération opérationnelle entre les institutions sécuritaires algériennes et françaises. Les cadres de la Sûreté de wilaya d'Oran ont exposé devant leurs homologues français les capacités professionnelles et les moyens technologiques utilisés par la police algérienne dans le cadre de la lutte contre le crime et la criminalité organisée et dans le cadre de la protection des biens et des personnes et la préservation de la sécurité publique. La délégation française a été fortement impressionnée par le professionnalisme des cadres de la Sûreté de wilaya d'Oran et les avancées réalisées en matière de lutte contre la criminalité sous toutes ses formes. La visite a été suivie par un débat entre les deux délégations sur les dossiers inhérents à la formation, les nouvelles technologies pour lutter efficacement contre le crime organisé et le crime électronique.

Embouteillage au cimetière Aïn El-Beïda

Le cimetière Aïn El-Beïda d'Oran connaît, ces derniers temps, de grands embouteillages à l'entrée et dans son enceinte. Les cortèges mortuaires connaissent de grandes difficultés pour accéder vers les lieux d'inhumation. Les allées sont étroites et il suffit qu'un automobiliste y stationne de travers pour bloquer toute la circulation.

Et pourtant, il suffit d'une petite organisation avec pose de plaques de sens interdit et de voies autorisées pour faire un peu d'ordre. Ce phénomène est perceptible vers les mi-journées, horaires d'inhumation et le vendredi, en matinée, jours de visites. Heureusement que ce sont toujours des bénévoles qui interviennent pour réguler la circulation.

Certaines stations-service boudées

En temps de pluie, certaines stations-service, notamment les plus vétustes, sont désertées par les automobilistes. Renseignement pris, ces derniers craignent les infiltrations d'eau de pluie dans les citernes à fuel. De ce fait, les stations-service, comme par exemple celles de Naftal, plus sûres, sont assiégées par les automobilistes. Le souvenir

d'il y a deux années, lorsque de nombreux véhicules ont été complètement détériorés à cause du fuel mélangé à l'eau, est encore vivace. Les stations-service situées dans les agglomérations avoisinantes sont complètement boudées en temps de pluie et ce, malgré les assurances des gérants qui garantissent l'étanchéité des citernes.

Pomme de terre ou botte de terre

La remarque est de taille : la pomme de terre commercialisée au détail, ces derniers temps, est couverte de terre noirâtre et gluante.

Une terre bien pesante car comprise dans le poids et surtout dans le prix. Cette pratique de vente est à l'origine de multiples disputes entre acheteurs et vendeurs au détail, qui précisent qu'eux-mêmes l'ont

achetée ainsi. Et ils expliquent qu'elle vient fraîchement d'être cueillie, c'est pourquoi, elle se présente ainsi.

Ceci n'est pas forcément vrai car même la congelée présente le même aspect. Pratique déloyale et le dinde de la farce demeure le simple citoyen qui doit payer non seulement la fécule mais également la botte de terre.

L'indétrônable cocotte-minute

Au niveau des marchés hebdomadaires, se tenant un peu partout, l'on trouve toutes sortes de commerçants et de services payants. Réparateur de cocottes-minute (ferblantier), un métier à part entière qui figure dans le décor bruyant de ces marchés. En deux temps, trois mouvements, le réparateur, assis sur un tabouret, les retape à la chaîne, devant une clientèle médusée par son doigté. Le plus souvent, c'est l'axe qui sert à presser le couvercle qui est détérioré, ou le joint d'étanchéité.

Le remplacement de l'axe et la main-d'œuvre comprise revient dans les 300 dinars. Et les clients sont nombreux à venir retaper l'appareil sifflant, toujours utile en temps de froid ou de disette. Des fois, le ferblantier remet un bon au client pour l'inviter à revenir la semaine d'après pour récupérer sa commande. Cela dénote que les ustensiles d'antan ont encore de beaux jours devant eux, mieux que ces nouvelles machines modernes chères et irréparables au moindre éternuement.

T. Lakhali

Sidi El Houari

Deux femmes gravement blessées dans un effondrement

J. B.

Deux femmes âgées ont été grièvement blessées suite à l'effondrement d'une poutre métallique dans une vieille demeure, située à la rue de Blida, au quartier Sidi El Houari, apprend-on auprès de la Protection civile. Les blessées ont été évacuées, aussitôt, vers le servi-

ce des urgences médico-chirurgicales du CHU d'Oran.

L'immeuble, menaçant ruine, est composé de deux étages où résident plusieurs familles détentrices de pré-affections de logement sociaux. Le sinistre s'est produit, hier, vers 9h30.

L'une des victimes a été gravement blessée à la tête, alors que la deuxième

me victime souffre d'un poly traumatisme et des fractures. Selon la même source 3 personnes, âgées entre 45 et 8 ans ont été évacuées, durant la nuit de jeudi à vendredi, après avoir été bloqué dans une cave au 21 rue Boudthkil, au quartier Sidi El Houari. Ces personnes ont été bloquées, suite à un effondrement partiel de l'immeuble où se trouvait la cave.

Oued Tlélat

L'OPGI met en concession 40 locaux commerciaux

D. B.

En application des directives du wali d'Oran, visant à offrir toutes les commodités, aux nouveaux logements, dans les cités récemment réalisées, l'Office de promotion et de gestion immobilière d'Oran, vient de lancer un avis d'adjudication pour la concession de quarante locaux commerciaux, dans la commune de Oued Tlélat. La cession de ces locaux devrait permettre l'ouverture de commerces, notamment d'alimentation générale, de boucherie, de boulangerie etc. Ces locaux sont concentrés dans les nouvelles cités qui viennent d'accueillir des centaines d'habitants des différents quartiers d'Oran. Les derniers en date, soit quelque 700 familles ont été relogées, la semaine dernière. L'Office signale que les cahiers de charges doivent être retirés du siège de la direction de l'OPGI, à Sidi El Houari. Les intéressés peuvent soumissionner pour un ou plusieurs locaux. Les résultats des offres des soumissionnaires seront connus 30 jours après la publication de l'avis d'adjudication. L'ouverture des plis s'effectuera, en séance publique, en présence des soumissionnaires et d'un huissier de justice. Les habitants de ces nouvelles cités, notamment dans la commune de Oued Tlélat, se plaignent du manque

de structures commerciales. « Ici, les gens qui ne possèdent pas de véhicules, se sentent complètement abandonnés, car il est difficile de se déplacer pour les achats, vu la distance qui les sépare des différents commerces, situés dans les autres quartiers », ont déploré, maintes fois, les riverains. La concession de ces locaux va permettre de régler ce problème. Au courant du mois de mars dernier, d'autres locaux ont été mis en location par voie d'adjudication, notamment, à la rue Henri Savignon, à la place Valéro, à la rue Agadir, à la rue Timgad et 05 dépôts à la zone industrielle (Es-Sénia) commune d'El Kerma. Outre les locaux commerciaux et en application du décret n°14/2014 du 24 mars 2014, concernant les conditions et modalités de cession des biens immobiliers, appartenant à l'Etat et aux Offices de promotion et de gestion immobilière (OPGI), mis en exploitation, avant le début du mois de janvier de l'année 2004, l'OPGI envisage de céder, à ses locataires, près de 35.000 unités immobilières dont 33.100 logements et 1.732 locaux commerciaux. Cette opération concerne les locataires d'avant 2004. Pourra postuler à ces biens immobiliers dans le cadre de ce décret, toute personne physique de nationalité algérienne ou personne morale soumise au droit algérien, qui occupe, régulière-

ment et légalement, le logement et ayant honoré ses engagements par rapport au paiement des loyers jusqu'à la date de la demande de l'achat. Pour inciter les milliers de locataires à l'achat de leurs logements, l'OPGI d'Oran, a lancé, dernièrement, une campagne de sensibilisation concernant l'opération de cession des biens immobiliers de l'Etat et des Offices de promotion et de gestion immobilières (OPGI). Cet événement a été lancé, à la direction générale de l'OPGI, ainsi que l'ensemble de ses unités, dont celles d'Ain El Turk, Es Senia, Gdyl et Béthioua. Cette nouvelle opération de cession soulagera les milliers de locataires, à travers la wilaya d'Oran, notamment après l'échec des deux dernières opérations, lancées respectivement en 2003 et 2010, à cause justement des prix proposés à l'époque. Concernant les prix qui seront appliqués, le ministre de l'Habitat avait indiqué que dans un souci « d'équité », le prix référentiel du mètre carré a été fixé à 12.000 DA. Le ministre a, en outre, annoncé que les locataires désireux d'acquiescer leur logement dans le cadre de cette opération bénéficieront d'une réduction de 10% dans le cas du paiement au comptant, de 7% dans le cas de l'acquisition en 3 ans et de 5% si la période de versement de la somme requise varie entre 3 et 7 ans.

A 1,600 mile du port d'Oran

Un Philippin découvert mort dans un bateau

Le corps sans vie d'un ressortissant philippin a été découvert, à bord d'un navire grec, jeudi après-midi a-t-on appris de la Protection civile. Agée de 48 ans la dépouille a été

découverte à bord du bateau, à 1,600 mile du port d'Oran. La dépouille a été évacuée vers la morgue pour les besoins d'une autopsie. Une enquête a été ouverte.

J. B.

Hassi Bounif

Découverte d'un corps sans vie

Une découverte macabre a été faite, dans la commune de Hassi Bounif. En effet, le corps sans vie d'un homme âgé de 52 ans, a été découvert. La victime rouée de coups, a été

découverte devant son véhicule. La dépouille a été évacuée à la morgue de l'hôpital d'Oran, pour une autopsie.

J. B.

Cavaignac

Deux pompiers blessés par l'effondrement d'un plafond

Deux pompiers ont été blessés, suite à l'effondrement d'un faux plafond d'un appartement, suite à un incendie. Les faits remontent en début de soirée de

mercredi, alors que les deux victimes un sapeur-pompier et un officier intervenaient pour un feu d'appartement, dans le quartier Cavaignac.

J. B.

Tranche de Vie

Par El-Guellil

Bébé, terro



do'. Galou belli gal « les musulmans ont bien fait et les journalistes méritaient leur sort. » L'instituteur informe le directeur de l'établissement qui porte plainte contre l'enfant pour « apologie du ter-

rorisme ». Au point où je me demande si ce gosse était en classe de CE2 ou en 1^{re} année de Sciences po! « L'enfant a été entendu pendant trente minutes, puis fel commissariat, et, pendant l'audition de son père convoqué, car considéré comme civilement responsable, il a joué insouciant avec des jouets, l'enfant ne comprend pas ce qu'il a dit. On ne sait pas où il est allé chercher ses propos. » C'est ce que rapporte le micro d'une télé, à travers la voix de madame la directrice adjointe de la sécurité publique des Alpes-Maritimes, en France, qui a auditionné ce dangereux individu de 8 ans. A ce train de lutte contre le djihadisme, on va se mettre à chercher les prédispositions au terrorisme chez l'enfant, au berceau. Et contrôler si sous les langes d'un bébé ne se cache pas une ceinture explosive. Si les caricaturistes, lâchement tués, étaient encore de notre monde, il auraient trouvé matière à déconner.

Ils constituent la première cause de la mortalité infantile Une moyenne de 80 accidents domestiques par jour

J. Boukraâ

La curiosité des enfants ne connaît pas la notion de danger dont les adultes ont conscience. Un enfant s'éveille vers 2 ans à son environnement et allié à sa nouvelle capacité à marcher, il ne voit pas de problèmes à toucher à tout et jouer avec des objets, parfois, très dangereux pour lui. Les accidents domestiques sont vite arrivés et constituent la première cause de mortalité infantile.

Des accidents qui entraînent des handicaps et parfois même des décès. Une moyenne de 80 accidents domestiques est enregistrée, par les services de la Santé à Oran, quotidiennement. Ces enfants âgés entre 0 et 15 ans souffrent de brûlures thermiques, de chutes, de brûlures électriques ou d'ingestion de produits chimiques. Tous ces accidents se passent à la maison. L'unique solution à ces catastrophes « silencieuses » est la prévention. Si nous, adultes, avons acquis la notion de danger, les enfants, quant à eux, n'ont, malheureusement, aucune idée des risques qu'ils encourent, en ouvrant une bouteille qui ressemble à un soda, en voulant voir ce qu'il y a

dans une casserole placée sur la gazinière ou en jouant avec une prise électrique. Les accidents domestiques qui surviennent entre 1 et 7 ans ne font, hélas, que confirmer cette ignorance. Ils constituent la première cause de mortalité infantile. Même la maison n'est pas sans danger pour les enfants ; 52% des victimes des accidents domestiques concernent des enfants âgés de 0 à 4 ans, selon une enquête du ministère de la Santé. 35% des accidents surviennent dans la cuisine, un fait qui accroît durant le Ramadhan. L'engagement des parents et leur prise de conscience sont, autant, nécessaires pour espérer éviter des drames familiaux.

Des drames qui partent souvent d'une simple négligence, d'un oubli, de l'ignorance et qui, dans plusieurs des cas, aboutissent à la mort, à un handicap ou à un traumatisme. Réduire le nombre et la fréquence des accidents de la vie courante, en particulier, chez les enfants est, aujourd'hui, une urgence et une priorité. C'est pour cela qu'une campagne de sensibilisation auprès des parents doit être entreprise dans les plus brefs délais.

Port d'Oran:

53 fusils, 23 pistolets et 03 carabines saisis en 2014

Pas moins de 17 affaires de fuite de capitaux et de matières aurifères ont été enregistrées en 2014, aux services des Douanes du port d'Oran, a-t-on appris auprès de la direction régionale des Douanes à Oran. Ce chiffre représente une baisse par rapport à l'année 2013 qui a enregistré, une trentaine d'affaires de ce genre, a-t-on indiqué. Un montant de 5.292.787.142 DA de pénalités encourues a été enregistré en 2014 contre 49.302.364 DA en 2013, a-t-on ajouté.

D'importantes saisies de capitaux et de matières aurifères dont près de 14.000 euros, une cinquantaine de bagues, 128 boucles d'oreilles, des chaînes, des pendentifs, des gourmettes, des broches et des bracelets ont été réalisées auprès de passagers en 2014, a-t-on précisé de même source, soulignant que des amendes de plus de 40,5 millions de DA ont été infligées.

Une tentative d'introduction frauduleuse d'une importante quantité d'argent a été déjouée, en octobre dernier, par ces mêmes services. Le mis en cause, un importateur avait déclaré que le conte-

neur contenait des vêtements et des chaussures importés d'Espagne, a-t-on rappelé. D'autres saisies ont été opérées auprès de voyageurs, principalement, d'armes et de munitions (53 fusils, 8 sabres, 23 pistolets, 3 carabines, 14 couteaux, 3 anti-agressions, une hache et de 135.000 amorce-fusils) et de produits sensibles (115 paires de jumelles, 05 télescopes usagés, 1 trépied pour topographie usagé, 09 talkies walkies, 03 têtes de caméras de surveillance, 03 détecteurs de métaux, 01 télescope jouet, des produits pyrotechniques, de l'alcool et spiritueux, 45 véhicules, du carburant, des cigarettes, des ouvrages culturels, des appareils médicaux, électriques et électroménagers, des téléphones portables et accessoires, des pièces détachées, des produits alimentaires et des effets vestimentaires de diverses marques ont, également, été saisis, a-t-on signalé de même source. En matière de mouvement de voyageurs, le port d'Oran a enregistré, en 2014, l'entrée de 122.017 passagers et la sortie de 133.096, ainsi que l'entrée de 37.691 voitures et la sortie de 39.158.

Plateau

Saisie de 1.054 CD contrefaits

La brigade économique et financière, relevant de la police judiciaire de la Sûreté de la wilaya d'Oran, a saisi 1.054 disques compacts (CD) contrefaits, lors de plusieurs patrouilles effectuées, récemment, a-t-on appris, mercredi de la Sûreté de wilaya.

Agissant en collaboration avec l'Office national de protection des Droits d'auteur et Droits

voisins (ONDA), la brigade suscitée a saisi, au quartier Sidi El Bachir (ex Plateau) au centre-ville d'Oran, fief de la vente de CD, 173 disques audio et de 881 audiovisuels et procédé à l'arrestation de 3 individus âgés, entre 28 et 38 ans, selon la même source. Une procédure judiciaire a été entamée à leur rencontre, a-t-on ajouté.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

MENDAS Ali, 67 ans, Saint-Pierre

HACHLAF Houari, 58 ans, Les Amandiers

NAIT SIDI AHMED Djoher, 80 ans, Gambetta

AMIR Mébarka, 41 ans, Médioni

Horaires des prières pour Oran et ses environs

10 rabie ethani 1436

El Fedjr
06h38

Dohr
13h17

Assar
16h09

Maghreb
18h33

Icha
19h52



TLEMCEM

Exploitation des carrières, des mesures pour protéger l'environnement

La wilaya de Tlemcen envisage d'adopter de nouvelles mesures pour inciter les propriétaires de stations de concassage de granulats (sable, gravier 3/8, 8/16, 15/25, 25/40 et galets) afin de limiter les envois de poussières et d'atténuer l'impact de leurs différentes activités sur l'environnement, a fait savoir, jeudi dernier, le wali de Tlemcen, Saci Ahmed Abdelhafid.



Khaled Boumediene

Lors de la quatrième session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), dont l'ordre du jour a été consacré à la situation de l'environnement dans la wilaya, à l'action sociale et aux plans directeurs d'aménagement et d'urbanisme, M. Saci a indiqué que des solutions seront proposées aux gérants de carrières pour l'équipement des broyeurs et cribles de leurs stations de concassage, de brumisateurs afin de supprimer les poussières et compenser tout impact environnemental de ces sites poussiéreux.

Les mesures d'atténuation seront prises en compte dans le choix des équipements et engins de carrière, arrosage des lieux des tirs et enfouissement du produit au fond et le capotage des installations du concassage proches des agglomérations. Rappelons dans ce cadre, que ces derniers temps, de nombreuses pétitions ont été lancées par les habitants des agglomérations d'Ouchba, Mdig, Saf-Saf et Ain Fezza (daïra de Chetouane), et Oued Lakhdar (daïra d'Ouled Mimoun), pour dénoncer les dégradations de l'environnement engendrées par les différentes carrières implantées dans ces localités, qui procèdent parfois à l'extraction des granulats d'une manière anarchique et sans aucune méthodologie ni protection contre les nuisances.

L'abattage d'arbres forestiers, l'émission de poussières, la pollution de l'air, les tirs de mine ont été à maintes reprises décriés par la presse arabophone et francophone. "Une inspection englobant les services de la direction des Mines, Environnement et APC sera dépêchée au niveau de toutes les carrières d'agrégats pour mesurer l'état actuel de l'environnement naturel de ces sites, et ensuite de préconiser des mesures d'atténuation des impacts sur la qualité de l'air, le sol, la faune et sur la flore, les eaux souter-

raines, la morphologie et le paysage, les eaux pluviales de ruissellement concernant l'exploitation des carrières, ainsi que la remise en état des carrières après exploitation.

Un délai sera accordé à tous les exploitants de ces carrières pour se conformer à ces normes", a indiqué le premier responsable de l'exécutif de la wilaya de Tlemcen. Par ailleurs, le wali de Tlemcen a annoncé que la mise en vigueur du schéma directeur de gestion des déchets urbains solides du territoire de la wilaya, visant à trier et respecter les règles de collecte des déchets ménagers et extra-ménagers contribuant au respect de l'environnement. "A l'avenir, tous les lixiviats et résidus ménagers du Grand Tlemcen seront recyclés au niveau du centre d'enfouissement de Saf-Saf. Cette collecte sélective permet par ailleurs de valoriser certains déchets recyclables, comme le métal, le papier, le carton, le verre et donc d'éviter le gaspillage des matières premières qui les composent. Le recyclage permet également de diminuer les coûts de traitement. L'enfouissement et l'incinération des ordures ménagères étant des procédés de plus en plus coûteux. Les régions de Ghazaouet, Maghnia et des hauts plateaux entre Seb Dou et Béni Snous bénéficieront, pour leur part, de centres d'enfouissement technique, ce qui permet de réduire le poids et les volumes collectés mis en décharge et réduire ainsi la pollution pour l'environnement. Mais, je dois dire, que la propreté de l'environnement ne doit se faire qu'avec la participation du citoyen, et à qui je lance un appel pressant pour qu'il respecte les horaires d'enlèvement et de collecte des déchets ménagers mis en place par les services d'hygiène et de l'environnement des APC.

Il faut mener des campagnes de sensibilisation, même s'il le faut quotidiennement, pour le rappel des horaires de sortie des camions et conteneurs de col-

lecte des déchets ! Le citoyen doit participer à la lutte contre l'insalubrité de sa cité et contre les dépôts sauvages. Nous ne devons plus tolérer les incivilités commises dans certains lieux et le dépôt de déchets de façon irrespectueuse et illégale !", a souligné M. Saci Ahmed Abdelhafid. Lors des débats, les membres de l'APW ont abordé de nombreuses questions liées à la participation de la police communale et d'urbanisme en relation avec les services techniques, pour dresser des procès-verbaux pour infraction au code de la santé publique, la multiplication des espaces verts pour améliorer l'environnement, la bonne prise en charge des personnes vivant avec une invalidité ou une déficience: scolarisation, accessibilité, transport et mobilité, soins adaptés, emploi, formation et information, intégration dans le milieu sportif spécialisé. En réponse aux différentes propositions et préoccupations soulevées par les membres de l'APW, le directeur de l'Action sociale, Khaled Benhammouda, a expliqué que "Les enfants mentalement ou physiquement handicapés doivent mener une vie pleine et décente, dans des conditions qui garantissent leur dignité, favorisent leur autonomie et facilitent leur participation active à la vie de la collectivité. La DAS de Tlemcen a élaboré un plan d'action déterminant les domaines prioritaires d'intervention au profit des personnes handicapées, particulièrement en matière de prévention des handicaps, d'éducation, de formation professionnelle, de législation, d'accessibilité et de transport, de culture, de loisirs, de sport et de sensibilisation. Une priorité est accordée à l'intégration scolaire des enfants handicapés dans le système éducatif et professionnel, et faciliter leur accès à l'emploi. La DAS dispose de 14 établissements pour l'hébergement, la rééducation, la fourniture de matériel (chaises roulantes etc.)".

CHLEF

Les médecins vétérinaires réclament leur ordre

Abbad Miloud

La maison de la culture abrité, ce jeudi, la première rencontre nationale des vétérinaires à Chlef, venus des quatre coins du pays, à l'image des wilayates d'Alger, Oran, Bouira, Boudj, Aïn Defla, Médéa, Béjaïa, Khencela, Tizi Ouzou, El-Oued, Bordj, Bou Arréridj, etc. D'autres rencontres similaires ont eu lieu au niveau de pas moins de cinq wilayates. L'objectif est l'aboutissement de la création du conseil de l'ordre dont ils ont tenu à souligner la nécessité et l'utilité sur plusieurs plans. Nous pouvons citer «la protection du public», «la contribution d'une manière efficace à l'amélioration de la santé et du bien-être des ani-

maux ainsi qu'au maintien de la santé publique»...

Pour ce faire, un groupe national composé de vétérinaires bénévoles a été mis en place pour convaincre les pouvoirs publics à adhérer à la création de ce conseil de l'ordre, à l'instar d'autres professions. Des membres du groupe ont déclaré «l'accord de principe a été donné et que l'audience avec M. le Ministre est en attente».

Les présents, après avoir pris acte que la réponse tarde à venir et après un long débat, ont pris les décisions suivantes à l'unanimité: doter le groupe national d'un secrétariat composé de 7 à 8 membres, associer un juriste aux compétences avérées lors des prochaines ren-

contres pour les problèmes de procédure, rédiger et remettre une lettre de rappel à M. le Ministre, attendre trois semaines. Dans le cas où il n'y a toujours pas de réponse, une lettre ouverte à l'intention de M. le Ministre sera publiée sur la presse écrite.

La rencontre de Chlef a été mise à profit pour élargir le groupe national à trois autres vétérinaires issus des wilayates de Khencela, Aïn Defla et Médéa.

A partir de ce jeudi, le groupe national est ainsi constitué de 39 membres.

En fin de journée, plusieurs vétérinaires en prenant la parole ont tenu à souligner l'organisation irréprochable sur tous les plans et ont exprimé leur entière satisfaction.

BOUZGHAÏA

Un vice-président d'APC pris en flagrant délit de corruption

Bencharki Otsmane

Les scandales qui éclatent ici et là à travers les nombreuses communes de la wilaya de Chlef semblent donner raison aux citoyens lorsqu'ils jugent leurs élus comme étant corrompus et des affairistes. La preuve en est qu'il ne se passe pas un temps relativement court sans qu'une affaire de corruption n'éclate au grand jour mettant en cause les élus locaux y compris les présidents d'APC.

En effet, après les scandales qui ont éclaboussé les APC de Ain Merane, Zeboudja, Karimia, Ténès, La Marsa et encore bien d'autres, une autre affaire vient

s'ajouter au palmarès des communes les plus corrompues. Cette fois-ci, c'est le vice-président de l'APC de Bouzghaïa, une commune située à 30 km au nord du chef-lieu de wilaya, qui s'est fait «épingle» le week-end dernier par les services de sécurité, alors qu'il venait d'empocher la modique somme de 25 mille dinars sur un acompte de 7 millions de centimes, moyennant la délivrance d'un permis de construire à la victime. C'est cette dernière qui a avisé les services de sécurité sur la demande expresse que lui a faite cet élu pour se faire délivrer un permis de construire. Aussitôt, des agents des services de sécu-

rité, en tenue civile, organisèrent une souricière à l'indélicat élu qui se présentait comme prévu au niveau de la station d'essence située à la sortie de la ville de Bouzghaïa où la victime l'attendait. Comme convenu, la victime remit au vice-président la somme de 2.5 millions de centimes sans omettre au préalable de photographier quelques coupures de l'argent.

Aussitôt après la «transaction», les policiers décidèrent d'intervenir pour permettre d'établir le «flagrant délit de corruption». Démis de ses fonctions, le vice-président a été placé sous mandat de dépôt à la maison d'arrêt de Ténès.

BÉCHAR

Le trafic de stupéfiants en hausse

Hadj Fendaoui

Le bilan de l'année écoulée des activités des deux institutions sécuritaires régionales, en l'occurrence, le Troisième Commandement régional de la Gendarmerie nationale et l'Inspection régionale de la Sûreté de la wilaya, fait ressortir une saisie record de 23,73 tonnes de kif traité et 128.139 comprimés de psychotropes. 427 personnes sont impliquées dans ce trafic de stupéfiants, parmi lesquelles 378 sont écrouées. Ainsi, près de 347 affaires sont traitées uniquement dans ce volet du trafic de drogue, avons-nous relevé dans les communiqués de presse de ces structures sécuritaires. C'est dire que depuis quelque temps, la région du Sud-Ouest est devenue une véritable plaque tournante de toute sorte de drogue en provenance notamment de la bande frontalière algéro-marocaine. Les centaines de quintaux de kif traité et de psychotropes bien emballés et mis dans des colis, saisis dans le territoire de ces wilayas du Sud-Ouest qui partagent avec le royaume chérifien des centaines de kilomètres de frontières, rensei-

gnent aussi sur l'ampleur du phénomène. S'agissant du volet des autres activités de la Gendarmerie nationale, il est à signaler que 528 actes criminels et délictueux ont été enregistrés contre les personnes et les biens, soit une hausse de 9,85% par rapport à l'année précédente. Pour ce qui est des vols de cheptel, il a été enregistré 59 affaires, dans lesquelles sont impliquées 69 personnes, dont 42 ont été écrouées, soit une hausse de 27 cas, par rapport à l'année 2013. Pour le vol des véhicules, il a été recensé 7 affaires, dont une seule a été traitée et un prévenu écroué. Concernant le crime organisé, quelque 527 affaires ont été enregistrées, dans lesquelles 811 personnes sont accusées, dont 510 ont été incarcérées, soit une baisse de 5,73% par rapport à l'année 2013. Pour ce qui est du commerce illicite des armes et munitions, il a été recensé 19 cas dans lesquels 15 personnes ont été arrêtées et dont 7 ont été écrouées, soit une hausse de 4 cas par rapport à l'exercice d'avant. Concernant la circulation routière, les services du 3^{ème} commandement de la Gendarmerie ont enregistré 668 accidents de la rou-

te qui ont été sanctionnés par 141 décès et 1.302 blessés. Du côté de l'inspection régionale de la Sûreté de wilaya, il ressort que 1.213 affaires ont été enregistrées dont 1.144 ont été traitées par les tribunaux concernant les atteintes aux biens et aux personnes. Ces délits et contraventions sont au nombre de 568 cas dont 512 traités concernant des atteintes aux personnes, et quelque 645 cas d'atteinte aux biens dont 512 affaires ont été traitées par les juridictions. S'agissant des affaires criminelles, les services de la Sûreté ont enregistré quelque 1.680 affaires où 734 personnes sont impliquées dont 83 femmes. Dans le domaine des drogues et stupéfiants, il a été enregistré une évolution sensible par rapport à l'année 2013. Il a été recensé 74 affaires dans lesquelles sont impliquées 91 personnes. Concernant les activités de sécurité publique, il a été enregistré quelque 110 accidents de la circulation, qui ont causé 117 blessés et 3 morts.

Comme il a été recensé aussi 330 délits de la circulation routière et 3.605 contraventions, qui ont été à l'origine de mise en fourrière de quelque 1.695 motocycles.

Koweït

Arrestation de cyberactivistes pour offense au roi saoudien défunt

Les autorités koweïtiennes ont procédé à des arrestations parmi des cyberactivistes pour des commentaires jugés offensants pour le défunt roi Abdallah d'Arabie saoudite et lancé des mandats d'arrêt contre d'autres, ont indiqué jeudi des défenseurs des droits de l'Homme. Tard mercredi, la police a arrêté Mohammad al-Ajmi devant son domicile «pour des raisons inconnues», a indiqué sur son compte Twitter le National Committee for Monitoring Violations, dont fait partie M. Ajmi. Des cyberactivistes ont précisé que M. Ajmi devait être interrogé par la police concernant des commentaires sur l'Arabie saoudite. Nawaf al-Hendal, un défenseur des droits de l'Homme, a confirmé l'arrestation de M. Ajmi et fait état d'au moins quatre autres arrestations parmi des militants pour des commentaires jugés offensants pour le roi Abdallah qui est décédé vendredi dernier. Il a ajouté sur son compte Twitter que des mandats d'arrêt avaient été lancés pour les mêmes raisons contre lui et cinq autres personnes. M. Hendal se trouve

actuellement à Genève où il participe à une réunion des Nations unies sur la situation des droits de l'Homme au Koweït. Le Centre du Golfe pour les droits de l'Homme, une ONG indépendante, s'est élevé contre le mandat d'arrêt visant M. Hendal et affirmé dans un communiqué qu'il est visé, avec d'autres, dans le but de l'empêcher de faire son travail de défenseur des droits de l'Homme». Le ministère de l'Intérieur est resté silencieux sur ces arrestations et le procureur général du Koweït n'a pas dit s'il avait l'intention de lancer des poursuites judiciaires. Plusieurs Koweïtiens ont été poursuivis par la justice pour des tweets jugés offensants pour l'émir, cheikh Sabah al-Jaber Al-Sabah, et certains ont été condamnés à des peines de prison. Jeudi, la cour d'appel a alourdi à cinq ans de prison une peine de deux ans d'emprisonnement prononcée en première instance contre Abdel Aziz Jarallah al-Mutairi pour «insulte» sur Twitter à l'émir, selon le texte du verdict. Dans une autre affaire, six apatrides ont été condamnés en première

instance à un an de prison chacun et à l'expulsion, une fois cette peine purgée, pour participation à une manifestation non autorisée. Dans le premier cas, le condamné peut aller en cassation et dans le deuxième, les six apatrides peuvent se pourvoir en appel. L'ex-député libéral Saleh al-Mulla a été détenu pendant cinq jours début janvier pour des tweets jugés offensants pour l'émir et le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi. Il sera jugé à partir du 15 février. Un élu chiite, Abdel Hamid Dashti, est poursuivi en justice pour avoir critiqué les dirigeants de Bahreïn, alors que l'ancien député islamiste, Mubarak al-Duwailah, fait également face à des poursuites pour des déclarations critiquant les dirigeants d'Abou Dhabi. Human Rights Watch (HRW) a souligné dans son rapport publié jeudi que le Koweït a réprimé durement, tout au long de 2014, la liberté d'expression. Les autorités ont déchu de leur nationalité 33 Koweïtiens, dont trois qui étaient considérés comme des opposants, selon HRW.

Facebook veut renseigner ses usagers sur les bons plans autour d'eux



Facebook a annoncé jeudi un nouveau service permettant de fournir automatiquement des informations sur le lieu où se trouve l'un de ses utilisateurs, un dispositif encore en phase d'expérimentation qui a vocation à concurrencer des services comme Yelp. «+ Place tips+ vous donnera des infos amusantes, utiles et importantes sur l'endroit où vous vous trouvez», a indiqué Mike LeBeau, directeur de produit chez Facebook, au sujet de ce nouveau service pour l'instant uniquement disponible sur les iPhones. Le système de géolocalisation du smartphone associé à un wifi ou au réseau de téléphonie mobile permet d'identifier l'endroit où se trouve un membre, et donc à Facebook d'envoyer des suggestions sous forme d'icônes apparaissant au début du fil d'actualités. Ce nouveau service sera déployé dans les prochaines semaines pour une expérimentation dans des lieux très fréquentés de New York comme Central Park, Times Square, le pont de Brooklyn et la Statue de la Liberté. Il transmettra des commentaires ainsi que des

photos fournies par d'autres membres au réseau social ainsi que d'autres détails comme des manifestations signalées sur certaines pages Facebook. Les membres de Facebook devront donner leur permission pour être localisés, et utiliser ce service n'entraînera pas de publication sur le réseau social et ne donnera pas d'indication sur la localisation de l'utilisateur, a souligné M. LeBeau. Ce nouveau dispositif vise en particulier à concurrencer des services en ligne tels que ceux de l'Américain Yelp, sur lequel les internautes laissent leurs commentaires sur des restaurants, commerces ou lieux touristiques. Yelp revendiquait 139 millions de visiteurs par mois au troisième trimestre 2014, et 67 millions de commentaires publiés depuis sa création en 2004. Il est présent dans 29 pays, dont la France depuis 2010. Facebook expérimente également la possibilité de se servir de la connexion par Bluetooth pour repérer lorsque le smartphone est à portée de sites marquant comme le Metropolitan museum of art.

Henry Kissinger malmené par des manifestants pacifistes au Congrès américain



L'ancien conseiller et secrétaire d'Etat de Richard Nixon, Henry Kissinger, 91 ans, a été brièvement malmené jeudi lors d'une audition au Congrès américain par des manifestants qui demandaient son arrestation pour crimes de guerre. Les manifestants du groupe anti-guerre Code Pink ont déployé, en criant, une banderole «Arrêtez Kissinger pour crimes de guerre», peu avant le début d'une audition sur les «défis sécuritaires mondiaux». L'ancien responsable était invité avec deux autres anciens chefs de la diplomatie américaine, George Schultz et Madeleine Albright. Une manifestante l'a ensuite interpellé pour avoir «supervisé les massacres du Vietnam, du Cambodge et du Laos», ainsi que le coup d'Etat au Chili qui a renversé Salvador Allende en septembre 1973. Les militants de Code Pink, vêtus de rose, sont omniprésents au Congrès, mais leur irruption n'a pas été du

goût de John McCain, qui préside la commission de la Défense organisant l'audition. «Je siège dans cette commission depuis des années, et je n'ai jamais vu quoi que ce soit d'aussi honteux et scandaleux et abject», a dit John McCain, sans parvenir à faire taire les militants. «Vous allez la fermer ou je vous fais arrêter», leur a-t-il alors lancé, avant de déclarer: «Sortez d'ici, vermine de bas étage», ramenant le calme, certains des perturbateurs quittant la salle d'eux-mêmes. John McCain, ancien pilote, fut prisonnier au Vietnam pendant la guerre. Il a rappelé jeudi qu'Henry Kissinger avait refusé de le ramener aux Etats-Unis alors qu'il se trouvait à Hanoï pour négocier la fin de la guerre, exigeant que les prisonniers soient libérés dans l'ordre où ils avaient été capturés. Le secrétaire d'Etat ne voulait pas donner une image de favoritisme, John McCain étant le fils d'un amiral américain.

Pays-Bas

Un homme muni d'une fausse arme interrompt le journal de 20h00



Un homme muni d'un pistolet factice a provoqué l'interruption jeudi soir des programmes de la télévision publique néerlandaise alors qu'allait débuter le journal de 20H00, exigeant de passer à l'antenne pour des motifs encore non élucidés avant d'être maîtrisé par la police. Habillé d'un costume noir, d'une chemise blanche et d'une cravate sombre, portant des lunettes, l'homme avait en main ce qui ressemblait à un pistolet équipé d'un silencieux, peut-on voir dans une vidéo de près de cinq minutes mise en ligne sur le site de la télévision publique néerlandaise (NOS). Selon la NOS, l'homme a menacé avec son arme un garde de la sécurité et demandé à être emmené sur le plateau du journal de 20H00. Il a finalement été conduit sur un autre plateau, où la scène a été enregistrée. Le bâtiment de la télévision ayant été évacué, le jour-

nal de 20H00 qui était sur le point de commencer n'a donc pas débuté, bien que le preneur d'otage n'y ait pas fait irruption. Un message diffusé à l'écran disait «un moment s'il vous plaît». «Le suspect avait une fausse arme impossible à distinguer d'une vraie», a indiqué la police néerlandaise sur un compte Twitter officiel, soulignant que le suspect, un homme de 19 ans, n'avait pas d'antécédent. Une enquête a été ouverte et le domicile du suspect faisait l'objet d'une perquisition dès jeudi soir, selon la même source. Selon les médias locaux, l'homme étudie à l'université technique de Delft et aurait récemment perdu ses parents. Les locaux de la télévision publique sont situés à Hilversum, au sud-est d'Amsterdam. «Sur base des informations dont nous disposons, l'homme a agi seul», a pour sa part assuré le ministre néerlandais de

la Justice et de la Sécurité Ivo Opstelten. L'homme, disant représenter «un collectif de hackers», a brièvement pris en otage un employé de la NOS, invisible à l'écran dans la vidéo, avec lequel il s'est entretenu durant quelques minutes. S'exprimant de manière sibylline, l'homme a demandé à passer à l'antenne: «les choses qui vont être dites sont d'importance mondiale. Nous avons été engagés par les services secrets et nous avons entendu des choses qui mettent la société actuelle en doute. Et nous allons les révéler maintenant», a-t-il dit. Au moment où la police a lancé l'assaut, l'employé de la NOS avait réussi à quitter le studio. Dès que les policiers néerlandais y ont pénétré, arme au poing, l'homme de 19 ans a lâché son revolver et levé les mains en l'air. Selon l'agence de presse ANP, il avait au moment de son irruption remis une lettre à la rédaction dans laquelle il disait: «il y en a encore 5 plus 98 hackers qui sont prêts à lancer une cyber-attaque». Il a en outre assuré que huit «lourds explosifs» contenant des matériaux radioactifs avaient été placés à travers le pays. Ils exploseraient, a-t-il assuré, s'il ne pouvait pas intervenir à la télévision. Le directeur de la NOS, Jan de Jong, a rendu «grâce à Dieu» quant au fait que personne n'ait été blessé. Lors d'une conférence de presse dans la soirée le maire d'Hilversum, Pieter Broertjes, a déclaré: «depuis ce qui s'est passé à Paris, nous sommes mieux préparés. On ne sait bien sûr jamais quand cela peut arriver, mais le fait que nous ayons été préparés a permis une intervention rapide», a-t-il souligné. L'homme de 19 ans a réussi à pénétrer dans les studios malgré une sécurité renforcée depuis début janvier: «depuis les attaques de Paris, nous savons que la presse est au centre de l'attention».

Vietnam

Des milliers de chats importés illégalement de Chine pour être mangés

Plusieurs milliers de chats importés illégalement de Chine ont été découverts par la police vietnamienne, entassés vivants dans des caisses dans un camion à des fins de «consommation», leur viande avant prise au Vietnam. La viande de chat, connu localement sous le nom de «petit tigre», est populaire au Vietnam bien que sa consommation soit officiellement interdite. Le conducteur du camion, arrêté mardi avec quelque trois tonnes de chats à son bord, a avoué les avoir achetés dans la province de Quang Ninh, frontalière de la Chine. Les chats étaient destinés «à la consommation» dans les restaurants de Hanoï, a expliqué la police.

«Nous ne savons pas encore quoi faire avec eux en raison de leur très grand nombre», a confié un policier, ajoutant que la loi vietnamienne exige la destruction de tous les produits de contrebande. Des dizaines de restaurants servent la viande de chat à Hanoï, où il est rare de voir les félins dans les rues car leurs propriétaires craignent qu'ils ne soient volés et vendus aux restaurateurs. Le manque de chats, mais aussi de chiens dont la viande est également appréciée au Vietnam, conduit à des trafics d'animaux depuis des pays voisins comme la Chine, la Thaïlande ou le Laos.



Grande-Bretagne

**Miracle ou menace,
le gaz de schiste continue de diviser**

Par Julien Mivielle

Une décision sur de nouvelles licences pour l'exploration du gaz de schiste en Grande-Bretagne a été reportée mercredi, signe des difficultés à réconcilier opposants et partisans de cette source d'énergie nouvelle poussée par le gouvernement Cameron. Les autorités du Lancashire, un comté du nord-ouest de l'Angleterre, devaient se prononcer sur l'attribution de deux nouvelles licences à la société britannique Cuadrilla. Environ 250 opposants, pour la plupart des habitants de la région munis de pancartes hostiles à la fracturation hydraulique, s'étaient réunis pour manifester avant cette décision très attendue. Mais le suspense va continuer : les autorités ont en effet ajourné leur arbitrage d'au moins huit semaines à la demande de Cuadrilla, qui veut retravailler son dossier. La direction locale de l'urbanisme avait recommandé la semaine dernière de refuser les permis, craignant les nuisances occasionnées par les forages, entre le bruit et l'augmentation du trafic de poids-lourds sur les routes de campagne. Le sujet divise la population de ce comté autrefois industriel, partagée entre la promesse d'importantes retombées économiques et les craintes pour le cadre de vie. Plus de 240 entreprises, syndicats et associations locales ont signé une pétition contre la fracturation hydraulique en raison de ses effets potentiels sur l'environnement et la santé. Ce procédé consiste à créer des fissures souterraines et y infiltrer un mé-

lange d'eau, de sable et de produits chimiques, pour permettre l'extraction de gaz capturé dans la roche. Les inquiétudes se focalisent sur la pollution que pourraient causer les substances chimiques utilisées, notamment pour l'eau. «Le tourisme et l'agriculture seraient sérieusement affectés. Vous emmèneriez votre famille en vacances dans un champ gazier?», interroge Karen Ditchfield, l'une des signataires de la pétition. Le sujet divise aussi les responsables politiques au niveau national, même si aucun des grands partis ne s'oppose en principe au gaz de schiste. Les députés britanniques ont rejeté lundi le principe d'un moratoire national proposé par une commission parlementaire. Ils ont en revanche adopté des amendements déposés par le parti travailliste pour encadrer plus sévèrement les forages, qui seront totalement interdits dans les parcs nationaux et les zones protégées.

**UNE PRIORITÉ ÉCONOMIQUE
DU GOUVERNEMENT**

Le gouvernement du Premier ministre conservateur David Cameron a pour sa part clairement fait du développement de cette énergie, potentiellement bon marché et abondante, une priorité économique, alors que les champs pétroliers de la mer du Nord sont en déclin. «Ce pays qui a été le premier à extraire du pétrole et du gaz en eaux profondes ne devrait pas tourner le dos aux nouvelles sources d'énergie comme le gaz de schiste juste parce que c'est

trop difficile», a fait valoir le ministre des Finances George Osborne. Le gouvernement s'appuie sur l'exemple des États-Unis, où la révolution du gaz de schiste a assuré le redémarrage de l'économie et où le président Barack Obama vient de déclarer que la page de la crise est désormais tournée. Mais la chute des cours du pétrole conventionnel depuis des mois menace désormais ce miracle. Le gaz de schiste, plus cher à extraire, n'offre en effet plus d'avantage compétitif. Le niveau des réserves britanniques est en outre incertain. Les scientifiques du Bureau d'études géologiques britannique (BGS) estiment qu'elle sont «abondantes» mais ne savent pas combien pourrait en être récupéré. Malgré les inconnues, plusieurs puits exploratoires ont été forés dans le pays ces dernières années même s'il n'y a pas encore de production. Cuadrilla avait dû interrompre en 2011 des forages dans le nord-est de l'Angleterre après l'enregistrement de légères secousses telluriques. Le gouvernement lui avait ensuite donné l'autorisation de reprendre les forages exploratoires mais en renforçant les contrôles. Ineos, un groupe de chimie basé en Suisse, avait annoncé l'an dernier vouloir investir un milliard de dollars dans l'exploration, avec l'ambition de devenir le plus important acteur du secteur dans le pays. Alors que la fracturation hydraulique reste interdite en France, les géants français Total et GDF Suez ont également pris des participations dans des licences d'exploration au Royaume-Uni.

Ebola

**Moins de 100 nouveau cas
hebdomadaires,
mais l'épidémie
«pas encore endiguée»**

Le nombre de contaminations hebdomadaires par le virus Ebola est passé sous le cap des 100 pour la première fois depuis sept mois, signe que l'épidémie ralentit, mais elle «n'est pas encore endiguée», averti jeudi l'ONU. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a fait état jeudi d'un «ralentissement» de l'épidémie dans les trois pays les plus touchés par la fièvre hémorragique - Guinée, Libéria, Sierra Leone -, où pour la première fois depuis fin juin 2014, moins de 100 nouveaux cas au total ont été recensés en une semaine. Cette baisse est particulièrement marquée au Libéria, qui n'a rapporté que 4 nouveaux cas dans la semaine du 25 janvier (contre 8 la semaine précédente), et en Sierra Leone qui a recensé 65 nouveaux cas (contre 117). En Guinée, le nombre de contaminations, qui baissait jusqu'ici, est resté stable dans la même semaine, avec 30 nouveaux cas contre 20 la semaine précédente. Depuis son apparition en décembre 2013 en Afrique de l'Ouest, l'épidémie de fièvre hémorragique a fait au moins 8.810 morts, essentiellement dans ces trois pays, et contaminé plus de 22.000 personnes, selon l'OMS. «La réponse à l'épidémie d'Ebola est actuellement entrée dans une deuxième phase, mettant l'accent non plus sur le ralentissement mais sur la fin de l'épidémie», a expliqué l'OMS, qui avait averti le 23 janvier que la situation restait néanmoins «extrêmement préoccupante» et qu'une recrudescence de l'épidémie ne pouvait être exclue. A la veille d'un sommet de l'Union africaine qui abordera le sujet, le coordinateur spécial de l'ONU pour la lutte contre cette fièvre hémorragique, David Nabarro a de son côté souligné jeudi à Addis Abeba, qu'en dépit de ces chiffres, l'épidémie «n'était pas encore endiguée». «Le nombre de cas décroît de semaine en semaine et tend vers zéro dans beaucoup d'endroits, mais la maladie est encore présente dans un tiers des zones des trois pays touchés. Nous avons encore des flambées occasionnelles et des surprises, avec de nouveaux cas hors de nos listes» de personnes ayant

été en contact avec des malades, a expliqué M. Nabarro. «Cela signifie que l'épidémie n'est pas encore endiguée», a-t-il mis en garde, «nous devons poursuivre notre effort, de façon même plus intense». Le coordinateur spécial de l'ONU s'est dit inquiet de l'arrivée prochaine de la saison des pluies et a appelé à la mise en place d'un réseau «d'intervenants locaux» avant que les précipitations ne rendent certaines zones difficilement accessibles. Il a estimé que le Centre africain de contrôle des maladies, dont l'UA a annoncé la mise en service d'ici mi-2015, permettrait à l'Afrique d'agir plus rapidement, en cas de nouvelle épidémie. «Il nous a fallu trop longtemps pour être prêts. Nous avons besoin de meilleurs moyens d'intervention», a indiqué M. Nabarro à propos des leçons tirées de cette épidémie d'Ebola, la pire de l'histoire du virus depuis son identification en 1976. Le Commissaire de l'UA pour les Affaires sociales, Mustapha Sidiki Kaloko, a indiqué mercredi que la priorité serait la mise en place d'un «système d'alerte précoce» en Afrique pour la détection des épidémies. «Nous devrions être prêts pour la prochaine fois, nous ne serons pas pris au dépourvu», a assuré M. Kaloko. Un fonds de solidarité Ebola de l'UA sera lancé à Addis Abeba, durant le sommet de l'organisation, alors que l'ONG Oxfam a appelé à un «Plan Marshall post-Ebola massif» et exhorté les dirigeants africains à respecter leurs engagements à injecter de l'argent dans les systèmes de santé de leurs pays. La communauté internationale et l'UA ont été accusées d'être restées trop longtemps passives face à la progression de l'épidémie, qui a aussi mis en lumière l'état désastreux des systèmes de santé dans certains pays africains. La fièvre hémorragique Ebola, hautement contagieuse, tue entre 25 et 90% des malades en fonction des différentes épidémies, selon l'OMS. Il n'existe ni traitement ni vaccin contre le virus. Il se transmet par contact direct avec le sang, les sécrétions corporelles (sueur, selles...), par voie sexuelle et par la manipulation sans précaution de cadavres contaminés.

**Mort de l'auteur du bestseller
«Les oiseaux se cachent pour mourir»**

L'écrivaine australienne, Colleen McCullough, dont le roman «Les oiseaux se cachent pour mourir» s'est vendu à plus de 30 millions d'exemplaires dans le monde, est morte jeudi à l'âge de 77 ans, a annoncé sa maison d'édition. L'auteure est décédée dans un hôpital de Norfolk Island, une île éloignée au large de la côte est de l'Australie, a indiqué son éditeur dans un communiqué. La directrice de la maison d'édition HarperCollins Australia, Shona Martyn, a précisé que Colleen McCullough avait fait face ces dernières années à des ennuis de santé et des problèmes de vue, contrainte de dicter ses oeuvres. «Esprit vif et direct, nous at-

tendions avec impatience ses visites depuis Norfolk Island et l'arrivée de chaque manuscrit en version papier, envoyé dans des boîtes bordeau faites sur mesure et libellées de son nom», s'est-elle souvenue. Colleen McCullough a signé 25 romans, son premier, «Tim» a inspiré en 1979 un film avec Mel Gibson. Son dernier livre, «Bittersweet», est paru en 2013. «Les oiseaux se cachent pour mourir», dont l'intrigue se déroule dans le désert australien, a été adapté en une série télévisuelle de qualité, avec Richard Chamberlain en tête. Colleen McCullough est aussi l'auteur de la série «Les maîtres de Rome», sept romans sur la Rome antique. Colleen

McCullough a également mené une brillante carrière de scientifique, fondant le département de neurophysiologie du Royal North Shore Hospital de Sydney et ayant passé dix ans comme chercheuse à l'école de médecine de Yale, aux États-Unis. Les hommages ont été nombreux pour l'une des auteures australiennes les plus connues au monde qui laisse derrière elle son mari, Ric Robinson. Le Premier ministre australien, Tony Abbott, l'a décrite comme «une personnalité australienne unique». Sa compatriote, l'écrivaine Tara Moss, a salué sur Twitter une femme «acharnée, drôle et d'un grand soutien pour les autres écrivains. Irremplaçable. RIP Colleen».

**Plus de 38.000 enfants risquent de mourir
de faim en Somalie**

Plus de 38.000 enfants somaliens sont en grand danger de mourir de faim, bien que la situation alimentaire s'améliore dans un tiers de la Somalie, plongée dans le chaos depuis plus de 20 ans, ont annoncé jeudi des experts de l'ONU. Ce sombre constat, basé sur les dernières données collectées par les Nations unies, intervient trois ans après une grave sécheresse dans la Corne de l'Afrique qui, associée à la guerre civile, avait entraîné une terrible famine dans en Somalie, tuant plus de 250.000 personnes. Plus de 731.000 personnes, dont 203.000 enfants restent sévèrement mal nourris et font face à «une grave insécurité alimentaire», selon le rapport de l'Unité d'analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition (FS-NAU) de l'ONU et le Réseau d'alerte précoce de la famine (Fews Net), financé par l'Agence américaine de développement (USAID). Ce chiffre représente néanmoins une baisse de 30% sur les six derniers mois, grâce à des «pluies relativement abondantes» fin 2014. Mais «environ 202.600 enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition aiguë, dont 38.200 sont très gravement mal nourris et présentent un risque élevé de morbidité et de mort», nuancent les experts.

Les trois-quarts des Somaliens en besoin désespéré de nourriture sont les déplacés ayant fui les violences alimentées par les affrontements entre islamistes shebab et troupes gouvernementales somaliennes, épaulées par l'Amisom, une force de l'Union africaine. «Les taux de malnutritions restent obstinément haut», a estimé le responsable de l'aide



humanitaire de l'ONU en Somalie, Philippe Lazzarini, «les perspectives pour 2015 sont inquiétantes». Les islamistes shebab, qui ont reculé sur le terrain militaire et abandonné l'essentiel de leurs bastions du centre et du sud somaliens, continuent néanmoins de contrôler de nombreuses zones rurales et mènent des actions de guérilla contre les forces gouvernementales ou l'Amisom. L'actuel

gouvernement somalien, présenté par la communauté internationale comme le meilleur espoir de paix et de retour à un Etat depuis deux décennies, peine à asseoir son pouvoir au-delà de Mogadiscio et sa périphérie, malgré les défaites militaires des shebab, qui laissent dans de nombreuses régions la place à des chefs de guerre tentant d'imposer leur propre autorité, parfois par les armes.



GOOD Sahra

**100 DA = 60 MIN
DE 18H À MINUIT**

***720#**

DJEZZY
جازي

100 DA= 60 min de 18H à minuit
Tarification à 2,41DA/30 sec vers les autres réseaux nationaux

Equipe nationale Gourcuff reconduira le même onze face au Sénégal

L'équipe algérienne de football, a effectué hier au stade de Rebola à Malabo (11h00), sous une pluie battante, une séance d'entraînement, en prévision du match face à la Côte d'Ivoire, demain au stade de Malabo (20h30), comptant pour les quarts de finale de la Coupe d'Afrique des nations CAN 2015 en Guinée équatoriale (17 janvier-8 février). Cette séance a vu la présence de l'ensemble des joueurs, à l'exception de l'attaquant Islam Slimani (cuisse), Yacine Brahimi (hématomme aux côtes), et Djamel Mesbah, laissé au repos.

Par ailleurs, le milieu de terrain Abdelmoumen Djabou, a effectué son retour, après avoir fait l'impasse sur la séance de la veille, en raison d'une «légère» elongation à la cuisse. Le sélectionneur national, Christian Gourcuff, a pu mettre, au cours de ce galop d'entraînement ouvert pendant 15 minutes à la presse, sa mise en place tactique, qu'il compte adopter face à la Côte d'Ivoire, avec au programme un match d'application. L'équipe nationale effectuera samedi sa dernière séance d'entraînement ce soir à 19h00 au stade de Rebola. Par ailleurs le sélectionneur de l'équipe algérienne de football, Christian Gourcuff, a estimé jeudi que le match face à la Côte d'Ivoire, «ne sera pas une partie de plaisir» et de poursuivre : «On savait d'avance qu'on allait affronter une équipe solide du groupe D aux quarts de finale. La Côte d'Ivoire est une grande nation de football, ce sera un adversaire très dangereux, ce n'est pas un cadeau. Ce sera un match différent du match face au Sénégal, ce



Ph.: Arch.

sont deux équipes au style totalement différent». Nous allons nous préparer en conséquence, nous avons un jour de repos en plus, par rapport aux autres matchs, ça pourrait être intéressant». Pour le technicien breton, le match face à la Côte d'Ivoire sera «intense sur le plan physique». «Tous les matchs de la CAN sont très engagés sur le plan physique, je pense que dans la compétition, la fraîcheur physique s'émousse pour les équipes qui misent là dessus, et se retrouvent ensuite en difficultés. Face au Sénégal, nous avons été confrontés au top niveau sur ce point là», a souligné Gourcuff. Dans un autre registre, Christian Gourcuff, a écarté l'idée de procéder à des changements dans son onze, en vue du match face à la Côte

d'Ivoire. «A priori, il n'y aura pas de nouvelles surprises à attendre. Je vais voir l'état des uns et des autres.», a affirmé le coach des Verts à la presse. Ainsi, Christian Gourcuff reconduira la même composante alignée face aux «Lions de la Teranga», avec M'bolhi dans les cages, et Mandi, Ghoulam, Bougherra, et Medjani en défense.

Au milieu de terrain, la récupération sera confiée à Taider et Bentaleb, alors que l'animation du jeu sera confiée à Brahimi et Feghouli.

Enfin, en attaque, Soudani sera reconduit en pointe, soutenu juste derrière par Mahrez. En cas de qualification au dernier carré, les Verts seront opposés au vainqueur de l'autre quart de finale entre le Congo et la RD Congo.

Equipe nationale Brahimi et Bougherra d'attaque face à la Côte d'Ivoire

Yacine Brahimi, absent de nouveau à la séance d'entraînement de l'équipe nationale hier, sera opérationnel contre la Côte d'Ivoire dimanche, a indiqué l'entraîneur adjoint des Verts, Nabil Neghiz. «Pour Brahimi, nous n'avons pas voulu prendre de risques avec lui. Il sera soumis vendredi à des soins intensifs pour qu'il soit prêt à 100% samedi pour la dernière séance d'entraînement à la veille du match. Sa participation dimanche n'est pas remise en cause», a indiqué le N°2 du staff technique national à la presse. Victime

d'un hématome au niveau des côtes, contracté lors du match face au Sénégal (2-0), Yacine Brahimi a dû faire l'impasse sur trois séances d'entraînement jusque-là, lui qui est considéré comme une pièce essentielle dans le dispositif du sélectionneur Christian Gourcuff. S'agissant de l'attaquant Islam Slimani, qui souffre d'une elongation à la cuisse depuis le deuxième match du premier tour face au Ghana, Neghiz s'est montré sceptique. «Islam ne ressent plus de douleurs au niveau de la cuisse, sa blessure évolue bien. Mais, par pré-

caution, il devait subir hier un dernier contrôle médical pour se prononcer définitivement sur sa participation ou non face à la Côte d'Ivoire», a-t-il souligné, non sans évoquer un éventuel forfait du joueur «qui ne serait pas prêt à temps».

Enfin, concernant le cas de Madjid Bougherra, victime d'une fracture au nez, contractée lors du dernier match face au Sénégal, Neghiz rassure. «Y'a pas de soucis concernant Bougherra, qui sera présent dimanche. Il pourrait jouer avec un masque de protection».

CAN 2015 - Après un tirage au sort rocambolesque La Guinée dans le top 8

La Guinée, à égalité parfaite avec le Mali après le premier tour, a été qualifiée au tirage au sort pour les quarts de finale de la CAN 2015, une issue rocambolesque, expédiée en deux minutes et sans huisser, qui ternit l'image de la CAF et de sa compétition phare. Les trois rencontres disputées par les Aigles maliens et le Syli National dans le groupe D s'étaient toutes soldées par un résultat identique (1-1) et ce sont donc les Guinéens qui ont remporté la loterie organisée par la Confédération africaine de football (CAF) juste avant une réunion de son comité d'organisation dans un grand hôtel de Malabo, la capitale de la Guinée équatoriale. La Guinée ter-

mine ainsi deuxième de la poule et affrontera au prochain tour le Ghana, vainqueur du groupe C, dimanche à Malabo. Mais la méthode utilisée et la cérémonie, d'une durée d'à peine deux minutes, ont de quoi écorner la crédibilité de la CAF. Pas de mains innocentes pour tirer les boules, ni d'huissiers pour veiller à la régularité de la procédure: la lourde charge est revenue à des représentants des deux pays concernés, le président de la Fédération malienne, Boubacar Baba Diarra, et le directeur financier du ministère des Sports guinéen, Amara Dabo. Auparavant, c'est le secrétaire général de la CAF, le Marocain Hicham El Amrani, qui avait lui-même introduit

dans les boules les deux feuilles portant les inscriptions «2» (synonyme de 2^e place de la poule et donc de qualification) et «3» avant de tenter tant bien que mal de mélanger les boules à l'abri des regards. Une scène surréaliste qui témoigne de l'improvisation totale qui a prévalu dans la préparation du tirage. Le président de la Fédération malienne n'a d'ailleurs pas manqué de dénoncer le recours au hasard pour départager les deux formations, estimant que cela constituait «la pire des cruautés». «On aurait préféré perdre sur des critères sportifs mais pas sur des critères extra-sportifs. La CAF doit revoir son mode opératoire», a-t-il affirmé.

Côte d'Ivoire-Algérie Le Gambien Bakary Papa Gassama dirigera la rencontre

La CAF a désigné l'arbitre international gambien, Bakary Papa Gassama, pour officier le quart de finale de la Coupe d'Afrique des nations (CAN 2015) entre l'Algérie et la Côte d'Ivoire dimanche à Malabo (20h30), en Guinée équatoriale. Le Gambien avait dirigé le match

d'ouverture de la compétition entre le pays hôte et le Congo (1-1) et Tunisie-RD Congo (1-1).

Bakary Gassama, désigné meilleur arbitre africain 2014, avait déjà arbitré les Verts, puisqu'il était désigné pour la rencontre Algérie-Rwanda (1-0), disputé le 16

juin 2013 à Blida pour le compte de la première journée des qualifications de la Coupe du Monde 2014 (Groupe H). Il avait récemment dirigé la finale retour de la Ligue des Champions entre l'ES Sétif et l'AS Vita Club (0-0), le 1^{er} novembre dernier à Blida.

CAN 2015 - Quart de finale aujourd'hui à 17h00 Le Congo et la RD Congo pour une question de suprématie

M. A.

Le premier quart de finale de cette 30^e édition de la Coupe d'Afrique des nations, prévu aujourd'hui, sera placé sous le signe des retrouvailles entre le Congo et la RD Congo qui tenteront de régler sur le terrain du stade de Bata une question de suprématie. Quand on sait la rivalité existante entre les deux pays, il y a fort à parier qu'il y aura de l'électricité dans l'air et le referee chargé de diriger cette rencontre aura un grand rôle à jouer pour permettre à la rencontre de ne pas sortir de son cadre sportif, ce qui pourrait déboucher sur des conséquences fâcheuses. Dans ce contexte, le maire de Brazzaville a appelé, jeudi, le public de la capitale congolaise à faire preuve de fair-play quel que soit le résultat de cette quatrième rencontre entre les deux pays riverains du fleuve Congo qui intervient

quarante et un ans après dans l'histoire de la compétition. Qui atteindra le carré final ? Une chose est sûre, les deux formations partent à chances égales même si la RDC reste sur deux victoires en 1968 et 1972 lors des trois précédents derbys, alors que le Congo a pris le dessus sur son vis-à-vis en 1974. Par ailleurs, au palmarès de la Coupe d'Afrique des nations, c'est la RD Congo qui est devant avec à la clé deux titres (1968 et 1974) contre un pour le Congo en 1972. Pour en revenir à ce rendez-vous de cet après-midi, le Congo, qui a déjoué les pronostics en sortant d'une poule où il était considéré comme outsider, comptera une fois de plus sur l'expérience de son entraîneur Claude Leroy pour poursuivre l'aventure, même si la RDC puise sa force d'un groupe plus aguerri en s'appuyant sur les cadres issus de ses deux grands clubs, le TP Mazembe et l'AS Vita Club.

CAN 2015 - Quart de finale aujourd'hui à 20h30 La Guinée équatoriale sans complexe, la Tunisie joue gros



Adjal L.

La Guinée équatoriale en quarts de finale, qui l'eut cru ? Personne en vérité. Car il faut savoir que cette sélection ne devait pas participer à la CAN 2015, et elle ne doit sa présence qu'en qualité de pays organisateur. Rappelons ensuite que cette équipe est au 118^e rang du classement 2014 de la FIFA et qu'elle ne figure pas dans le tableau africain du fait qu'elle n'a livré que deux rencontres amicales.

Enfin, les joueurs n'ont bénéficié que d'une courte préparation en Espagne et au Portugal étant donné que personne n'aurait imaginé le scénario du désistement du Maroc et de l'accueil de la compétition par la Guinée équatoriale. Et pourtant, la réalité est là, le onze dérivé par l'Argentin Esteban Becker se trouve au même niveau que les grosses cylindrées présentes dans ces quarts de finale. Après avoir tenu en échec le Congo et le Burkina Faso, les coéquipiers de Javier Balboa ont battu à la régulière le Gabon d'Aubemayang. L'entraîneur Becker n'en revient pas : «C'est le conte de Cendrillon, l'équipe pauvre bat l'équipe riche avec du sacrifice, de l'engagement et de la passion. Durant

notre courte préparation, on a mis en place une base et un style de jeu. On était convaincus à chaque entraînement qu'on pouvait aller loin. Etre dans le Top 8 Africain pour une nation aussi petite, est un honneur ». En conséquence, et même si le pronostic leur est favorable, les Tunisiens seraient bien avisés de ne pas faire preuve d'excès de confiance. Effectivement, ils auront en face d'eux un adversaire très solide, dont la défense n'a encaissé qu'un seul but face au Congo, et où le gardien Ovono s'est avéré très sûr dans ses interventions.

Cette fois encore, les gars de la Guinée équatoriale n'auront rien à perdre face à l'un des favoris de cette édition. Ils miseront sur leur absence de complexe, sachant que la pression sera dans le camp des Aigles de Carthage. Outre Ovono, Edjogo, Edu, Juvenal et Douala seront leurs principaux atouts. Dans le camp tunisien, le coach Belge George Leekens est parfaitement conscient de cette situation. Il y a fort à parier qu'il donnera des consignes strictes à ses défenseurs qui ont encaissé trois buts en trois rencontres. Il leur demandera aussi de faire preuve de patience face à un adversaire dont le style de jeu pourrait les faire déjouer.

Le journal des transferts

La Juve veut Witsel pour l'après Pogba

Ce pourrait être le gros coup de cette fin de mercato. Selon les informations de la *Dernière Heure*, Axel Witsel (Zénit Saint-Petersbourg) pourrait rejoindre la Juventus Turin avant lundi. Le club italien aurait choisi le Belge pour succéder à Pogba dans l'entrejeu. Un obstacle se dresse encore, la question du salaire puisque Witsel perçoit actuellement 3 millions d'euros par an en Russie.

Adebayor snobe le PSG

Alors que *Sky Sports* annonçait mercredi un intérêt du PSG pour Emmanuel Adebayor, le *London Evening Standard* croit savoir que l'attaquant togolais ne veut pas quitter Tottenham.

Monaco ouvre la porte à Berbatov

Selon le *Daily Mail*, Monaco serait prêt à laisser partir Dimitar Berbatov contre seulement 1,3 million d'euros. La famille du Bulgare souhaiterait retourner vivre à Londres, explique le tabloïd. Mais l'attaquant voudrait un salaire hebdomadaire de 94 000 euros. Si QPR a dit non, Crystal Palace, Everton et Hull auraient été contactés.

Capoue et Sertic dans le viseur de Séville

Outre Etienne Rabiot, le FC Séville explore d'autre pistes pour renforcer son milieu de terrain. Celles-ci mèneraient notamment à Grégory Sertic (Bordeaux) et Etienne Capoue (Tottenham), selon *L'Equipe*.

Van Gaal vise Hummels

Manchester United va formuler une offre de 50 millions d'euros à Dortmund pour Mats Hummels. Le défenseur de 26 ans est une priorité de longue date de Louis Van Gaal.

Le Real veut De Gea gratuitement

Le Real Madrid veut toujours David De Gea. Mais le géant madrilène n'est pas pressé. Selon le *Telegraph*, il pourrait même attendre la fin du contrat du gardien de Manchester United, en juin 2016. Il serait alors gratuit.

Jackson Martinez rêve d'Italie

Selon son agent, dont les propos sont relayés par le *Daily Express*, Jackson Martinez ne veut pas jouer en Premier League alors que Liverpool et Tottenham sont intéressés par le profil de l'attaquant de Porto. Le Colombien souhaiterait jouer en Serie A.

Destro s'engage avec Milan

L'attaquant international de l'AS Rome Mattia Destro a accepté de rejoindre l'AC Milan, ont annoncé jeudi les deux clubs de Serie A. Aucun autre détail n'a été officiellement donné sur les conditions du transfert. Mais selon les médias, Destro fait l'objet d'un prêt de six mois pour 700 000 euros et pourrait obtenir un contrat avec le club lombard à la fin de l'été pour 16 millions d'euros.

Masuaku suscite l'intérêt de Valence et Milan

Selon nos informations, Arthur Masuaku, le défenseur latéral de l'Olympiakos, fait saliver quelques gros clubs européens. L'AC Milan et Valence, qui cherchera à se renforcer en cas de départ de Gaya au Real Madrid cet hiver, sont venus aux renseignements. Mais le club grec ne veut pas entendre parler d'un départ avant cet été.

Présidence de la FIFA

Blatter dépose sa candidature, Figo sixième postulant

Joseph Blatter, président en exercice de la FIFA depuis 1998, a annoncé jeudi, date limite pour le faire, avoir déposé sa candidature pour briguer un cinquième mandat à son poste, tandis que l'ancien Ballon d'Or Luis Figo a reçu le soutien de Patrick Vieira. Par ailleurs, la confusion a brièvement régné autour de David Ginola, mais ce dernier a confirmé sa candidature, indiquant à l'AFP attendre encore «une ou deux confirmations pour disposer des cinq parrainages», un des critères pour faire valider son dossier par la commission électorale de la Fifa. Le flou est né quand le site «Team Ginola», mis en place pour financer sa campagne à la présidentielle FIFA, a annoncé sa fermeture et le retour de l'argent à leurs donateurs: «Un grand merci pour avoir soutenu Team Ginola. La page de levée de fonds est maintenant fermée. Tous les dons seront retournés. La campagne pour le changement continue.» «Je suis attente d'une ou deux confirmations pour disposer des cinq parrainages», a expliqué l'ancien joueur du Paris SG dans un communiqué envoyé à l'AFP. «C'est évidemment très difficile. Difficile de porter un message différent dans un système verrouillé. Mais je veux rester confiant. Nous restons dans la course.» A la fermeture du site «Team Ginola», seulement 11% (256.316 livres) de la somme visée (2,3 millions de livres, environ trois millions d'euros) avaient été atteints. «Je n'abandonne pas, je suis toujours dans la course pour relancer le football! Je n'abandonnerai pas. Les résultats (sur les candidatures validées ou pas, ndlr) ne seront peut être pas connus avant le 8 février», avait écrit auparavant l'ancien joueur de Newcastle sur son compte Twitter. Le message posté sur celui de Blatter était celui d'un



homme serein. «(Jeudi) est une date-clé dans le calendrier électoral. J'ai soumis mon dossier, maintenant la commission électorale suit la procédure», a tweeté le Suisse de 78 ans. Cette commission doit valider, ou non, les candidatures déposées jusqu'à jeudi minuit, dans un délai de dix jours, selon une source au sein des instances, interrogée par l'AFP. Pour cela, il faut notamment avoir joué un rôle actif dans l'administration du football, à l'échelon national ou international, pendant deux de ces cinq dernières années, et avoir cinq parrainages de fédérations membres de la FIFA (209 au total). Blatter, grand favori à sa succession, remplit sans problème tous les critères. Mais ce ne sera pas forcément le cas de tous les autres candidats qui s'opposent à lui. Les dossiers les plus solides sont ceux de Michael van Praag, 67 ans, président de la Fédération néerlandaise et du prince jordanien Ali bin Al Hussein, dit prince Ali, 39 ans, un des vice-présidents de la Fifa. Figo, 42 ans, assure avoir les par-

rainages nécessaires mais pâtit d'un manque d'expérience dans les instances. Après avoir reçu un soutien franc et massif de son compatriote José Mourinho, entraîneur de Chelsea mercredi, l'ancienne vedette du Real Madrid a reçu jeudi celui de Vieira, ancien international français. «Luis est un candidat très sérieux à la présidence de la FIFA et je lui souhaite le meilleur pour ce défi», a expliqué Vieira sur Twitter. «Je lui ai parlé, et en tant qu'anciens joueurs nous avons la responsabilité de prendre soin du jeu que nous aimons tant.» «Luis veut rendre au jeu et aux fans tout ce qu'ils lui ont apporté pendant sa carrière», a poursuivi l'ancienne star d'Arsenal, en charge aujourd'hui de la réserve de Manchester City, son dernier club. Ginola, 47 ans, et Jérôme Champagne, ex-vice secrétaire général de la FIFA, 56 ans, ne sont pas sûrs d'avoir les soutiens requis. Et Ginola, contrairement à Champagne, est inexpérimenté dans le fonctionnement des instances du foot. L'élection aura lieu le 29 mai à Zurich.

Sponsoring

Le Barça songe à arrêter son partenariat avec le Qatar

Le président du Barça Josep Bartomeu a indiqué que le club catalan allait reconsidérer son partenariat avec le Qatar en raison de l'instabilité sociale et politique du pays. Son apparition sur le maillot traditionnellement vierge de tout sponsor du Barça avait fait grand bruit. Le Qatar, partenaire du club catalan depuis 2010 (d'abord par le biais de sa Fondation, puis par celui de la compagnie Qatar Airways) moyennant un contrat de 30 millions par saison jusqu'en 2016, ne sera peut-être plus présent sur le maillot

blaugrana au-delà de cette échéance. C'est ce qu'a laissé entendre le président catalan, Josep Maria Bartomeu, évoquant une instabilité «sociale et politique» de l'émirat. «Nous sommes en train d'étudier d'autres options (...). Nous sommes sensibles à la situation actuelle du Qatar, qui a beaucoup changé ces quatre dernières années, a dit le dirigeant dans des propos relayés par ESPN. Il y a maintenant des aspects sociaux et politiques qui entrent en jeu et qui n'existaient pas lorsque nous avons signé.»

Angleterre - Coupe de la Ligue

Tottenham - Chelsea en finale

Tottenham s'est qualifié pour la finale de la Coupe de la Ligue contre Chelsea le 1er mars, après un match nul 2-2 contre Sheffield United, club de troisième division, en demi-finale retour mercredi (victoire 1-0 à l'aller). Les Spurs n'ont pas vraiment été tranchants face à l'équipe surprise de la compétition et peuvent remercier Eriksen qui, après avoir ouvert le score (28) d'un maître coup-franc, l'a refermé d'un petit tir anodin (88) qui évite une prolongation malvenue. Sheffield, qui avec Nigel Clough à sa tête n'a jamais perdu en coupe à domicile et a déjà battu 5 équipes de Premier League cette année, est passé tout près de l'exploit. Tottenham s'est donc sorti du guépier sans prestige et sans convaincre, quatre jours après leur élimination en Coupe d'Angleterre samedi à White Hart Lane contre Leicester (2-1). L'équipe de Mauricio Pochettino essaiera de décrocher sa 5e Coupe de la Ligue et son premier titre depuis celle remportée en 2008, dans un derby londonien disputé à Wembley contre les Blues qui ont également souffert mardi pour prendre le dessus sur Liverpool (1-1 et 1-0 a.p.).



Championnats européens

Espagne - 21e journée Aujourd'hui

(16h00) Real Madrid - Real Sociedad
(18h00) Eibar - Atletico Madrid
(20h00) Grenade - Elche
(22h00) Celta Vigo - Cordoue
Dimanche
(12h00) Levante - Athletic Bilbao
(17h00) Almeria - Getafe
(19h00) Séville - Espanyol
(21h00) FC Barcelone - Villarreal
Lundi (20h45) Malaga - Valence

Angleterre - 23e journée Aujourd'hui (16h00)

Crystal Palace - Everton
Liverpool - West Ham
Man United - Leicester
Stoke - Q. P Rangers
Sunderland - Burnley
West Bromwich - Tottenham
(13h45) Hull - Newcastle
(18h30) Chelsea - Man City
Dimanche
(14h30) Arsenal - Aston Villa
(17h00) Southampton - Swansea

Italie - 21e journée Aujourd'hui

(18h00) Genoa - Fiorentina
(20h45) AS Rome - Empoli
Dimanche (15h00)
Atalanta - Cagliari
Cesena - Lazio
Chievo - Naples
Palerme - Hellas Vérone
Torino - Sampdoria
Udinese - Juventus
(12h30) Sassuolo - Inter Milan
(20h45) AC Milan - Parme

Allemagne - 18e journée Aujourd'hui (15h30)

Mayence - Paderborn
Stuttgart - Mönchengladbach
Schalke - Hanovre
Fribourg - Eintracht Francfort
Hambourg - Cologne
(18h30) Leverkusen - Dortmund
Dimanche (15h30)
Werder Brême - Hertha Berlin
(17h30) Augsburg - Hoffenheim

France - 23e journée Aujourd'hui (19h00)

Lens - Bastia
Lorient - Montpellier
Metz - Nice
Nantes - Lille
Toulouse - Reims
(16h30) Marseille - Evian-Thonon
Dimanche
(14h00) Caen - Saint-Etienne
(17h00) Bordeaux - Guingamp
(21h00) Monaco - Lyon

Espagne-Coupe du Roi Barcelone-Villarreal et Bilbao-Espanyol en demi-finales

Le FC Barcelone, qui a éliminé l'Atletico Madrid (1-0, 3-2), affrontera en demi-finales de la Coupe du Roi Villarreal, vainqueur de Getafe 1 à 0 jeudi en quart de finale retour, le même score qu'à l'aller. L'autre demi-finale mettra aux prises l'Athletic Bilbao, vainqueur de Malaga 1 à 0 (0-0 à l'aller), et l'Espanyol Barcelone qui ne s'est incliné à Séville que 1 à 0 après l'avoir emporté à l'aller 3 à 1. C'est Gerard Moreno (78e) qui a marqué pour Villarreal alors qu'Aritz Aduriz a été le buteur de Bilbao (48e). Séville, qui a ouvert tardivement la marque par une belle frappe enroulée de Diogo Figueiras (88e), peut avoir beaucoup de regrets. La demi-finale aller est prévue le 11 février: Bilbao-Espanyol (20h00), et FC Barcelone-Villarreal au Camp Nou (22h00), le retour est prévu le 4 mars. La finale de la Coupe du Roi est programmée le 30 mai.

Football - Ligue 1
Chauds derbies à Alger
et Sétif, le MOB à l'aise

M. Benboua

La dix-huitième journée du championnat de Ligue 1, qui a débuté hier avec le match avancé, CRB-USMA, se poursuivra aujourd'hui avec au programme des duels indécis et deux chauds derbies, où les points vaudront cher. Toutefois, cette étape s'annonce favorable au leader, le MOB, qui reçoit dans son jardin l'avant dernier du groupe, l'ASO dans un match aux objectifs diamétralement opposés. D'un côté, les Béjaouis, veulent conforter leur fauteuil de leader et de l'autre côté, des Chélifiens envahis par le doute ont tout intérêt à éviter la défaite pour ne pas sombrer. En tous cas, et eu égard aux éléments d'avant-match, nous sommes tentés de dire que le MOB d'Abdelkader Amrani, qui a marqué de son empreinte son passage à l'ASO cela fait quelques années, part avec les faveurs du pronostic, mais sait-on jamais! Pour ce qui est du dauphin, l'ESS affrontera à domicile le MCEE, dans un derby haut en couleurs entre deux équipes, qui se connaissent bien et ne jurent que par la vic-

toire. C'est avec cette même ambition que le MCO, qui complète le podium, se rendra à l'Arba afin de confirmer sa bonne santé en dehors de ses bases devant le RCA. Tenu en échec par le CRB à Oran, le Mouloudia de Jean Michel Cavalli est décidé à récupérer les points perdus à domicile, mais les hommes de Mihoubi ne l'entendront certainement pas de cette oreille. Par ailleurs, à Mohammadia, l'USMH, en nette baisse de régime, reçoit le CSC, qui reste très difficile à manier même en dehors de ses bases. Les Harrachis n'ont pas droit à l'erreur, alors qu'en face, les Constantinois veulent rester au contact du groupe de tête. Aussi, à Oran, l'ASMO qui a perdu sur le fil au stade du 20 août devant le NAHD, s'efforcera cette fois de renouer avec la victoire à domicile en accueillant

la JSS, laquelle n'est pas au mieux de sa forme et qui risque de céder encore du terrain. Dans le camp des mal-classés, l'USMBA, qui occupe la place de premier potentiel reléguable, effectuera le déplacement à la capitale pour croiser le fer avec la JSK, qui continue de jouer loinde son stade fétiche de Tizi-Ouzou et sans l'apport de ses supporters.

Une situation que les camarades de Rial ont du mal à supporter, même si sur le plan des résultats, ils refusent toujours d'abdiquer. Non loin de là, à Bologhine plus exactement. Le MCA, dernier du groupe disputera un derby à six points face au NAHD. Les Mouloudéens, qui n'ont aucune autre alternative que la victoire, devront tout de même se méfier de cette équipe du Nasria, imprévisible et capable du meilleur comme du pire.

Aujourd'hui à 16 h 00

Bologhine :	MCA	-	NAHD
Béjaïa :	MOB	-	ASO
Oran :	ASMO	-	JSS
Alger :	JSK	-	USMBA
Arba (15 h 00) :	RCA	-	MCO
Mohammadia (15 h 00) :	USMH	-	CSC
Sétif (15h 00) :	ESS	-	MCEE

Ligue 1 - Match avancé CRB 2 USMA 1
Le Chabab en toute logique

M. A.

Rien ne va plus pour l'USM Alger qui n'arrive pas à trouver ses marques lors de cette reprise du championnat, en concédant une autre défaite dans le derby algérois en match avancé de la 18e journée hier au stade 20 Août. Un derby à mettre aux oubliettes du côté usmiste où l'entraîneur Velud se trouve plus que jamais sous pression, notamment après l'arrivée du technicien allemand Otto Pfister pour renforcer le staff tech-

nique chargé de la formation et des jeunes catégories, comme annoncé par la direction du club.

Pour revenir à cette rencontre, disons que l'équipe la plus volontaire l'a emporté, à savoir le CRB qui a fait montre d'un esprit de groupe remarquable en évoluant en infériorité plus de vingt minutes en seconde période après l'expulsion du latéral gauche Chebira pour cumul de cartons. Les contours du succès pour les locaux se dessinent en première période où les protégés d'Alain Michel matérialisèrent

leur domination au tableau d'affichage grâce à l'ouverture du score signée par Cherfaoui à la 20', suite à un coup-franc de Djediat. Les usmistes, qui accusèrent le coup, revinrent en seconde période avec de meilleures intentions notamment après les changements opérés par le staff technique, mais la réussite n'était pas au rendez-vous, faute de réalisme. Le réalisme était par contre du côté du Chabab qui corsa l'addition par Djediat à la 68'. Il fallait attendre la 87' pour voir l'USMA sauver l'honneur par Belaïli.

Ligue 2
Un bon point pour le RCR et le MCS,
le DRBT sur le podium

M. Zeggai

La dix-huitième journée du championnat de Ligue 2 a été favorable au DRB Tadjenanet qui se voit propulser à la troisième place à la faveur de son succès sur deux réalisations de la nouvelle recrue Mehdi Benaldjia (ex-USMA) et Boulaïnine. Pour sa part, le RCR a confirmé sa bonne santé en confortant sa seconde place en allant à Batna mettre fin à la belle série de trois victoires consécutives du CAB. Les Relizanais ont même fait longtemps figure de vainqueurs n'était-ce le but égalisateur sur penalty de Fezzani et ce, à l'issue d'une rencontre marquée par une course poursuite au tableau d'affichage où six buts ont été inscrits. Pour sa part, le meilleur buteur de ce groupe Merzougui (RCR), avec onze réalisations, s'est de nouveau illustré en inscrivant un doublé. A Blida, le leader, l'USMB, a été freinée dans son élan par le MC Saïda qui revient avec un précieux point où sa

défense a supporté le poids de la rencontre. Le CRBAF, quant à lui, a de nouveau trébuché en concédant ainsi sa deuxième défaite consécutive face à l'USMMH. Un but de l'international olympique Belkacemi a suffi au bonheur des Hadjoutis qui quittent ainsi l'avant-dernière place, occupée désormais par l'ESMK. En revanche, l'O. Médéa est tombé à Bousaâda face à l'ABS qui s'est extirpé de la zone rouge. Une réalisation de l'inévitable Nezouani et une autre de Bitam (ex-NAHD) ont permis aux Bousaâdis de souffler en attendant mieux. Au Khroub, le WAT a, de nouveau déçu après avoir concédé une autre contre-performance face à l'ASK. Avec ce revers, les Widadis cèdent du terrain sur le trio de tête. A Merouana, l'ABM voit sa situation se compliquer d'avantage en se faisant accrocher par l'USC. Enfin, la série noire se poursuit pour la JSMB qui a subi une autre défaite face au CABBA qui est revenu à trois longueurs seulement du troisième, le DRBT.

Ligue 2

USMMH	1	CRBAF	0
ABM	0	USC	0
CAB	3	RCR	3
USMB	0	MCS	0
ASK	2	WAT	0
DRBT	2	ESMK	0
ABS	2	OM	1
CABBA	1	JSMB	0

CLASSEMENT

	Pts	J
1. USMB	34	18
2. RCR	31	18
3. DRBT	28	18
4. CAB	27	18
5. CRBAF	25	18
-. USC	25	18
7. OM	24	17
-. MCS	24	17
-. JSMB	24	18
-. CABBA	24	18
11. WAT	23	18
-. ASK	23	18
13. ABS	21	17
14. USMMH	20	18
15. ESMK	18	18
16. ABM	14	17

Division nationale amateurs Centre
Favorable pour le groupe
de tête

A. L.

Il ne fait pas l'ombre d'un doute que la trêve de ce mois de janvier a été mise à profit par les clubs de ce groupe, qui pour fortifier leur bon classement, qui pour s'éloigner de la zone des turbulences. Il est logique d'évoquer en premier lieu le RCK, champion d'hiver avec une confortable avance sur ses deux dauphins, la JSD et la JSMC. Aujourd'hui, les Koubéens se déplaceront à Reghaïa et pourraient tirer leur épingle du jeu en raflant la mise face à un NARBR déjà battu à domicile lors de la quinzième journée. De leur côté, la JSD et la

JSMC ne devraient pas rater l'opportunité de prendre le meilleur respectivement sur l'IBL et l'USFBBA. Il en sera de même pour le PAC face à un mal classé, le MCM. Ceci revient à dire que la physionomie dans le groupe de tête ne subira probablement pas de changement notoire. Le premier remaniement pourrait concerner le CRBDB, qui avec sa visite à M'sila, est en mesure de rejoindre au tableau l'USMC, laquelle aura une tâche ardue à Oued Amizour. Enfin, le débat JSHD-IBKEK s'annonce indécis, alors que le WAB a les moyens de s'imposer à Berrouaghia, chez la lanterne rouge, l'ESB.

Aujourd'hui à 14h00

Reghaïa :	NARBR	-	RCK
Dijel :	JSD	-	IBL
Cheraga :	JSMC	-	USFBBA
Hydra :	PAC	-	MCM
Berrouaghia :	ESB	-	WAB
M'sila :	WRM	-	CRBDB
Oued Amizour :	USOA	-	USMC
Bourouba :	JSHD	-	IBKEK

Division nationale amateurs Ouest
L'OMA sur du velours, l'ESM
et le SCMO en examen



R. S.

C'est la reprise dans ce palier qui coïncide avec le déroulement de la première journée de la phase retour dans les trois groupes. Ceci dit, le suspense risque de perdurer pour connaître l'heureux lauréat où les concurrents ne manquent pas à l'exception de la position de la lanterne rouge, l'ESA qui comptabilise trois points en quinze matches joués. Lors de cette 16 e journée, le leader, l'ESM se rendra à Sidi Bel Abbès pour croiser le fer avec l'avant dernier, le CRBBB, dans un match où la victoire est impérative pour les Espérantistes, lesquels sont toujours sous la menace de leur dauphin, l'OMA qui ne compte qu'une seule longueur de retard. Ce dernier ne devrait pas éprouver de grandes difficultés pour signer leur dixième victoire de la saison avec la venue de l'IST, miné par une crise interne sans précédent ayant débouché sur une grève des joueurs. Pour sa part, le SCMO, qui complète le podium, effectuera un long déplacement à Tiaret pour affronter la JSMT. Les deux équipes

visent les trois points et ce, pour rester dans la course à l'accession. Il en est de même pour l'USR qui, après un départ laborieux, s'est relancée. Cet après midi, les Remchaois seront à Mostaganem pour un match de la confirmation devant au Wided du coach Bentayeb. Le SAM, lui aussi, ne veut pas abdiquer mais c e ceci passe impérativement cet après midi par un bon résultat à Chlef face au CRB Sendjas. A Mascara, avec onze points de retard sur le leader, le GCM reçoit le CCS dans un derby ouvert à tous les pronostics. Idem pour l'opposition s entre le RCBOR et le SKAF. Enfin, le MBH est idéalement placé pour revenir avec les trois points du stade d'Es- Sénia face à l'ESA.

Aujourd'hui à 14h00

Oued Rhiou:	RCBOR SKAF
Arzew:	OMA-IST
Mostaganem:	WAM-USR
Es Sénia:	ESA-MBH
Tiaret:	JSMT-SCMO
Sidi Bel Abbès: ...	CRBBB-ESM
Mascara:	GCM-CCS
Chlef:	CRBS-SAM

Handball - Mondial 2015
Qualification historique
du Qatar en finale

Le Qatar s'est qualifié pour la première fois de son histoire pour la finale du Championnat du monde de handball (messieurs), en s'imposant devant la Pologne sur le

score de 31 à 29, mi-temps : (16-13), hier à Doha. Le Qatar, pays organisateur du Mondial 2015, est le premier pays asiatique et arabe à atteindre la finale de la compétition.

LOCAUX

■Loue Cafétéria à BENI-SAF Ville + terrasse - Contactez : 0797.75.80.82

■A vendre Local - Acté - 18 m². HLM - USTO - Tél : 0558.48.43.39

■MOSTAGANEM - Vente Local. Sup. 191 m² avec soupenette centre-ville / MOSTA - Tél : 0552.33.80.01

■Local à louer. Sup. 85 m² - 03 rideaux - en face Marché et la Poste au Plateau St Michel - Tél : 0699.23.23.12

■Vends local 15 m² Env. - Acté - à proximité d'un nouveau Marché à Hai Yasmine 2 - Prix 490 U - Affaire à Saisir - Tél : 0668.06.07.54

■Location local 17 m² - 5 m 70 x 3 m - Commercial à Maraval - 0795.21.91.17

■Particulier cherche à louer un local pour Atelier de Broderie pour une durée de 2 ans - Paiement après avoir le chèque de CNAC - Tél : 0557.11.91.68

■Vds Local de 20 m² à 30 m du Bd principal qui mène au Commissariat et le Marché au Plateau. Convient pour toute activité - Acté - In-terminé, et non sérieux s'abstenir - Prix 250 U offert - Tél : 0775.18.93.03

■Vd/loue 2 magasins. 1er 31 m² et 2ème 90 m² de 3 rideaux et 14 m de façade situés à Miramar Rue Nancy - CV d'Oran. Nouvelle Constr. avec sanitaires - 0661.20.19.59 / 0669.56.85.70

■A vendre local 14 m² au 23, Rue Hafraat Ahmed - Ville Nouvelle (ORAN) - Tél : 0773.80.38.50

■Vds local commercial - Acté - Comprendant 02 pièces. Toutes commodités. Sup. 27 m². Double façade - Cité CNEP Othmania - Tél : 0774.29.63.52 - Prix après visite

■Dispose d'un local commercial - 160 m² - Avenue Sidi Chami (ORAN) : Recherche Associé - Tél : 0554.71.96.46

■Loue local commercial 120 m², situé au Boulevard Wahran Boumediene - Courbet - à côté de cafétéria Diplomate - Tél : 0550.48.52.45

■Loue Local à Akid Lotfi - 100 m² (40 + 60) DDS, FP, Rid. Electrique. Vit. Sanit. - 0555.70.76.43

■A.V. Lot Zone d'Activités à SENIA Kara 2 : 9.600 m² une seule façade - Tél : 0556.92.12.39

■Vds ou Echange Local commercial double façade - 2 entrées - Sup. 39 m² - Bien situé 06 Bd, Zabana - ORAN - Tél : 0550.59.01.57

■A vendre ou A louer Parking couvert. Sous-Sol. Cité Perret centre-ville ORAN - Sup. 845 m² - Acté - Tél : 0799.38.32.17 - 0770.73.80.52

■Vds / Loue Parc 1.040 m² bâti 330 m² Zone d'Activités Hassi El Ghella (20 Km Ain Témouchent) - Téléphonez à Mr CHIALI Daoudi : 0553.91.45.72 / ORAN - ou Mr HAKIM : 0556.98.02.44 / ALGER

■A louer un grand Showroom superficie 600 m² à Cité EmirAEK sur le grand boulevard vers Senia en face ALVER - Tél. 0771.39.77.21 - 0550.22.16.19

■Loue 5 locaux à usage de Bureaux (Accepte ANSEJ et CNAC) Cité Point du Jour - ORAN - Tél : 0550.17.48.48

■Loue ensemble ou séparément local 37 m² + local 23 m² + sous-sol 355 m² - bien aménagés - toutes commodités - endroit très convoité à Dar Essalem - ORAN - Téléphonez au : 0550.243.160

■Vds magasin 60 m². Très bien aménagé. Au Centre-ville : Rue Cavaignac - ORAN - Tél. 0661.20.55.86 - 0560.31.76.80

DIVERS

■Institut SELMANE lance des Formations pratiques : WIN CC flexible par PLL Simatic Manager - Automate programmable Station 300 - Electricité industrielle - Tél: 0554.585.608

■Cours de soutien Maths - Physique - Sciences (Lycée - Moyen - Primaire + Prog. Cned) à domicile ou en petits groupes - Tél : 0560.67.92.02

■Institut SELMANE lance des Formations pratiques : Instrumentation - Maintenance PC portable Soft / Hard - Installation Caméra / Alarme - Tél : 0554.585.608

■Vends : 3 Micro-ordinateurs avec Table marque SAMSUNG 19" peu servi / RENAULT Trafic 1987. Moteur R21. 1,8 / Bétonnière 440 - Tél : 0795.21.91.17

■SAC PLUS propose pour « ANSEJ - CNAC » Mach. « Mouchoirs, Serviettes, Gobelet » - « Conditionneuse » - 036.65.33.34/35/36 - 0555.62.34.91/92

■Vds Plieuse + Guillotine 2500 et. 3 m + Rouleuse 2500 + Vet et Contre Vet pour Plieuse + Perceuse radiale - 0772.20.11.17 - 0772.36.60.77

■A louer Licence de café pour la Wilaya d'ORAN - Tél : 0554.36.09.92

■Vends Unité de Fabrication de Sachet - Extrudeuse Haute et Basse Densité - Soudeuse bretelle - Soudeuse Congélation double piste de marque Quenns - Le tout en marche - Tél : 0771.66.32.00

■Vends des Objets ayant appartenu à la crèche suivants : 1 Lot de Jouets (Made in France) - 1 Lot de Livrets de chansons (Made in France) - 2 Bancs en Chêne de 1 mètre 50 de long - Tél. à partir de 17 H au : 041.25.41.36

■Vds Machine de Prod. Matelas mousse en discontinu & Coupeuse verticale allemande et Enrôleuse & Broyeur - Tél : 0550.26.77.77

■Affaire à Saisir. ORAN : Vends Groupe Elect. Capoté. Insonorisé. Démarrage automatique. Puiss. 250 KVA. Moteur CUMMINS - USA - Génératrice MAGNA PLUS - USA - Curieux s'abstenir - Prix très intéressant - 0554.34.94.36

■Vends Canapés de lux de marque Cuir Center du Groupe Roche Bobois à prix discount - Tél : 0551.73.28.94

■Prends en charge des Travaux de Démolition : Gros Oeuvres - Maçonnerie Gle - Décorat. Façade - T.C.E. - Fourniture et Pose. Clés en main avec Garantie - Tél : 0555.20.05.90 - 0770.97.35.82

■Un Professeur de mathématiques donne des cours de soutien individuels à domicile de l'élève pour les niveaux : 1ère AS, 2ème AS et 3ème AS (toutes les branches) - Tél : 0770.39.41.55

■Salon d'Esthétique Mme TABET Diplômée de France : Epilation définitive corps, Gde qualité, sans douleur - Soin Lifting sans chirurgie. Résultat immédiat - Vente Prod. Cosm. Français - à Maraval - ORAN - Tél : 0558.14.67.11

■Import Médical vend : Radiographie Couleur Doppler 2 - 4 D et NB). Neuf - Appa. Laser CO2 - Fauteuil dentaire - Autoclave - Caméra orale - Compresseur - ECG... etc. - Tél : 0771.63.32.73

■UniBeauté Ecole Professionnelle lance les spécialités : Soin du visage - Maquillage - Epilation à la cire - Manucure et Pédicure - Massage / Adr : 04, Rue Ezzaoui Mustapha - Gambetta - Oran - 041.53.32.23

■Préparation BAC et BEM. Cours méthodiques et rentables de soutien scolaire en Maths et Physique - Tél : 0542.40.20.36 - ORAN-Est

■Vends Cylindre Heidelberg Format 56 cm x 77 cm en bon état - Tél : 0553.44.69.16

■UniBeauté Ecole Professionnelle lance les spécialités : Technique de Coiffage, Chignons, Coupe, Coloration, Permanente et Défrisage - Tél : 041.53.32.23 / Adr: 04, Rue Ezzaoui Mustapha - Gambetta - Oran

■A vendre : Chambre à coucher : 70.000 DA (un grand lit + deux tables de nuit + une coiffeuse) - Salon 5 places avec Table : 40.000 DA - Salle à manger : Table + 04 Chaises : 32.000 DA - D'origine MALAISIE - Tél : 041.54.10.20

■Achat et Vente : Badyia - Djellaba - Pyjama - Kaftan - Mansouria... etc. et tout type Article de femmes en gros et même en solde - Contacter Tél : 0778.41.50.90 - 0661.66.11.06 - 0555.88.28.23

■SAC PLUS propose pour « ANSEJ - CNAC » Mach. « Impression G. Format - Gravure Num. sur Bois » - 036.51.47.14 - 0555.62.34.93/94/95/96

■SAC PLUS propose pour « ANSEJ - CNAC » Machines Transformation « Plastique, Papier, Carton » - 036.51.47.14 - 0555.62.34.97/98/99

PENSÉE



Le 31 Janvier 2011 nous quittait ma très chère mère **BENSID AHMED Rekia** et mon unique frère **KHENTOUCHE M'hamed**. Nous demandons à tous ceux qui les ont connus et aimés d'avoir une pieuse pensée en leurs mémoires. Ta fille qui t'aime tant et tes petits-fils Amine, Sofiane, Walid, Samy, Nadja et leur père Abdennour
إنا لله وإنا إليه راجعون

40ÈME JOUR / REMERCIEMENTS

En cette veille du 40ème Jour du décès de leur très cher et regretté **MALTI Fadhallah** qui a eu lieu le 29-12-2014, les familles **MALTI - BEREKSI REGUIG - ABDELJALIL - BARAKA** - son épouse, ses enfants et ses petits-enfants remercient vivement toutes les personnes qui, de près ou de loin, ont partagé leur douleur et les prient de trouver ici le témoignage de leur gratitude.
Ton épouse et tes enfants
« Ina Lillahi wa ina llaïhi radjoun »

PENSÉE

Cela fera 18 ans le 30 Janvier 2015 que nous quittait à jamais notre cher **KHELIL HABIB** mari et père laissant un immense vide.
«Tu n'es plus là où tu étais, mais tu es partout là où on est» Victor Hugo.
Ta famille demande à tous ceux qui t'ont connu et apprécié d'avoir une pieuse pensée en ta mémoire.
«A Dieu nous appartenons et à Dieu nous retournons».
Mehdi - Feriel - Sarah - Narimène



40ÈME JOUR

A la mémoire de notre chère et regrettée mère **Mme BENLALDJ née KALAÏDJI Saliha**. Cela fait 40 jours que tu nous as quittés ; ni larmes versées ni temps passé ne pourront guérir notre plaie. Tu nous as laissé un grand vide, tu resteras toujours présente dans nos cœurs.
Ton mari, tes fils, tes filles
Lamia et Souhila



PENSÉE

A la mémoire de mon cher époux **GOUAÏCH Abdellah** - Sonelgaz Mostaganem - qui nous a quittés cela fait déjà 5 ans, le 30/01/2010. Les êtres chers ne meurent que quand on les oublie. En ce douloureux souvenir, nous demandons à tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire. Repose en paix cher époux. Ta femme T. et tes enfants Touati, Mohamed, Mustapha et tes deux petits-enfants Abdallah et Ibrahim que tu as tant souhaité de les voir entre tes mains, mais hélas, prient pour toi.
الله يرحمك



PENSÉE

Le 31-01-2014 notre chère maman **EL-KABADJ HAMIDA née GHOUTI** fermait doucement les yeux. La douleur qui nous serre le cœur renforce notre certitude que celle que nous avons tant aimée et perdue n'est certes plus où elle était, mais elle est partout où nous sommes. Prière d'avoir une tendre pensée pour elle. " Le vrai tombeau des morts est le cœur des vivants " Sa fille et toute sa famille

DÉCÈS

Les familles **LEFDJA** ont l'immense douleur d'annoncer le décès de leur chère regrettée mère et grand-mère **LEFDJA LAHOUARIA** survenu à l'âge de 69 ans Les familles **LEFDJA, LEBSIR, HADJ SAHRAOUI, MEFTAH, HANSAL, BOUNAHAL, TAIBI, MINIRI** demandent à tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire. Adresse : 02 Rue Hami Ali (les environs de Stade CALO)



PENSÉE

KHELIL HABIB 30 Janvier 1997. Beaucoup de tristesse et de peine en pensant à toi, et en même temps beaucoup de fierté et d'honneur en me rappelant de qui tu étais et de tout ce que tu as fait. Tu es mort pour ton pays et ça personne ne l'oubliera. Une pensée pour toi.
Ton fils MEHDI



ذكري و ترحم
في الذكرى الأربعينية للمرحوم **غوتي ميلود** ولد في 1942/04/16 بمعسكر وتوفي في يوم 2014/12/13 أبنة غوتي هوارى و كل العائلة تطلب كل من عرف الفقيد أن يدعوا له بالرحمة والمغفرة و يسكنه فسيح جناته.
إنا لله وإنا إليه راجعون

CLINIQUE MEDICO-CHIRURGICALE EN-NADJAH

Rond-point USTO - ORAN BP 4177

Tél : 041 70 60 42 / 43 / 45 Fax : 041 70 60 40 / 41

E-Mail - salahzatout@yahoo.fr

La clinique médico-chirurgicale ENNADJAH, sise au rond-point USTO ORAN,

informe l'ensemble de ses patients et autres intervenants de ses nouveaux

numéros de téléphone et autre fax :

Tél : 041 70 60 42 / 041 70 60 43 / 041 70 60 45

Fax : 041 70 60 40 / 041 70 60 41

Mobile : 0550 57 80 97

IMPORTANTE SOCIETE PRIVEE

EN AGRO-ALIMENTAIRE

RECRUTE DANS L'IMMEDIAT

02 - Ingénieurs en Contrôle de Qualité ou Science Alimentaire

(Expérience minimum de 03 années)

06 - TS ou DEUA en Electromécanique, Electrotechnique ou Automatisme

(pour poste : Opérateur sur machine)

01 - Technicien en Froid

01 - Gestionnaire des Stocks

Adresser C.V. à : clmellal@yahoo.fr



SOCIETE DE GESTION DES PARTICIPATIONS REALISATIONS ET BATIMENT " INDJAB "
Entreprise de Réalisations d'Ouvrages Industriels / Ouest
E.P.E. ENRI/OUEST

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL N° 01 / 2015

L'Entreprise de Réalisations d'Ouvrages Industriels E.N.R.I. / Ouest lance un avis d'appel d'offres national pour : la fourniture et pose de rideaux en Mischler pour la façade principale de l'entreprise. Les soumissionnaires intéressés par le présent avis, peuvent retirer le cahier des charges auprès du Département Investissement de l'entreprise, sis à l'adresse ci-dessous contre le paiement de la somme de cinq mille (5000,00 DA) dinars

Département Investissement
Entreprise de Réalisations d'Ouvrages Industriels E.N.R.I. / Ouest
Adresse : Route d'Es-Sénia rond-point ENSEP Oran

Les soumissionnaires devront présenter leurs offres techniques et financières contenues dans deux enveloppes séparées, fermées, scellées et cachetées. Les deux enveloppes seront mises dans une enveloppe extérieure anonyme fermée qui portera la mention :

«**A NE PAS OUVRIR**»
AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL N° 01 / 2015
« **Fourniture et pose de rideaux en Mischler pour la façade principale de l'entreprise** »

Le dépôt des offres se fera à l'adresse indiquée ci-dessus. La date limite de dépôt des offres est fixée à quinze (15) jours à compter de la date de la première parution du présent avis dans la presse nationale. Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres durant une durée de cent vingt (120) jours, à compter de la date limite de dépôt des offres fixée ci-dessus.

ENTREPRISE DE PROMOTION IMMOBILIERE

VEND

- 02 Locaux commerciaux (100 m²) - 02 Bureaux 54 et 65 m²
- 01 F2 - 52 m² + 01 F4 - 104 m² + 01 F3 - 90 m² + 02 F3 - 79 et 76 m²

Adresse : 08, Rue Alexandre Nobel - Gambetta - Oran.

Tél : 040 22-94-47 Mob : 0661 20-16-44

FÉLICITATIONS

A ma femme

Chérifa Hakima MEMOU ép. MOKEDDEM

A l'occasion de ton obtention assurément méritée du titre de Docteur en Chimie avec mention très honorable et félicitations du jury, je tiens à te dire que je suis tellement fier de toi pour tout ce que tu es et pour tout ce que tu fais... et je t'aime tant !

Ton mari

Pourquoi l'Algérien n'aime pas le changement ?

Par Ouandjli Mustapha

Se regarder dans les miroirs est devenu une de nos activités à plein temps. La question qui se pose : que cherchons-nous à voir ? Pour répondre à cette question, elle m'est venue à l'esprit l'histoire de blanche neige et le miroir du temps, et particulièrement la phrase «miroir, mon beau miroir, suis-je la plus belle». Chaque jour, année après année, la méchante marâtre de blanche neige interroge son miroir. Un jour, il lui fait cette réponse insupportable. «Madame la reine, blanche neige est mille fois plus belle que vous» une façon de dire que le temps passe, les générations se succèdent et les humains sont mortels. Alors, la vie n'est pas toujours constantes et la même. Elle est en constante évolution. C'est pourquoi le changement est la seule chose constante dans notre vie. Au début du 20^e siècle, le physicien russe Alexandre Friedmann et le cosmologue belge George Lemaitre ont estimé d'après des calculs théoriques que l'Univers est en mouvement constant et en expansion. Dans le même contexte, l'expansion de l'univers a été décrite dans le Coran comme suit: «Le ciel, Nous l'avons construit par Notre puissance et Nous l'étendons [constamment] dans l'immensité.» (Coran, 51 :47).

De ce fait, l'univers n'a pas un caractère constant, mais en réalité un commencement et qu'il est sans cesse en expansion. Le changement est un des outils les plus grands de la communication dans l'univers. C'est à travers les différentes circonstances qui sont toujours en évolutions que nous pouvons se rencontrer, grandir et apprendre à devenir de meilleures personnes.

POURTANT, COMBIEN D'ENTRE NOUS AIMENT EMBRASSER ET ACCUEILLIR LE CHANGEMENT ?

Pour répondre à cette question, vous pourriez vous demander pourquoi nous résistons au changement, même si nous savons dans nos esprits que le changement est important. La réponse est qu'une personne ne veut pas reconnaître les changements qu'il voit dans l'environnement extérieur, c'est pourquoi, il deviendra frustré et déprimé parce que sa conscience interne est encore à faire face aux changements extérieurs. Jean-Claude Guillebaud est l'un des penseurs contemporains les plus appréciés et qui a beaucoup travaillé sur la tendance au pessimisme qui domine le monde. Il pense que l'homme n'est pas capable de déceler les transformations qui arrivent dans le monde, car Il est plus facile de voir disparaître le vieux monde que nous connaissons bien. En revanche, apercevoir l'autre monde qui germe est compliqué. Il reste énigmatique, indéchiffrable.

Souvent, lorsque nous avons le nez collé sur un événement, nous sommes les moins bien placés pour le comprendre. C'est après coup que nous prenons la mesure de ce qui s'est passé. Comme l'a parfaitement dit Gandhi, «un arbre qui tombe fait beaucoup de bruit, une forêt qui germe ne s'entend pas». Il faut donc faire un effort d'attention. Nous devons être à l'affût, observer les changements, car certains peuvent être synonymes d'espérance.

POUR CHANGER, IL FAUT VAINCRE LA RÉSISTANCE AU CHANGEMENT

La résistance au changement peut être décrite comme étant la manifestation d'une réticence à modifier ses comportements, représentations ou idées. Elle apparaît tout d'abord dans les habitudes de fonctionnement de l'individu ou du système : Refus de nouveautés (toute nouveauté fait naître un sentiment d'inquiétude). Ainsi, la résistance au changement est inhérente à la nature humaine et elle est le produit d'un système et d'un individu. Le fondement théorique nous dit qu'il est difficile pour l'être humain d'accepter une chose et son contraire, de faire siennes deux idées qui s'opposent. Si tel est le cas, la personne se trouve dans un état psychologique tout à fait désagréable dont on cherchera à s'échapper le plus rapidement possible. Il peut aussi apparaître lorsqu'il nous arrive parfois d'avoir un comportement ou une attitude contraire à nos valeurs ou principes.

Si je reçois une information ou une idée qui contrarie ce que je sais ou pense déjà, le déséquilibre cognitif est créé. La manière la plus radicale et efficace de réduire cette dissonance est de rejeter purement et simplement cette nouvelle donnée.

Alors, toute personne agissant depuis de nombreuses années selon un certain nombre de principes et valeurs profondément ancrées, aura donc les plus grandes difficultés à les modifier et il a tendance à rejeter de nouvelles idées ou méthodes de fonctionnement.

D'autre part, la psychologie nous fournit également quelques éléments de réponse. La pression à la conformité sociale nous amène souvent à rejoindre l'opinion de la majorité, par peur du rejet, par besoin d'identification et d'appartenance, parce que nous avons tendance à penser que la vérité se trouve dans la majorité.

Ceci explique en partie pourquoi les représentations sociales sont difficiles et longues à modifier.

Par contre, il reste que la culture est sans aucun doute un paramètre très important à prendre en compte.

Pour Malek BENNABI le problème de culture ne se pose pas du tout dans l'abstrait, au théâtre, au cinéma, dans le cabinet de travail d'un romancier ou dans le style d'une danse folklorique, mais dans un champ que nous labourons à l'école où nous envoyons nos enfants, dans les rues où se trouve une forme quelconque de notre vie et de nos activités manuelles ou intellectuelles. L'individu ne doit pas ses qualités sociales à la formation scolaire, mais à des conditions propres à son milieu. Dans le même contexte, il site que l'Allemagne en 1945 ne disposait plus de machines, ni de marks, ni de dollars, ni même de souveraineté nationale. Mais, ce qui refait l'Allemagne, c'est l'esprit allemand : celui du berger, du laboureur, du mécanicien, de l'employé, du pharmacien, du médecin, de l'artiste, du professeur. En un seul mot, c'est la culture allemande qui a refait l'Allemagne.

L'Algérie est un pays assez conservateur. Dans ce type de pays, il régnait dans leur champ d'activité qu'ailleurs, un climat de morosité, de

fatalisme, d'opposition et de suspicion. Cela génère une attitude générale défensive, se caractérisant par la recherche des failles, des défauts, des faiblesses, des points plutôt négatifs que positifs de la plupart des nouveautés et changements.

Par exemple, en Algérie, quand on propose une idée nouvelle ou un changement, on nous répond que ce sera difficile, que cela a peu de chance de fonctionner et qu'il y aura des difficultés, mais dans autre pays comme les Etats unis ou un des mythes fondateur de sa culture est l'esprit libéral qui signifie pour eux «progressiste» en matière de mœurs et d'opinion. On trouve plutôt que l'idée ou le changement intéressant et on incite les gens à essayer.

EST-IL POSSIBLE POUR L'ALGÉRIEN DE CHANGER ?

Nous ne voyons pas le monde tel qu'il est, mais en fonction de ce nous sommes, ou tel que nous sommes conditionnés à le voir. Quand nous décrivons ce que nous regardons, c'est nous –même que nous décrivons, en fonction de nos perceptions. Si quelqu'un nous contredit, nous pensons tout de suite qu'il n'est pas sincère ou manque de discernement. Or, chacun voit le monde à travers la lunette que lui fournit son vécu.

Plus nous prenons conscience de l'existence de nos suppositions et de l'influence qu'exerce sur nous notre vécu, plus nous devenons responsable de ces perceptions et nous pouvons les examiner, les mettre à l'épreuve de la réalité, écouter les autres, rester ouvert à leurs perceptions. Nous obtenons ainsi une image panoramique plus objective.

La recherche des valeurs et perceptions qui sont à l'origine de notre incapacité à changer, nous conduit à un siècle et trente ans de lutte contre le colonisateur ces dernières nous ont laissé beaucoup de séquelles. Pour ne pas se laisser enraier par le colonialisme, dont le but était de détruire la société algérienne, il fallait résister par immobilisme. Cette attitude figée a été un facteur inhibiteur des potentialités créatrices de changement. Cela s'est traduit par un rejet de toute ressemblance avec l'Occident souvent jugé suspect. De ce fait, sans le savoir, même la science est rejetée en même temps que son propriétaire par certains.

Le syndrome de l'histoire du colonel Bendaoud résume un peu notre perception et incapacité à accepter et se changer avec notre temps. «Un Arabe est un Arabe, même s'il s'appelle le Colonel Bendaoud». «... Une légende qui rapporte que vers la fin du XIX^e siècle, le premier Saint-Cyrien algérien du nom de Bendaoud avait réussi à franchir les échelons de la hiérarchie militaire pour se retrouver colonel dans l'armée française. Un jour, lors d'une réception où il y avait des personnalités du gouvernement français en visite en Algérie, le Colonel Bendaoud se vit refuser l'entrée, alors que des officiers moins gradés que lui y étaient acceptés. Bien évidemment, la différence est que lui était un «indigène». Même sa bravoure et son courage dans les combats au sein de l'armée française, l'attachement qu'il vouait sincèrement à la France qu'il aidait

d'ailleurs de son mieux dans son œuvre de colonisation, ne lui auront finalement pas servi à grand chose.

Il finira par démissionner de l'armée française «à cause de cette injustice et cette inégalité flagrante». Depuis, cette affaire du Colonel Bendaoud a longtemps hanté l'imaginaire algérien.

Les us et les costumes des peuples sont modelés par les religions. Aussi, loin que l'on remonte dans le passé de l'histoire de l'homme, il y'a toujours trace d'une pensée religieuse.

Le sens religieux de l'homme est reconnu comme facteur essentiel de toute civilisation. On lisant les paroles d'Omar Ibn Khattab sur l'état des arabes avant et après l'Islam, nous pourrions ainsi comprendre l'effet de la religion sur les peuples «Nous étions avilis et l'islam nous a honorés!».

Par ailleurs, l'article de Omar AKTOUF, Renée Bédard et Alain Chantal intitulée «Management, éthique catholique et esprit du capitalisme : l'exemple québécois» nous permet de constater que la religion est un des paramètres qui a pu aider les québécois de battre le sentiment d'impuissance et aller vers le changement.

«Omniprésente à cette époque (avant les années 60), la religion catholique fournissait un système de représentations collectives qui exaltaient la mission confiée aux familles canadiennes-françaises et justifiaient pleinement leur histoire et leur situation économique. Sur le plan social, la messe du dimanche et les nombreuses fêtes religieuses donnaient l'occasion de partager et de renforcer ces valeurs spirituelles et communautaires. L'isolement, causé, par la dispersion de la population, par le caractère rudimentaire des moyens de communication et de transport et par les rigueurs des longs hivers, expliquait que le village ou la paroisse était le centre de l'organisation sociale» (Extrait de l'article).

Malheureusement, nous avons hérité d'un Islam qui s'est délesté de sa dynamique. Cette force motrice réside dans la perception de la vie dans sa double conception : Dîn et Dunyâ.

«Dîn» désigne l'ensemble de ce que le Prophète a apporté (que cela soit présent dans le Coran ou la Sunna)

«Dunyâ» désigne les éléments que les sources de l'islam n'ont pas vocation à enseigner.

Dans ce contexte, l'homme aurait un rôle de «khalifa» cette gérance qui lui est conféré donne donc à l'homme le droit de choisir et celui de tirer profit des ressources terrestres : «Dieu est Celui qui a fait descendre du ciel une eau puis a fait apparaître grâce à elle des fruits, comme nourriture pour vous.

Et Il a assujéti pour vous le navire afin qu'il vous sur la mer par Sa Permission. Et Il a assujéti pour vous les fleuves. Et Il a assujéti pour vous le soleil et la lune, voués à un perpétuel mouvement.

Et il a assujéti pour vous la nuit et le jour. Et Il vous a donné de tout ce que vous Lui avez demandé. Et si vous comptez les bienfaits de Dieu, vous ne pourrez les dénombrer...» (Coran 14/32-34).

Dans sa mission de gérance du patrimoine, il y'aura augmentation du

patrimoine sans gaspillage et tout en préservant l'environnement.

De ce fait, on ne peut changer le comportement de l'individu sans intervenir sur son système de perception et de représentation. Cette conception est étroitement liée aux différents modèles de référence inspirés par les valeurs sociales c'est-à-dire par sa culture. Or, les modèles qui inspirent les musulmans sont déconnectés du présent, et préparant uniquement à l'au-delà, la vie sur terre est souvent reléguée au second plan.

Si vous demandez à un Algérien, quelle est la chose la plus précieuse que vous possédez ? IL vous répond: la religion, la santé, les parents, les enfants, l'argent, la beauté. Par contre, la chose la plus précieuse après notre religion bien sur, c'est le temps. Evidemment la majorité de nous ne sont pas convaincu. C'est parce qu'on accorde peu d'importance au temps. Dans la Sourate: Le Temps (Al-Asr). Allah jure par le temps et Il ne jure que par ce qui est précieux et qui a de la valeur.

Un jour, un ami avait un rendez-vous avec un non musulman, arrivé en retard. Dès qu'il arrive, il lui demande : tu es musulman ? Il lui répond oui, il lui dit tu fais tes prières aux heures fixées ? Il lui répond oui. Tout d'un coup, il a commencé à réaliser ce qu'il voulait lui faire comprendre. Alors, il était gêné.

Bien entendu, cet exemple illustre bien la discordance entre les deux comportements, qui est du, à la séparation du spirituel et du social dans la personnalité du Musulman.

Sans un effort de création originale, il nous sera difficile de faire face aux problèmes qui se posent à notre développement.

Nous devons réaliser que riposter aux défis du monde moderne, à l'aide de fausses solutions que nous offre le refuge dans la tradition et l'immobilisme qui en découle, n'est pas la solution pour aller de l'avant. Nous devons réaliser nos propres formes de symbiose avec le monde moderne. Sans sacrifier bien entendu notre patrimoine socio-culturel.

Nos élites doivent lire le Coran avec les yeux d'hommes qui ont eu le génie de résoudre à partir de la révélation éternelle du coran, les problèmes de leur époque. Alors, que nous ne pouvons pas résoudre les problèmes de la notre en nous contentant de répéter leurs formules. Mais il faut trouver la source vivante, et le dynamisme créateur de l'Islam matinal.

A la fin, si nous voulons réaliser des changements minimes dans notre vie, il nous suffit peut-être de nous pencher sur nos idées et nos comportements. En revanche, si nous recherchons des changements significatifs, il nous faut travailler sur nos représentations du monde, sur nos paradigmes.

Pour voir les modifications engendrées par le changement de paradigme. Les démocraties d'aujourd'hui nous illustrent bien le changement positif de paradigme.

Durant des siècles, le concept traditionnel du gouvernement reposait sur la monarchie, sur le droit divin des rois. Un nouveau paradigme se développa ensuite: le gouvernement du peuple, pour le peuple.

Ainsi la démocratie libérale une incroyable énergie et une immense créativité humaine, en imposant un niveau de qualité de la vie, de liberté et d'espoir jusqu'alors inégalés dans le monde.



06.30 émission sabah el khir
07.00 Journal télévisé
07.15 Reprise sabah el khir
09.05 Saidati
10.00 Bouhayert el chebout
10.25 Fariq el kounghou
10.50 El mirqab (feuilleton arabe)
11.30 Min waqiouna

12.30 Résumé CAN 2015
12.45 Djaichouna (émission)
13.00 Journal télévisé
13.30 Harat el tanabir (feuilleton)
14.30 Zain darek
15.00 Methode zoe (série)
16.00 Studio sighar
16.30 El mamaliq el thalat
17.30 Himayet el ardh
18.00 Journal télévisé amazight

18.20 lbhar (émission)

20.00 Journal télévisé
20.50 Resumé CAN2015
21.15 Lil fen el djazairi Asmaa
22.15 Night bus
22.45 Daouri el mohtarifine



10.00 Thé ou café
10.50 Motus
11.25 Les Z'amours
12.00 Tout le monde veut prendre sa place
12.45 Point route
13.00 Journal
13.20 13h15, le samedi...
14.05 Mon Envoyé spécial
14.50 Patinage artistique
16.30 Un jour, un destin
18.10 Pyramide
18.45 Mot de passe
20.00 Journal

20.51 Adamo & Bécaud, le grand show



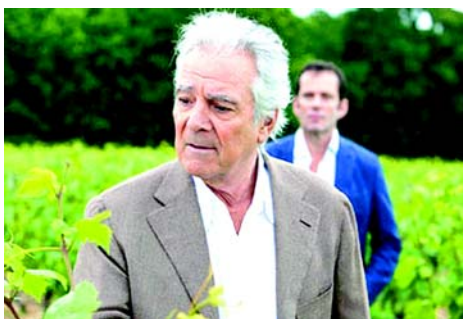
Entouré de nombreux artistes de différentes générations, le chanteur Salvatore Adamo, qui sera sur la scène du Grand Rex à Paris le 7 mars, célèbre ses 50 ans de carrière et rend hommage à

son ami Gilbert Bécaud, décédé en 2001. En duo, en trio et en solo, Julien Clerc, Kendji Girac, Serge Lama, Calogero, Chimène Badi, Vincent Niclo, Hélène Ségara, Roch Voisine, Dany Brillant et Jeanne Cherhal reprennent quelques-unes des plus belles chansons du répertoire...
23.05 On n'est pas couché



09.33 Les lapins crétiens . invasion
10.24 Les Dalton
11.06 Shaun le mouton
11.30 La voix est libre
12.00 Journal
13.25 Les grands du rire
15.00 En course sur France 3
15.25 Dans votre région
16.45 Expression directe
17.00 Les carnets de Julie
17.55 Questions pour un champion
18.30 Avenue de l'Europe
19.00 Journal régional
20.05 Tout le sport
20.20 Zorro

20.50 Le sang de la vigne



- **Boire et déboires en Val de Loire Avec Pierre Arditi, Catherine Demaiffe,...**
L'œnologue Benjamin Lebel se rend chez Léo Delhomme pour sélectionner ses grands crus en vue d'une vente caritative. Pour cet acteur riche et célèbre, c'est l'occasion de revenir sur le devant de la scène. En effet, depuis plus d'un an, il s'est retiré dans son château du Val de Loire à la suite du décès de sa femme et partenaire, Fanny, assassinée lors d'un tournage. Lors de son séjour, Lebel retrouve Marco Ferri, un ami reporter de guerre.
22.25 Soir 3
22.45 La chartreuse de Parme



11.20 La maison France 5
12.25 Les escapades de Petitrenaud
12.55 C à vous, le meilleur
14.10 Au coeur des tribus
15.10 Hélène et les animaux
16.10 Brésil sauvage
17.05 Chypre
18.05 Les routes de l'impossible
19.00 Les grandes questions
20.00 Entrée libre
20.35 Echappées belles
22.10 Vu sur Terre
23.00 L'oeil et la main



08.45 360°-GEO
09.40 Contes des mers
14.00 Yourope
14.30 Voyage aux Amériques
15.10 La route des sommets
18.10 Cuisines des terroirs
18.35 Arte reportage
19.30 Le dessous des cartes
19.45 Arte journal
20.00 360°-GEO
20.45 Silix and the City
20.50 Stockholm 1628, l'aventure du «Vasa»
22.20 Pif, l'envers du gadget



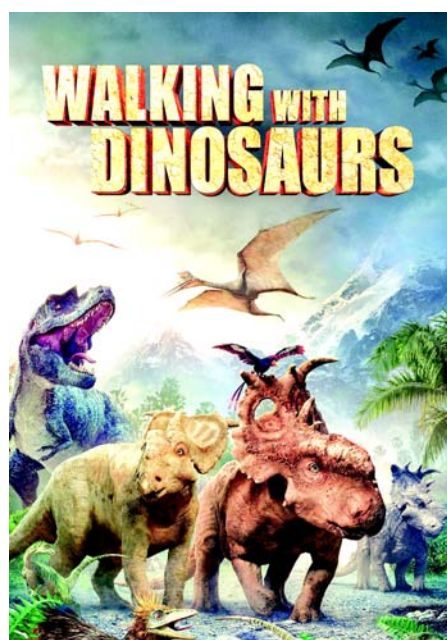
10.00 Questions à la une
11.00 T.T.C.
11.30 OUTRE-Zapping
12.00 200 millions de critiques
13.00 Questions pour un champion
13.30 Journal (RTBF)
14.00 Du côté de chez Dave
15.00 Vivement dimanche
16.30 Acoustic
17.00 En quête d'aventure
18.00 64', le monde en français
18.20 Terminiennes
19.00 64', l'essentiel
19.05 Les carnets de Julie
20.00 Epicerie fine



CANAL+ CINEMA 20.50

LA VOLEUSE DE LIVRES

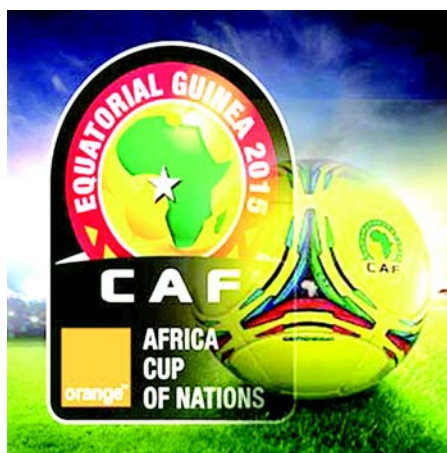
Avec Sophie Nélisse, Geoffrey Rush
La voleuse de livres En 1938, la jeune Liesel, dont la mère ne peut plus s'occuper, est recueillie par les Hubermann, un couple vivant près de Munich. Si le contact avec sa nouvelle mère est difficile, elle s'entend bien avec père adoptif, Hans, qui lui apprend à lire. Dans le même temps, Liesel se lie d'amitié avec le jeune Rudy. Mais alors que le climat politique se dégrade de plus en plus, Max, un jeune juif, dont le père a jadis sauvé Hans, trouve refuge chez les Hubermann.



CANAL+ family 20.50

SUR LA TERRE DES DINOSAURES

Ricky accompagne son oncle lors d'une randonnée en forêt. Là, un oiseau commence à lui raconter l'histoire de Patchi, un petit dinosaure ayant vécu 70 millions d'années auparavant. Plus petit que ses frères, il a du mal à se faire respecter. Lors de sa première migration vers le Sud, la famille se trouve pris au piège entre une forêt en feu et de terribles prédateurs. Cachés sous un arbre, Patchi assiste avec son frère Roch à la mort de leur père. Le lendemain, les deux jeunes dinosaures rejoignent un autre troupeau. Mais ils sont attaqués par des gorgosaures.



CANAL+ SPORT 20.15

Tunisie / Guinée équatoriale

- **CAN 2015. 2e quart de finale.**
Dans le groupe B, le Cap-Vert de Ryan Mendes et la Tunisie partaient avec la faveur des pronostics pour décrocher la première place de la poule. Lors de la dernière édition de la CAN, les Capverdiens avaient été éliminés en quart de finale. Dans le groupe A, le Burkina Faso, finaliste en 2013 brigait logiquement un des deux billets pour la phase finale. La Guinée Equatoriale, le pays organisateur, tentera de sortir du premier tour.



20.55 The Voice, la plus belle voix



TOUS LES SAMEDIS 20.55

08.10 Téléshop-ping samedi
10.10 L'affiche de la semaine
10.25 Tous ensemble
11.10 Tous ensemble
12.00 Les douze coups de midi
12.48 Météo
13.00 Journal
13.20 Reportages
15.15 Joséphine, ange gardien
17.05 Tous ensemble
17.55 50mn Inside
19.50 Là où je t'emmènerai
20.00 Journal

Pour cette quatrième soirée d'auditions à l'aveugle, Mika, Florent Pagny, Jenifer et Zazie reçoivent de nouveaux talents. Accompagnés par un orchestre live, ces derniers viennent tour à tour se présenter sur scène pour interpréter une reprise. A l'inverse des télé-crochets concurrents, ils n'ont que leur voix pour convaincre les quatre coaches, qui leur font dos. Si un seul se retourne, le candidat rejoint automatiquement son équipe.



20.55 NCIS : Los Angeles



08.15 M6 boutique
10.30 Cinésix
11.15 C'est ma vie
12.40 Météo
12.45 Le 12.45
13.05 Scènes de ménages
14.40 Top chef
17.20 Top chef, les secrets des grands chefs
18.35 Un trésor dans votre maison
19.40 Météo
19.45 Le 19.45
20.10 Scènes de ménages

- **En sous-marin Saison : 6 - Episode : 1 Avec Chris O'Donnell, LL Cool J,...**
Sam et Callen sont pris au piège dans un sous-marin équipé par des terroristes pour neutraliser un porte-avions nucléaire américain qui se trouve à San Diego. Malgré les consignes très strictes de sa hiérarchie, Hetty met tout en œuvre pour les aider et décide de cesser de faire ses rapports à Washington jusqu'à nouvel ordre.



20.45 Rugby : Castres / Toulouse



Les Castrais se retrouvent dans une situation d'urgence. Finalistes du championnat la saison dernière, les Tarnais étaient en position de relégables au terme de la 16e journée. Pour espérer se maintenir, les coéquipiers de Piula Faasalele sont contraints de prendre un maximum de points à domicile durant les matchs retours. Ce soir, les Tarnais n'auront pas la tâche facile face à Toulouse.
22.35 Jour de rugby

09.30 Permis de tuer
09.55 Gomma
11.30 Album de la semaine
12.00 Importantissime, les coulisses de l'émission
12.10 Le petit journal de la semaine
12.45 Le tube
13.45 L'effet papillon
14.25 Samedi sport
14.35 Rugby
16.25 Avant-match
16.30 Football
18.25 Samedi sport
18.30 Football



09.25 Marvel Avengers Rassemblement
11.00 Dragons . Cavaliers de Beurk
12.05 Un jour, une question
12.10 Le chat de Frankenstein
12.20 Les Dalton
12.40 Des baskets dans l'assiette
12.45 Les zouzous
13.30 Consomag
13.45 Une saison au zoo
16.45 On n'est plus des pigeons !
18.20 Un gars, une fille
20.50 Fort Boyard



11.05 Dallas
13.40 Tempête de lave
15.20 Tempête de météorites
17.05 Ouragan nucléaire
18.40 24 heures aux urgences
19.55 VDM
20.50 Chroniques criminelles



08.20 @ vos clips
09.20 Turbo
10.00 Hit Talent
10.40 Génération Top 50
11.30 Génération Hit machine
12.40 Les Simpson
17.30 Le meilleur de Golden moustache
17.40 Soda
20.10 Les Simpson



09.55 The Big Bang Theory
14.40 Tellement vrai
18.00 Stargate Atlantis
20.50 New York police judiciaire



L'Europe entre déflation et «assouplissement monétaire»

Par Abdelhak Benelhadj

Jeudi 22 janvier Mario Draghi, président de la BCE, annonce un «as soupplissement quantitatif» à l'euroépéenne. Bien après le Japon, les Etats-Unis et la Grande Bretagne, la BCE s'est finalement décidée à mobiliser sa planche à billets pour faire face à une léthargie économique qui menace l'économie européenne au seuil de la déflation. Elle va donc racheter de la dette, à la fois privée et publique, c'est-à-dire des obligations souveraines émises par les Etats de la zone euro et les institutions européennes.

Ce processus en fait a déjà été entamé dès l'automne dernier avec des opérations sur certains produits financiers, les obligations sécurisées et les ABS, des titres adossés à des crédits.

Ces rachats prévus se montent à 60 Mds d'euros par mois, de mars 2015 à septembre 2016, ce qui représentera 1.140 Mds d'euros. Cela équivaut à environ 10% de la masse monétaire en circulation en zone euro aujourd'hui.

Rien n'interdit de penser que cela ne s'arrêtera pas en septembre 2016. En tout cas tant que l'Europe n'aura pas durablement éloigné le spectre de la déflation et de la décroissance qui mettent à mal le chômage, l'investissement et les équilibres budgétaire qui seraient alors atteints – espèrent certains - par un regain d'activité et non par des réformes structurelles qui étouffent les économies jouent contre ces objectifs et menacent la stabilité sociale et politique.

LE DOGME GERMANIQUE DU PACTE EUROPÉEN DE STABILITÉ

Question : comment cette décision a-t-elle pu être prise alors que l'Allemagne jusque-là est demeurée fermement opposée à toute idée d'eurobonds ?

Autre question : n'est-il pas étrange d'entendre les autorités monétaires européennes tout faire pour pousser les prix à la hausse, alors que la raison d'être de la BCE, entre autres, est de protéger la monnaie de la dépréciation et de l'instabilité et de lutter contre l'inflation (rappelant à tout propos les déconvenues de la République de Weimar qui accoucha de la seconde guerre mondiale) et les conséquences de la rupture des Accords de Bretton Woods en 1971 et 1973.

Berlin s'est toujours tenue aux principes fondamentaux à la base de la mission dévolue à la Banque Centrale Européenne. Les Allemands ont rusé, biaisé, joué sur les subtiles clavières de la communication. Mais leur ligne, inflexible, n'a jamais variée : 3% de déficits et 60% d'endettement rapportés au PIB.

Des délais sont accordées selon les contextes locaux et globaux, (et contrairement aux allusions de Mme Lagarde alors ministre de l'économie française^{[1])} en ne retenant que les « déficits structurels », ignorant les conséquences des crises conjoncturelles (importées ou non).

Mais, pour l'essentiel, la priorité absolue est donnée aux réformes structurelles : ceux qui s'endettent ne peuvent se soustraire à leurs obligations et laisser la facture à leurs partenaires et aux générations suivantes.

C'est non seulement contraire aux règles adoptées et ratifiées par tous, mais cela choque la bienséance et fait planer un doute sur la survie de l'Euro-land, tout en mettant en cause la présence en son sein de pays insolubles économiquement et politiquement, et cela même si aucun Traité ne prévoit la sortie de l'UEM et a fortiori de l'Union. On oublie qu'en ces matières les autorités allemandes sont juridiquement très encadrées par la cour constitutionnelle allemande de Karlsruhe qui observe scrupuleusement la politique suivie par Berlin et par les instances européennes.

C'est ainsi qu'elle rappelait en juillet 2009 que qu'il n'existait pas de « peuple européen » et que la démocratie

«Appuyez-vous toujours sur les principes, ils finiront bien par céder.»

C. de Talleyrand.

demeure une affaire laissée aux Etats et aux Parlements nationaux. L'Europe n'étant pas une union fédérale mais, pour l'instant, seulement une alliance entre nations. Il y a une réelle incapacité de l'exécutif européen (la Commission ou le Parlement) à agir de manière péremptoire sur la politique budgétaire des Etats.

La cour ne dit pas « moins d'Europe » ou « pas d'Europe ». La cour dit : « les décisions européennes passeront par le contrôle national allemand. » Point !

La croissance, oui, mais via des réformes sur de long terme et sans toucher à la rigueur budgétaire.

En juin 2009, à la faveur de la crise liée au subprime et aux produits « toxiques » titrisés venus de l'autre côté de l'Atlantique, il fut suggéré notamment par les Français, l'idée d'un assouplissement de la politique budgétaire au sein de l'Euro-land^[2]. La réaction allemande fut là encore sans ambiguïté via le ministre allemand des Finances d'alors, Peer Steinbrück : « Je serais très mécontent si la crédibilité du Pacte de stabilité venait à être mise en doute ».

Mai 2012, c'est au tour du patron de la banque centrale allemande de monter au front. Ces « eurobonds », auxquels l'Allemagne est opposée ne peuvent être « que l'aboutissement d'un processus long, qui nécessite entre autres de changer la constitution dans plusieurs Etats, de modifier les traités, d'avoir davantage d'union budgétaire », déclare Jens Weidmann dans un entretien qu'il accorde au quotidien Le Monde.

Et pour bien montrer qu'il n'y a aucune équivoque dans son propos, il assène : « on ne confie pas sa carte de crédit à quelqu'un si on n'a pas la possibilité de contrôler ses dépenses. »

Tout récemment, président de la Bundesbank fait observer avec constance et à juste titre que l'on confond trop commodément baisse des prix et déflation.

L'Allemagne réitérait sa constante opposition à l'achat de dettes, une forme de financement des Etats, arguant que c'est contraire au mandat confié à la BCE. «Face au contexte d'impact plutôt modéré et incertain (de la baisse des prix pétroliers), ainsi qu'aux risques, aux effets collatéraux et à une nécessité pas clairement établie à ce stade, je suis actuellement sceptique sur un programme de QE généralisé» (Reuters, mardi 16/12/2014 à 15:21)

«KRANKREICH»: ARROGANCE ALLEMANDE ET FAILLITES FRANÇAISES

Dans la gestion de la crise grecque, tout le monde voyait bien que la défense française, face à la rigueur allemande, était trop zélée pour ne pas y voir une simulation à fleuret moucheté du procès fait par Berlin à Paris. Rien d'irréparable ne fut échangé et l'insoluble dette grecque fut gérée comme une exception. Les Européens n'étaient pas dupes du bricolage auquel les Français à la hâte avaient eu recours, en puisant précipitamment dans les fonds de France Télécom, pour forcer la porte de l'Euro-land.

Ayant mal géré la chute du Mur, et peu profité de la période de fragilité qui en suivit en Allemagne, les Français ne pouvaient imaginer une Union monétaire (avatar de la zone mark) dont ils seraient exclus.

Dans la foulée, à défaut des dévaluations compétitives qui compensaient traditionnellement leurs problèmes chroniques de compétitivité, les Français voulaient surfer sur les crises financières et « exceptionnaliser » leurs déficits et la dette qu'il leur est liée (la compter à part) et donner ainsi un caractère « extérieur », à la catastrophe qui l'a engendrée.

D'autres s'essayaient à la rhétorique creuse qu'on a habitué les Français à priser : « La solution ce ne sont pas

les plans de coupes budgétaires, c'est d'avoir une BCE qui fasse son travail (...). Nous voulons une banque centrale qui atténue l'endettement public, qui finance la croissance tout en préservant le pouvoir d'achat ». (Arnaud Montebourg, *Reuters*, J. 14 juin 2012, 21h06)

Les Allemands, phénoménologues, ne s'intéressent pas aux causes, mais seulement à leurs manifestations et à la maîtrise qui s'impose aux hommes d'Etat dans l'administration de leurs difficultés. Comment pouvait-il en être autrement ?

ENTRE LE MARTEAU ET L'ENCLUME, L'UNION DE LA CARPE ET DU LAPIN

Certes, la position allemande était d'autant moins aisée que la situation économique européenne se dégradait, singulièrement dans certains pays du sud. Hausse du chômage, des déficits et de l'endettement, chute des taux de croissance, de l'investissement, des parts de marché...

Les solutions libérales et monétaristes, incapables d'anticiper les crises et encore moins de les traiter, ne produisaient pas les résultats escomptés, le tout brouillé par une communication tout azimut qui ne clarifiait pas la situation pour les administrés, les contribuables et les citoyens.

Père fouettard attiré, Berlin demeurerait coincé entre, d'un côté, ses électeurs conservateurs, rentiers vieillissants, inquiets de la faiblesse des taux de fécondité de leur pays et, d'un autre côté ses partenaires en difficultés, poussés par des opinions publiques excédées par la « rigueur » d'une politique qui ne débouchait sur aucune amélioration de leur condition, bien le contraire.

La politique économique européenne ne sort pas d'un dilemme qui dure depuis les années 1990 : Expansive sur le plan financier et monétaire (LTRO, FESF, MES, QE...), elle demeure très restrictive et conservatrice sur le plan budgétaire.

Il s'ensuit que les libéralités monétaires ne permettent pas réellement aux économies endettées et déflationnistes (même si elles contribuent à réduire le coût de la dette), de tirer profit de la masse monétaire que la BCE met à leur disposition. Cela ne change rien à leur situation.

Pour le comprendre, il conviendrait d'examiner toutes les facettes de la question. Ainsi, la position allemande fondée sur un argumentaire apparent très solide qui devrait être convenablement nuancé et complété. A bien y réfléchir, elle n'est pas à plaindre.

Le QE déprécie l'euro (face au dollar au franc suisse et à la livre sterling) – tel était son véritable objectif largement anticipé - et confère mécaniquement une compétitivité-prix aux exportations allemandes qui disposent déjà d'une solide compétitivité-qualité. L'Allemagne et les gouvernements Merkel successifs ont beaucoup tiré parti des réformes Schröder.

Précisons que l'Allemagne a déjà mis en place une stratégie efficace pour réduire ses coûts et ainsi gagner sur tous les tableaux :

- Déménagement d'une partie de la sous-traitance vers les ex-pays de l'est (ex-PECO : Pologne, Tchéquie, Slovaquie, Pays Baltes, Slovaquie, Hongrie...) où les compétences, moyennant une adaptation aux critères allemands, n'ont que peu à envier aux techniciens teutons.^[3]
- Salaires très bas en Allemagne pour les emplois dans les services à l'industrie
- Forte émigration peu chère en provenance des pays du sud et de l'est européen (Grèce, Espagne, Portugal, Turquie, Roumanie, Ukraine...)

Si l'euro est bien trop fort pour les pays habitué à pratiquer les dévaluations compétitives (France, Espagne, Italie, Grèce, Portugal...), la monnaie unique est un atout supplémentaire

pour le commerce extérieur allemand. En effet, si l'Allemagne avait conservé le Deutschemark, celui-ci serait actuellement bien plus fort que l'euro.

C'est sous régime de monnaie unique que les excédents allemands ont battu record sur record, précisément au moment où ses concurrents européens (la France en tête) battaient des records de déficit. L'économie allemande repose sur quelques pôles d'excellence spécialisés (chimie, mécanique, électronique, équipements industriels...), un capital verrouillé dans des « noyaux durs » partagés par des grands groupes à capitaux croisés (clans familiaux, Länder) et surtout le choix systématique de la qualité qui parcourt toute la chaîne du Mix, de la Recherche-Développement au recyclage des produits, en passant par la production, la distribution, le financement, la communication, l'accueil...

Les Allemands triomphent avec le délice suprême : culpabiliser ses partenaires européens (les « pays du Club Med »), des incapables qui profitent du travail de leurs voisins en pratiquant un déficit budgétaire éhonté qui revient, par la grâce de l'euro, à piocher dans la caisse commune en parjurant leurs engagements et leurs signatures des Traités communs.

La chute de l'euro a pour contre-coup la hausse du dollar, passant en quelques mois de 1.40 à 1.14euros/\$, filant allègrement vers la parité. Cela permet de gonfler le pouvoir d'achat dans la zone dollar en amortissant le contre-choc pétrolier.

Signalons que les pays pétroliers n'avaient pas eu cette « chance » en 1986, car les deux baissaient simultanément dans la foulée des Accords du Plaza (destinés en sept. 1985 à malmenier entre autres le commerce extérieur japonais) que les accords du Louvre (fév. 1987) qui ont à échoué et l'ont payé du Krach d'octobre de la même année.

Par ailleurs, on a beaucoup exagéré le caractère « laxiste » du QE qui vient d'être décidé. Il n'a que peu à voir avec son homonyme américain.

La décision de la BCE n'implique pas d'achats directs de bons du Trésor, mais seulement le rachat sur le marché secondaire de la dette, via une intermédiation bancaire que certains trouvent proprement choquant : les banques s'enrichissant sur le dos des citoyens. Le taux de réescompte leur permettait d'emprunter à un taux quasi-nul au «Guichet» et de proposer leurs services à des taux bien plus élevés aux Etats, en particulier aux plus fragiles d'entre eux (plus de 8% pour la Grèce).

Les banques centrales nationales porteront 80% des risques liés aux rachats, tandis que la BCE n'en portera que 20%. La BCE se défause sur le système bancaire pour fixer et administrer le gradient de risque, avec l'aide des agences de notation. Il n'y a en vérité que peu de changement par rapport aux mécanismes antérieurs.

Le mécanisme européen de stabilité (MES, sept. 2012) remplaçant les FESF et le MESF qui étaient des dispositifs temporaires achevés en 2013, en a été le précurseur doté d'une capacité de prêt de l'ordre de 500 Mds euros. Lui aussi était conditionné par la politique budgétaire des pays emprunteurs, similaire aux conditions imposées par le FMI, et impliquait pour les pays insolubles la mise en place d'un équivalent au Plan d'Ajustement Structurel (PAS) imposé ordinairement aux républiques bananières, incapables de maîtriser leur destin et la protection de leurs citoyens.

Dimanche 25 janvier, de Davos où le capital mondialisé était réuni, d'une seule voix ceux qui comptent (dans tous les sens du mot) se sont écriés : « Les réformes structurelles doivent accompagner les programmes de QE. »

A dire vrai, ni l'Allemagne ni Davos n'ont jamais été réellement inquiets et

les bourses le lundi suivant fêtaient l'événement (l'indice DAX battait un nouveau record).

Un Tsipras en Grèce, ça va. C'est gérable. Mais un Mélenchon à l'Elysée, il ne faut pas rêver !

EUROPE, UTOPIQUE UTOPIE

L'Allemagne s'est sans doute trompée à croire (ou à le faire croire) qu'il suffisait de « critères de convergence » rigoureusement encadrés pour faire de l'Europe une gigantesque « Europallemande ».

Après de l'effondrement du monde soviétique le projet européen a sensiblement évolué, mais sans que les citoyens européens en aient eu connaissance. En fait, l'Europe d'aujourd'hui n'a que peu à voir avec les discours qu'on leur a vendus. Elle a été mise en place de manière peu démocratique : la plupart des textes qui sont à la base de cette construction sont rédigés dans un langage technique (certains uniquement en anglais) inaccessible au profane.

Les Traités ont été votés et ratifiés sans consultation des peuples (mais seulement de manière indirecte, via les « élites » politiques représentatives).

La déconvenue réservée au « Projet de Traité Constitutionnel » en mai 2005, par les peuples français et néerlandais a servi de leçon : il est imprudent de consulter les peuples sur ce qui les concerne au premier chef, sous prétexte qu'ils ne répondent presque jamais aux questions posées.

L'observateur impartial conviendra que s'il y a une inflation d'instruments, de directives et de normes en Europe, il manque singulièrement de l'essentiel.

- Pas d'Europe sociale
- Pas d'Europe fiscale
- Pas d'Europe de la défense
- Pas de politique étrangère commune.

Il y a des outils, mais il n'y a pas de mode d'emploi. Seulement un vaste marché ouvert aux quatre vents de la mondialisation non maîtrisée. Un libéralisme infantile fabriqué à Maastricht, à Amsterdam et à Lisbonne a abouti à une abominable compétition intérieure et à une guerre économique darwinienne, très éloignée du projet des « pères fondateurs », en tout de celui qu'on a servi aux peuples depuis la fin du dernier conflit mondial.

Les Européens semblent avoir oublié combien les guerres depuis 1870 ont affaibli le continent en y mêlant des peuples qui n'étaient en rien concernés par ces suicides collectifs.

Post scriptum

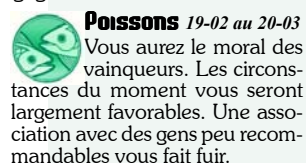
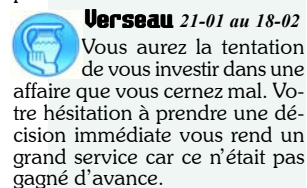
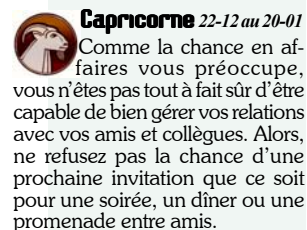
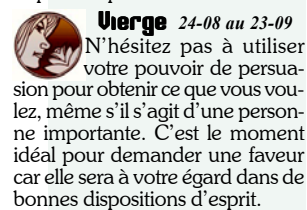
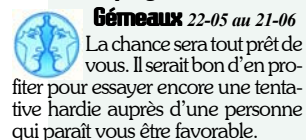
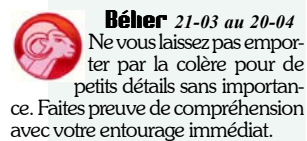
Certes, les entreprises helvètes (et surtout leurs actionnaires en franc) devraient se consoler de ce que leurs avoirs en une journée avaient pris 30% de valeur en plus. Mais comme beaucoup d'entre elles sont mondialisées, c'est surtout le travail en suisse qui perdra une partie de sa compétitivité. Seuls les travailleurs frontaliers français devraient se garder de trop vite s'en réjouir.

« Dans un monde de gangsters, il faut bien qu'il y ait un receleur. », disait naguère de la Suisse Alexandre Sanguinetti, un vieux gaulliste impénitent.

[1] Les controverses franco-allemandes, de plus en plus fréquentes et multiformes - passées le plus souvent sous silence - présentent un caractère de gravité de première grandeur, bien plus dangereuse pour l'Union que la « crise grecque » derrière laquelle c'est la crise française qui est discrètement négociée.

[2] Le président de l'Eurogroupe Jean-Claude Juncker avait alors répliqué que le pacte de stabilité et de croissance européen devait être appliqué tel que réformé en 2005, c'est à dire en utilisant toutes les flexibilités offertes. Nul besoin d'en ajouter.

[3] Après sa réunification, l'Allemagne retrouve une Mitteleuropa d'avant 1914, avec une culture germanique intacte, disposée à renouer de vieilles complicités que le communisme n'a pas érodées. Les générations des deux guerres étaient parties avec leurs souvenirs et leurs cicatrices... et les nouvelles cherchaient la prospérité et la modernité qu'incarnaient l'industrie allemande et la sécurité offerte par l'OTAN.



Horizontalement:

1. Boucher à la langue verte.
2. On la sort tour à tour.
Tendre.
3. Tata à Bacchus. Pourvu.
4. Gênants.
5. Port d'attache du Japon.
Tumeur cancéreuse.
6. Mauvais tableau.
Ressort.
7. Quartier de l'Otan.
Count, le pianiste, père de la
machine à swing.
8. Porte plumes. Tirées au sort.
9. Ciel. Salpêtrer.
10. Pronom.
Retombée en enfance.

Verticalement:

- A.** En toute conscience.
B. Base d'alliance.
Manque de règlement.
C. Uni.
D. Moine de communauté.
E. Passa.
Gène des Anglais.
F. Conjonction.
Lampe.
G. Drôle, très drôle.
H. Rongées.
Un grain le fait grossir !
I. Ils sont bien gonflés !
J. Ages.
Calé.

CROISÉS N°5530

T	E	M	P	E	T	U	E	U	X
A	M	E	R		A	M	B	R	E
R	A	L	E	U	R		O		R
A	N	A	S		A	M	U	S	E
T	A		E	M	B	E	T	E	S
A	N	O	N		U	N	E	S	
T	T		T	E	S	T	E		S
A		C	O	M	T	E	S	S	E
	P	L	I		E	U		U	N
P	I	E	R	R	E	R	I	E	S

FLECHES N°5530

C	A	M	O	U	F	L	E	R
O	N		O	T	E		E	
N	E	S		I	R		P	
S			T	E	L		B	A
E	F		S	I	R	E	N	E
N	O	N		S	I		T	R
T	U		C	A	R	T	O	N
E			P	O	T	E		U
M	U	R			I		S	F
E	N		M	O	B	I	L	E
N	I	D		N		T	E	R
T	R	U	C			D	E	S

FOUILLIS N° 5530 SOUCOUBE (Soûl - Coupe)

CODÉS N° 5530[illegible]

1 V	2 O	3 L	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

Jeux proposés par Chérifa Benghani

FLÉCHÉS N° 5531

ACIER –
ALLEGRESSE –
ARMURIER –
ATTESTATION –
BAIE - BIJOUTERIE –
BOUTONNIERE –
BOUTURAGE –
BROCHE –
CAMARADE –
CAPITONNER –
CARAVANIER –
CREATURE –
DROGUERIE –
ETABLIR –
FROMAGE – GNOU
– GOBELET –
INSPIRER – LIONNE
– MAMAN – MARS –
NANAN – NERF –
OUBLIER – PONT –
RECRIMINER –
REFRIGERATION –
RIEN – SAGESSE –
SANTE – SOLEIL –
SORT – TROIS –
ZONE.

E	I	R	E	T	U	O	J	I	B	N	A	N	A	N
R	N	E	N	N	O	I	L	E	E	H	C	O	R	B
I	S	I	A	O	N	E	G	E	C	N	N	R	O	S
L	P	L	M	P	G	A	I	A	O	E	E	U	A	O
B	I	B	A	A	R	R	R	I	I	F	T	G	E	R
A	R	U	M	U	E	A	T	R	R	O	E	I	R	T
T	E	O	T	U	V	A	E	I	N	S	A	E	E	O
E	R	U	G	A	T	D	G	N	S	B	C	R	R	E
F	O	O	N	S	A	E	I	E	T	R	R	E	U	C
B	R	I	E	R	R	E	R	E	I	E	T	I	T	L
D	E	T	A	A	R	G	L	M	I	N	R	R	A	A
R	T	M	T	E	E	E	I	C	A	F	O	U	E	S
A	A	I	N	L	B	N	A	S	R	R	I	M	R	S
C	O	O	L	O	E	L	I	E	L	O	S	R	C	E
N	Z	A	G	R	E	N	N	O	T	I	P	A	C	R

Les 9 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Mon 1er brise.
- Mon 2e est une fonction.

Mon tout est un ustensile de cuisine.



Mugabe nouveau président en exercice de l'UA



Le président zimbabwéen Robert Mugabe, plus ancien chef d'Etat africain en exercice, a été désigné vendredi à la présidence tournante de l'Union africaine (UA), a constaté un journaliste de l'AFP. Robert Mugabe, autocrate de près de 91 ans, au pouvoir depuis l'indépendance de son pays en 1980, a échangé une poignée de main avec son prédécesseur, le Mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz sous les applaudissements de leurs pairs. «J'accepte humblement votre décision collective, pleinement conscient de la lourde responsabilité qu'elle implique», a-t-il déclaré, en prenant la présidence tournante de l'UA pour un an. M. Mugabe, héros de la libération nationale au Zimbabwe et qui se pose en champion du panafricanisme, est régulièrement accusé de museler l'opposition par la violence et d'avoir ruiné son pays. Il multiplie depuis des années provocations et tirades incendiaires contre l'Occident et les «impérialistes».

Six migrants meurent noyés au large de Melilla

Au moins six migrants sont morts noyés dans le chavirement de leur barque, au large de Nador, ville voisine de l'enclave espagnole de Melilla, ont annoncé vendredi les autorités locales marocaines. L'embarcation, avec à bord «20 candidats à l'émigration clandestine dont deux passeurs», a chaviré «tôt dans la matinée», «près du port de Nador», et six d'entre eux sont décédés tandis que 10 autres ont pu être secourus, ont indiqué ces sources citées par l'agence MAP. Quatre migrants seraient donc encore portés manquants. Parmi les dix personnes secourues, une se trouve toujours dans un hôpital de Nador «en service de réanimation», selon la même source. Nador est voisine de Melilla, une des deux enclaves espagnoles —avec Ceuta— dans le nord du Maroc. La plupart des tentatives pour la rejoindre se font par voie terrestre, en dépit de la triple barrière grillagée qui l'enserme. Une quatrième clôture a par ailleurs été récemment érigée par Rabat.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

32 morts dans des attentats en Egypte

De nouveaux heurts entre armée et djihadistes ont tué deux enfants vendredi dans l'instable péninsule égyptienne du Sinaï, où 30 personnes, en majorité des soldats, ont péri dans des attaques d'extrémistes que l'armée ne parvient pas à endiguer. La vaste campagne lancée il y a plus d'un an dans le nord du Sinaï pour enrayer l'insurrection djihadiste n'a pas réussi à stopper les attentats spectaculaires contre les forces de l'ordre. Jeu-

di soir, 30 personnes sont mortes dans de telles attaques coordonnées, rapidement revendiquées par la branche égyptienne de l'Etat islamique (Daech), Ansar Beit al-Maqdess, le principal groupe djihadiste du pays. Immédiatement après les attentats, l'armée a lancé de nouvelles offensives et à l'aube vendredi, deux enfants ont été tués dans des affrontements entre les militaires et des djihadistes. Un bébé de six mois est mort après avoir été tou-

ché par une balle à la tête, et un enfant de six ans a péri dans la chute d'une roquette, dans le nord de la péninsule. Les corps des 30 victimes de jeudi, en grande majorité des militaires, ont été transférés au Caire par les avions de l'armée, selon des responsables, qui n'étaient pas en mesure de préciser le bilan exact de chaque attentat. La principale attaque s'est déroulée au cœur d'Al-Arich, le chef-lieu de la province du Nord-Sinaï.

Prochaines négociations en Libye si la sécurité le permet



Les futures discussions sur l'avenir politique de la Libye pourraient se dérouler dans ce pays si les conditions de sécurité sont «suffisantes», a indiqué l'ONU à Genève, où se sont conclus jeudi deux jours de négociations. «Il y a eu un accord sur le principe de convoquer de futures discussions en Libye, à condition que la logistique et la sécurité soient suffisantes», a indiqué la Misnol, la mission des Nations unies pour la Libye, dans un communiqué, deux jours après la mort de neuf personnes dont cinq étrangers dans une attaque revendiquée par le groupe Etat islamique contre un hôtel du centre de Tripoli. La Misnol a appelé tous les acteurs à se joindre aux discussions dans un «esprit ouvert et constructif». Dans une première réaction, le Congrès général national (CGN), le Parlement sortant qui boycottait jusque-là les négociations et qui n'est pas reconnu par la communauté internationale, a réservé un accueil favorable à l'annonce de l'ONU. «Nous annonçons que nous allons participer activement et sérieusement aux prochains rounds des négociations qui se tiendront en Libye», a affirmé le vice-président de cette chambre, Salah al-Makhzoum.

Deux Américains visés par des tirs en Arabie Saoudite

Deux Américains ont été la cible de tirs vendredi dans l'est de l'Arabie saoudite et l'un d'eux a été blessé, a indiqué la police. On ignore dans l'immédiat qui sont les ou les assaillants et leur motivation. Une enquête a été lancée par la police. Les deux Américains, dont l'identité n'a pas été précisée, se déplaçaient à bord d'une voiture dans le gouvernorat majoritairement chiite d'Al-Ihsaa quand ils ont été touchés par des tirs, a indiqué le porte-parole de la police cité par l'agence officielle SPA.

Le blessé a été hospitalisé et se trouve «dans un état stable», a-t-il ajouté. Cette attaque est la première depuis l'accession au trône du nouveau roi Salmane il y a une semaine et la quatrième menée depuis octobre contre des étrangers dans le royaume. Ce dernier a rejoint en septembre la coalition internationale, emmenée par les Etats-Unis, qui combat le groupe djihadiste Etat islamique (daech) en Irak et en Syrie.

Les USA ne comptent pas restituer Guantanamo à La Havane

Les efforts pour renforcer les liens entre les Etats-Unis et Cuba n'iront pas jusqu'à la restitution par Washington du contrôle de la baie de Guantanamo, située à l'extrême pointe sud-est de l'île des Caraïbes, a indiqué jeudi la Maison Blanche. «Le président pense réellement que la prison de la baie de Guantanamo doit être fermée», a déclaré Josh Earnest, porte-parole de la Maison Blanche. «Mais la base navale n'est pas quelque chose que nous souhaitons fermer».

L'enclave américaine accueille une importante base navale ainsi que le centre de détention militaire extrêmement controversé qui a commencé à accueillir les suspects de terrorisme quatre mois après les attentats du 11 septembre 2001. Le président cubain Raul Castro a fait savoir mercredi que la restitution à La Havane du contrôle de ce territoire de 116 km2 constituait un préalable à la normalisation des relations avec les Etats-Unis. Guantanamo est sous contrôle américain depuis un traité de 1903.

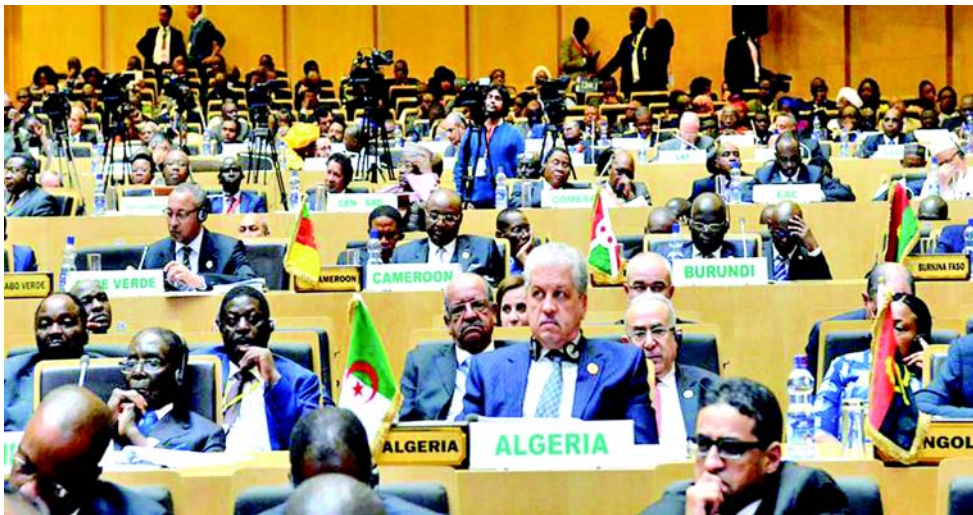
10 personnes égorgées au Cameroun

Dix Camerounais ont été égorgés mardi et mercredi par des hommes armés présentés comme des islamistes nigériens de Boko Haram dans trois localités de la région de L'Extrême-Nord du Cameroun, a-t-on appris jeudi de sources locales. Mercredi, «des corps de quatre personnes égorgées par des Boko Haram ont été découverts à Achigachia», localité frontalière du Ni-

geria, a affirmé à l'AFP un responsable sécuritaire en poste dans la zone. «Ils ont égorgé deux personnes chez elles» avant de tuer deux autres dans un «champ de mil», a-t-il ajouté. Une autorité traditionnelle d'Achigachia, aujourd'hui réfugiée dans une ville voisine, a confirmé ces assassinats. «Deux des victimes sont des vieillards qui ne pouvaient pas fuir (la ville comme l'ont fait

beaucoup d'autres). Les deux autres sont des jeunes», a précisé cette autorité qui a fui sa localité parce qu'elle était recherchée par des islamistes. Toujours mercredi, «trois villageois ont été égorgés par Boko Haram» tandis que trois islamistes ont été tués lors d'un affrontement avec les populations du village de Dola, a expliqué un responsable d'une ONG de la région, Mey Ali.

Une force régionale de 7.500 hommes contre Boko Haram



L'Union africaine (UA) a appelé vendredi à la mise en place d'une force régionale de 7.500 hommes pour mettre fin aux abus «épouvantables» des insurgés nigériens de Boko Haram. «Les abus épouvantables de Boko Haram, sa cruauté indicible, son mépris total des vies humaines, ses destructions de biens totalement gratuites sont sans égales», a indi-

qué la présidente de la Commission de l'UA, Nkosazana Dlamini-Zuma. «Par conséquent, il est recommandé que les pays de la région soient autorisés à porter la Force multinationale à 7.500 hommes, a-t-elle poursuivi dans un communiqué publié à l'issue d'une réunion jeudi soir du conseil pour la paix et la sécurité de l'organisation, avant un Sommet

de l'UA qui se tient vendredi et samedi à Addis Abeba. Boko Haram s'est emparé de territoires entiers du nord-est du Nigeria et multiplie les incursions au Cameroun voisin, à proximité du Tchad et du Niger. Une coopération militaire a été décidée fin 2014 entre les pays membres de la Commission du bassin du lac Tchad (Cameroun, Niger, Nigeria et Tchad).

EDITORIAL

Par Yazid Alilat

LES FORMULES GAGNANTES DU LOGEMENT

Le ministre de l'Habitat a ouvert plusieurs chantiers depuis son retour, en 2012, au gouvernement. Il en est cependant de certains chantiers «incertains». Il a surtout repris sa formule magique, l'accès au logement par la location-vente. Une formule qui a eu un grand succès dans les années 2001, au point que des milliers de souscripteurs ont été tout simplement ignorés des fichiers de l'AA-DL. Et recalés. Mais, dans l'ensemble, la formule de M. Tebboune pour l'accès d'un grand nombre d'Algériens au logement «a marché», et recueilli un grand succès auprès des pères de famille qui désespéraient d'avoir un jour un «toit» au vu des conditions d'accès à un logement social ou promotionnel. D'autant que dans ce domaine, «les passe-droits» étaient légion au niveau des wilayas, créant une sorte d'injustice. Au point que des «proches des proches» de la décision pouvaient avoir jusqu'à trois ou quatre logements dans trois ou quatre wilayas. A Alger, selon des recensements non officiels, il y aurait au moins 1,5 million de logements inoccupés, et la moitié d'entre eux alimente le marché immobilier dans la capitale. Une situation qui a débouché sur une exacerbation du problème du logement en Algérie, et dans les grands centres urbains en particulier. D'autant que, selon le ministre lui-même, beaucoup de ces logements, acquis auprès des OPGI au titre des attributions de logements sociaux, alimentent le marché noir de l'immo-

bilier. L'annonce jeudi de M. Tebboune que les OPGI sont en train de recenser les logements acquis dans le cadre du «social» et vendus à de tierces personnes au marché noir s'explique par la nécessité de savoir vraiment qui «a quoi et où». En fait, la démarche du département de M. Tebboune n'est pas innocente, mais donne une idée sur l'incapacité de ses services à contrôler le marché de l'immobilier, mieux, à gérer son propre patrimoine. En fait, le ministre justifie cette décision par la difficulté de la vente de quelque 571.000 logements sociaux, attribués par les OPGI entre 1983 et 2004. En clair, le ministre veut s'attaquer à de vieux démons, comme un «Don Quichotte». 571.000 logements, construits entre 1983 et 2004 sont donc à vendre ? Les OPGI seraient-ils à ce point en manque d'argent, de sources de financements pour d'autres projets d'habitat ? Ou le ministère veut-il engager un bras de fer sur un terrain vraiment glissant ? C'est à une véritable chasse aux sorcières que fait référence le ministre de l'Habitat en voulant recenser les propriétaires de logements sociaux qui ont en-

suite rétrocédé ces logements à de tierces personnes. Quelle bataille veut-il alors engager, quand on sait combien de responsables, enfin les milliers de cadres de la Nation, ont bénéficié de ces logements sociaux et les ont ensuite revendus ? En toute légalité sur le seul marché immobilier qui existe en Algérie, l'informel, ou le marché noir, c'est selon. Le problème aurait été mieux perçu s'il avait été abordé différemment, l'incapacité ou les énormes difficultés des OPGI à recouvrer l'immense stock de loyers impayés par les locataires, qu'ils aient ou non le titre d'affectation. Car le stock de la dette des loyers impayés des OPGI est renversant. Un chiffre pour donner une idée sur ce stock : rien que dans la wilaya d'Oran, et à fin décembre 2014, la somme globale des loyers impayés dus à l'OPGI local est de...750 milliards de centimes, ou 75 milliards de dinars. Par 48 wilayas, cela donne quoi ? La vente «au marché noir» des logements sociaux a quand même bénéficié à des familles, qui ont payé le droit à un bonheur, celui d'un toit. La question du logement aujourd'hui en Algérie, est moins l'adoption d'une attitude «policière» pour cacher ses insuffisances managériales, mais de répondre à une demande de plus d'un million de logements neufs par an quand les capacités de réalisation sont de moins de 200.000 logements par an. Résoudre cette équation équivaut au règlement de la question du logement dans notre pays.